

AFFAIRE WONG: TABLE DES MATIÈRES

Dawson: la loi 101 qui tue?	3
Les textes en cause	3
LA PRESSE : Le texte qui soulève la polémique (Extrait du texte de la journaliste Jan Wong) – Mercredi 20 septembre 2006	3
LA PRESSE : « Un léger tumulte », traduction de l'éditorial du Globe and Mail du jeudi 21 septembre – Vendredi 22 septembre 2006	4
LA PRESSE : « Nous regrettons », traduction de l'éditorial du Globe and Mail du samedi 23 septembre : le rédacteur en chef du Globe and Mail reconnaît qu'une erreur a été commise – Lundi 22 septembre 2006	5
Les caricatures	5
JOURNAL DE MONTRÉAL: Caricature: Jan Wong, journaliste au Globe and Mail, par M.Beaudet – Lundi 25 septembre 2006	6
THE GAZETTE : Caricature : Bill 101 causing global warming ?, par Pascal – Monday, September 25, 2006	6
LE DEVOIR : Caricature : Jan Wong enquêtant sur le Québec..., par Garnotte, Édition du vendredi 22 septembre 2006	7
LA PRESSE : Caricature : Jan Wong analyse la situation en Afghanistan – Vendredi 22 septembre 2006	7
Articles	8
LE DEVOIR : Jan Wong accuse Le Devoir de racisme - Édition du mardi 26 septembre 2006	8
LA PRESSE : Jan Wong se dit victime de racisme et de sexisme - Le mardi 26 sept 2006	8
LE SOLEIL : Jan Wong se dit à son tour victime de racisme – Mardi 26 septembre 2006	9
JOURNAL DE MONTRÉAL : Jan Wong se dit victime d'attaques sexistes et racistes – Mardi 26 septembre 2006	9
MÉTRO : Jan Wong se dit victime de racisme – Mardi 26 septembre 2006	9
LE DEVOIR : Chronique : Le droit de nous définir, par Michel Venne - Édition du lundi 25 septembre 2006	10
LE DEVOIR : Affaire Jan Wong - « Regrets » de l'éditeur du Globe and Mail – Édition du lundi 25 septembre 2006	11
LA PRESSE : Opinion : L'affaire Wong et la liberté de presse : le journaliste et son entreprise ont un fardeau beaucoup plus lourd lorsqu'ils prennent position que le simple citoyen qui commente un événement au gré des conversations, par Alain Gravel, Président, Fédération professionnelle des journalistes du Québec – Lundi 25 septembre 2006	11
LE SOLEIL : Le Globe regrette, la SSJB n'excuse pas – Lundi 25 septembre 2006	12
CYBERPRESSE : Affaire Wong: la SSJB maintient sa plainte - Le dimanche 24 sept 2006	12
LE DEVOIR : Lettres: La loi du Québec, par Robert Mainville, Lorraine, 20 septembre 2006 - Édition du samedi 23 et du dimanche 24 septembre 2006	12
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Affaire Jan Wong :Pas d'excuses, mais des regrets - Mise à jour le samedi 23 septembre 2006 à 9 h 42	12
LE DEVOIR : Éditorial : La « petite commotion », par Jean-Robert Sansfaçon / Jan Wong et la tuerie de Dawson : L'éditorial du Globe and Mail ne calme pas la tempête – Édition du vendredi 22 septembre 2006	13
LA PRESSE : Éditorial : Un journal national ?, par André Pratte – Vendredi 22 septembre 2006	14
LA PRESSE : Un député de Québec tient des propos semblables à ceux de Wong - Le vendredi 22 sept 2006	14
LE SOLEIL : Affaire Wong : Charest déçu de la réponse du Globe – Vendredi 22 septembre 2006	15
LE SOLEIL : Le député conservateur de Charlesbourg dans le pétrin : Daniel Petit tient des propos similaires à la journaliste du Globe and Mail, puis se rétracte – Vendredi 22 septembre 2006	16
JOURNAL DE MONTRÉAL : Politique, par Sheila Copps : Le piège Wong – Vendredi 22 septembre 2006	16
JOURNAL DE MONTRÉAL : Légendes urbaines, par Patrick Lagacé : Pourquoi Toronto est-elle si violente\$ [à la mode Wong] – Vendredi 22 septembre 2006	17
JOURNAL DE MONTRÉAL : Harper et Charest montent au front / Controverse Globe and Mail : Daniel Petit en rajoute, puis se fait rabrouer par son chef / Pur produit de l'école anglaise : Jean Dorion très critique – Vendredi 22 septembre 2006	18
THE GAZETTE : Jan Wong's report : It was outrageous for Globe writer to attack Quebecers : report blaming « pure laine » francophones for shootings insulted all Quebecers, by Josée Legault – Friday, september 22, 2006	19
THE GLOBE AND MAIL: Letters: Flawed question, by Richard S.Levy, Montreal - by Michelle Zubrinich – Friday, September 22, 2006	19
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Jan Wong : Le Globe and Mail se défend - Mise à jour le jeudi 21 septembre 2006 à 8 h 03	19
LE DEVOIR : Le Globe and Mail et la tuerie au Collège Dawson - Harper aussi dénonce les propos de Wong - Édition du jeudi 21 septembre 2006	19
LE DEVOIR : Lettres: La griffe cassée de Mme Wong, par Jacques Desmarais, Montréal, 20 septembre 2006 - Édition du jeudi 21 septembre 2006	20

LE DEVOIR : Lettres: Le commentaire superficiel de Jan Wong, par Richard Guay, Montréal, le 18 septembre 2006 - Édition du jeudi 21 septembre 2006	20
LA PRESSE : LE BLOGUE DE STÉPHANE LAPORTE : What's wrong, Mrs. Wong ? - Le jeudi 21 sept 2006.....	20
LA PRESSE : La chronique de Lysiane Gagnon : L'exploitation d'une calomnie - Le jeudi 21 sept 2006.....	21
LA PRESSE : La chronique de Vincent Marissal : La Tribu - Le jeudi 21 sept 2006.....	21
LA PRESSE : Harper exige des excuses du Globe - Le jeudi 21 sept 2006.....	22
LA PRESSE : Le Québec, cible de prédilection de Wong - Le jeudi 21 sept 2006.....	23
LE SOLEIL : Les Communes unanimes pour condamner le Globe and Mail et sa journaliste / La chroniqueuse Wong dit non à Tout le monde en parle – Jeudi 21 septembre 2006.....	24
JOURNAL DE MONTRÉAL : Harper dénonce à son tour le Globe and Mail – Jeudi 21 septembre 2006.....	24
THE GLOBE AND MAIL : Editorial : Today's Quebec – Thursday, September 21, 2006.....	25
THE GLOBE AND MAIL : Absurd viewpoint, by Stephen Harper, Prime Minister of Canada – Thursday, September 21, 2006.....	25
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉT : Globe and Mail : Stephen Harper s'insurge aussi - Mise à jour le mercredi 20 septembre 2006 à 13 h 47.....	25
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Globe and Mail : Jean Charest exige des excuses - Mise à jour le mercredi 20 septembre 2006 à 13 h 13.....	26
CYBERPRESSE : TEXTE CONTROVERSÉ : Harper dénonce à son tour le Globe and Mail - Le mercredi 20 sept 2006	26
LE DEVOIR : Dawson, un geste explicable? Oui, mais les explications ne se trouvent pas dans les idéologies, par Marc Bigras, Professeur et directeur général de l'Institut de recherche pour le développement social des jeunes, Université du Québec à Montréal - Édition du mercredi 20 septembre 2006	27
LE DEVOIR : Jan Wong s'est discréditée, par Jean Charest, Premier ministre du Québec - Édition du mercredi 20 septembre 2006	28
LE DEVOIR : Charest réclame des excuses - Édition du mercredi 20 septembre 2006	29
LA PRESSE : Chronique : La loi 101 qui tue, par Yves Boisvert - Le mercredi 20 sept 2006.....	29
LA PRESSE : Charest demande des excuses à l'analyste du Globe and Mail - Le mercredi 20 sept 2006.....	30
LE SOLEIL : Charest somme le Globe de s'excuser – Mercredi 20 septembre 2006.....	31
JOURNAL DE MONTRÉAL Article du Globe and Mail : Charest exige des excuses – Une journaliste a lié la fusillade du Collège Dawson à la loi 101 – Mercredi 20 septembre 2006.....	31
THE GLOBE AND MAIL : Letter : Narrow-minded analysis, by Jean Charest, Premier of Quebec – Wednesday, September 20, 2006.....	31
THE GLOBE AND MAIL : Opinion: "Pure laine" is simply pure nonsense, by André Pratte, editor, La Presse– Wednesday, September 20, 2006.....	32
THE GAZETTE: Globe and Mail article disgraceful, Charest says – Wednesday, September 20, 2006.....	33
LE DEVOIR : Les écoles devront revoir leurs mesures d'urgence – Édition du vendredi 15 septembre 2006.....	33
LE DEVOIR :Les étudiants de Dawson se sont sentis abandonnés – Le directeur du collège les trouve bien sévère dans les circonstances – Édition du vendredi 15 septembre 2006.....	34
LA PRESSE : Le soutien aux proches s'organise – Vendredi 15 septembre 2006.....	34
LA PRESSE : Dawson ne deviendra pas une forteresse - Le vendredi 15 sept 2006.....	34
LA PRESSE : Sécurité accrue dans les autres campus – Vendredi 15 septembre 2006.....	35
LE SOLEIL : Opinions : Mais c'est arrivé ici !, par Amélie Michaud, étudiante au cégep de Sainte-Foy – Vendredi 15 septembre 2006.....	35
LE SOLEIL : Les cégépiens de Québec aussi ébranlés – Vendredi 15 septembre 2006.....	36
LE SOLEIL : Les cégeps doivent demeurer facilement accessibles – Vendredi 15 septembre 2006.....	36
CYBERPRESSE : DES REMERCIEMENTS POUR CONCORDIA : L'association étudiante de Dawson critique la direction - Le jeudi 14 sept 2006.....	36
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Fusillade à Dawson : L'association des étudiants critique la direction - Mise à jour le jeudi 14 septembre 2006 à 21 h 20.....	37
LE DEVOIR : La sécurité absolue est impossible dans les cégeps - Édition du jeudi 14 septembre 2006	37
LE SOLEIL : Chronique : Pour contrer l'horreur, la solidarité, par Michel C.Auger - Le jeudi 14 sept 2006.....	38
LE SOLEIL : Des mesures « suffisantes » - La sécurité pourrait être renforcée, mais pas question de transformer les cégeps en forteresses – Jeudi 14 septembre 2006.....	40

Dawson: la loi 101 qui tue?

Les textes en cause

LA PRESSE : Le texte qui soulève la polémique (Extrait du texte de la journaliste Jan Wong) - Mercredi 20 septembre 2006



Jan Wong

Le texte qui soulève la polémique

Nous vous présentons ici l'extrait du texte de la journaliste Jan Wong, publié dans le Globe and Mail de samedi dernier, qui a mis le feu aux poudres.

« Les gens de l'extérieur ne peuvent comprendre à quel point plusieurs décennies de luttes linguistiques ont été aliénantes dans cette ville jadis cosmopolite. Il n'y a pas que les anglophones qui en ont souffert ; les immigrants en sont aussi victimes. Il est vrai que dans les trois cas, les auteurs des fusillades étaient psychotiques. Mais il est également vrai que dans chaque cas, l'auteur n'était pas « pure laine », expression signifiant dans l'argot québécois un francophone « pur ». Ailleurs, parler de « pureté » raciale est répugnant. Pas au Québec.

En 1989, Marc Lépine a tué par balles 14

femmes et en a blessé 13 autres à l'École polytechnique de l'Université de Montréal. Il était francophone, mais aux yeux des Québécois pure laine, il n'était pas l'un des leurs et ne le serait jamais. Il n'était qu'à moitié canadien-français. Il était aussi à demi algérien, musulman et s'appelait Gamil Gharbi. Sept ans plus tôt, après que les Forces armées canadiennes eurent rejeté sa demande sous ce nom, il a légalement changé son nom pour celui de Marc Lépine.

Valery Fabrikant, professeur de génie, était un immigrant de Russie. En 1992, il a abattu quatre de ses collègues et en a blessé un autre à la faculté de génie de l'Université Concordia après avoir appris qu'il n'obtiendrait pas sa permanence.

Le tueur de Dawson, Kimveer Gill, était né au Canada comme Marc Lépine et avait 25 ans. Sur son blogue, il se disait d'origine « indienne ». (Dans leur conférence de presse, cependant, les policiers ont indiqué à plusieurs reprises que M. Gill était d'origine « canadienne ».)

Loi 101

On ne sait pas quand la famille de M. Gill est arrivée au Canada. Mais il a fréquenté des écoles primaires et secondaires anglaises à Montréal. Cela signifie qu'il n'était pas Canadien de première génération. En vertu des limitations imposées par la Loi 101, l'infâme loi linguistique de la province, cela signifie qu'au moins un de ses parents doit avoir fréquenté des écoles primaires ou secondaires anglaises au Canada.

Bien sûr M. Lépine détestait les femmes, M. Fabrikant détestait ses collègues de la faculté de génie et M. Gill détestait tout le monde. Mais tous avaient été marginalisés dans une société qui valorise les « pure laine ». »

« Un léger tumulte »

Nous publions ici une traduction de l'éditorial que le Globe and Mail a consacré, hier, sous le titre « Le Québec d'aujourd'hui », à l'affaire du controversé texte de sa journaliste Jan Wong.

Dans *Les Deux solitudes*, son roman primé de 1945, Hugh MacLennan explorait les tensions entre deux peuples, francophone et anglophone, dans la société québécoise. En 1967, le Parti progressiste conservateur débattait des mérites d'une politique controversée des « deux nations » qui cherchait à reconnaître le caractère distinct du Québec à l'intérieur de la Confédération. Brian Mulroney reprenait le concept de la société distincte dans ses propositions d'amendements de la Constitution du lac Meech en 1987, que le *Globe and Mail* soutenait fortement. De façon intermittente, des tensions ont fait surface dans la quête pour préserver la langue et la culture française par opposition à la liberté des individus de s'exprimer et de poursuivre leur éducation en anglais ou en français.

Un léger tumulte s'est élevé à propos d'une question soulevée dans le texte d'un membre de l'équipe de ce journal samedi. Le débat enflammé sur les lois linguistiques du Québec et les politiques d'exclusion, si apparent le fameux soir du référendum de 1995, a-t-il contribué d'une quelconque manière à la marginalisation et peut-être à l'aliénation des Québécois non francophones ? La réponse est discutable. Mais une telle margina-



PHOTO TIBOR KOLLEY, THE GLOBE AND MAIL

Jan Wong

lisation a-t-elle contribué d'une quelconque façon à la violence au collège Dawson la semaine dernière, ou à l'École polytechnique en 1989 ? Aucune preuve ne le démontre.

En fait, l'article en question, qui était presque entièrement consacré à l'humanité des personnes exposées à la violence de la semaine dernière, se demandait simplement pourquoi, dans trois cas horribles de fusillades dans des établissements d'enseignement supérieur au cours des 17 dernières années, les actes avaient été perpétrés par des Québécois qui ne faisaient pas entièrement partie de la ma-

ajorité. Existait-il quelque chose dans les politiques d'identité qui avait aggravé davantage la marginalisation et l'aliénation évidente des tireurs ?

Quand un journaliste pose de telles questions, en particulier pendant une période sensible, les réactions indignées ne sont pas surprenantes. Des centaines de lettres sont parvenues à la rédaction et rien moins que le premier ministre du Québec et le principal éditorialiste de la province ont reçu de l'espace pour répondre à l'article. Il n'est pas étonnant qu'au Canada anglais la réaction ait été considérablement plus discrète, bien que le premier ministre Stephen Harper soit intervenu par lettre, quatre jours après la publication de l'article. L'opinion clairement exprimée était que le portrait décrivait de façon inexacte le Québec contemporain.

La gouverneure générale Michaëlle Jean, une immigrée haïtienne au Québec, ne se sent évidemment pas marginalisée ou aliénée. Elle représente un symbole étincelant d'un Québec optimiste et confiant — de plus en plus ouvert à tous. Elle a récemment dénoncé la mentalité dépassée des deux solitudes et a plaidé plutôt pour que « nous apprenions à voir au-delà de nos blessures, au-delà de nos différences ». Nous ne devons pas, en cours de route, perdre de vue la nécessité de poser des questions difficiles et d'explorer des pistes inconfortables. De même, il serait négligent d'oublier que le Québec d'aujourd'hui n'est pas le Québec des années passées.

« Nous regrettons »

Le rédacteur en chef du *Globe and Mail* reconnaît qu'une erreur a été commise

EDWARD GREENSPON



*L'auteur est rédacteur en chef du *Globe and Mail*. Ce texte a été publié dans l'édition de samedi de ce quotidien.*

J'ai été profondément touché il y a 10 jours par l'attaque au Collège Dawson. Peut-être parce que j'avais fréquenté ce

cégep avant d'aller à l'université (sur l'ancien campus, cependant) ; peut-être parce que ma fille finira bientôt l'école secondaire et veut désespérément étudier à Montréal ; peut-être parce que toute histoire de violence contre les enfants me perturbe de façon particulière.

Dans le cadre de notre couverture nous avons proposé à Jan Wong, une rédactrice extraordinairement talentueuse d'articles de fond, de retourner à Montréal — sa ville natale — pour préparer un texte de fin de semaine sur la dimension humaine de l'attaque. Jan a fait exactement ce que nous lui avons demandé, et plus encore. Elle a rapporté l'histoire poignante d'une mère qui enseigne à Dawson, de son fils qui y étudie, et de leur journée d'angoisse. Ce texte était exceptionnellement émouvant et captait l'humanité merveilleusement.

Mais ce n'est pas ce volet du texte qui a brassé un nid de guêpes au Québec. Jan s'est également aventurée sur le terrain fragile des rapports ethniques et linguistiques dans une province qui a dû lutter pour conserver son identité au sein d'un continent presque entièrement anglophone. Elle a noté que le tireur à Dawson, comme les auteurs de déchaînements antérieurs dans deux autres écoles, n'était pas entièrement francophones. Elle a de plus soulevé la possibilité qu'un sentiment persistant d'aliénation dans les communautés non francophones pourrait avoir d'une certaine façon contribué aux fusillades.

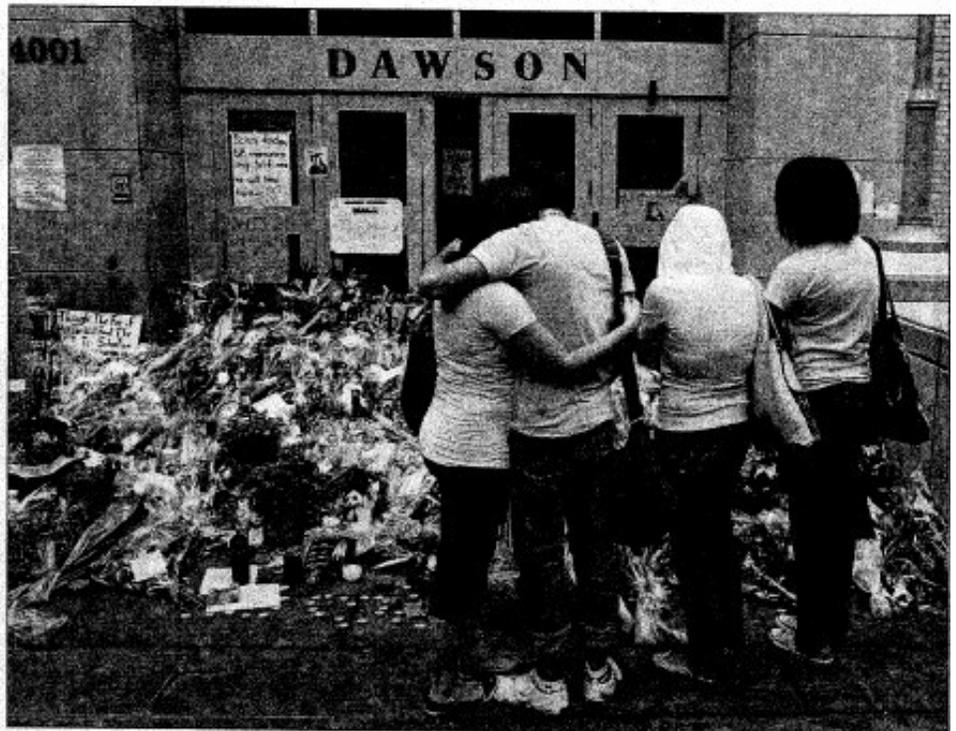


PHOTO CHRISTINNE MUSCHI, REUTERS. ARCHIVES LA PRESSE

Des étudiants du collège Dawson sont venus se recueillir sur les lieux de la fusillade.

La réponse fut rapide et courroucée. Des Québécois de toutes allégeances ont été insultés. Ils estimaient que la description de la situation était surannée dans la réalité cosmopolite du Montréal d'aujourd'hui et que tout rapport avec les luttes linguistiques du passé était fallacieux, voire inventé. Certains fédéralistes s'inquiétaient que les flammes du séparatisme puissent être attisées.

Tout en jugeant disproportionnées les réactions à cet article — y compris des attaques personnelles contre Jan et sa famille — nous estimons en rétrospective que les paragraphes constituaient clairement une opinion et qu'ils auraient dû être retirés du texte. Dans la mesure où ils auraient été

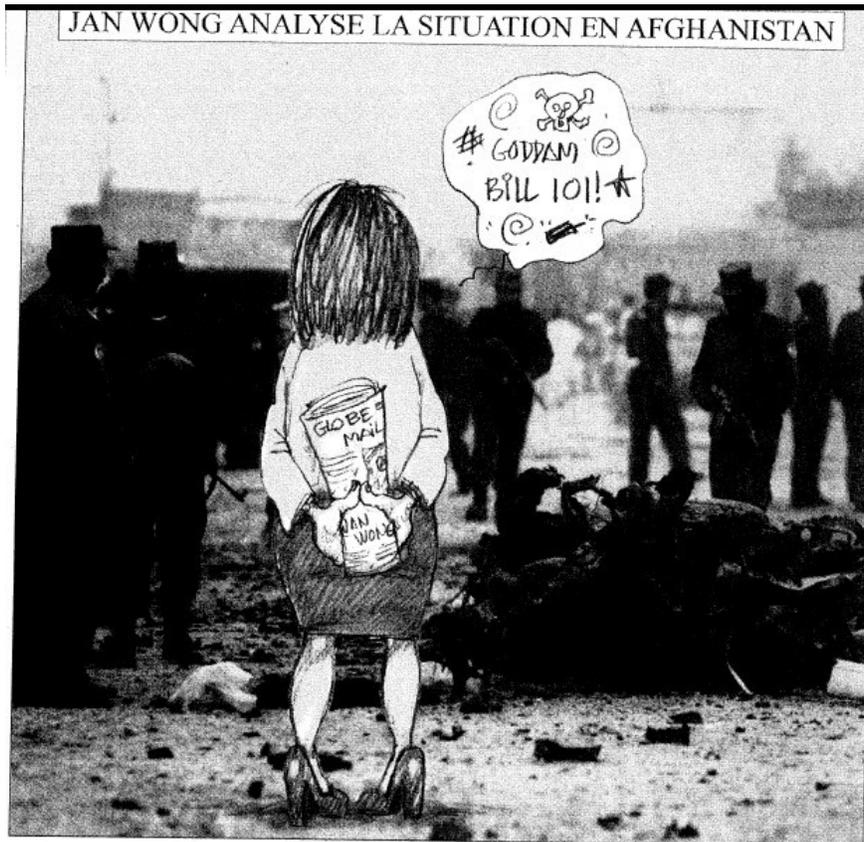
utilisés, ils auraient dû être inclus dans un texte séparé clairement présenté comme texte d'opinion. Ce passage du texte ne constituait pas un énoncé de faits, mais plutôt une thèse — et à ce titre n'avait pas sa place dans l'article.

Je pourrais proposer plusieurs explications sur le processus de contrôle de qualité rédactionnelle, et sur les erreurs qui peuvent se produire à l'approche de tombées serrées dans des semaines éreintantes. Mais aucune ne serait pertinente. Le fait c'est qu'il y a eu erreur, et que je dois finalement en prendre la responsabilité. Nous regrettons d'avoir permis que ces propos soient publiés dans un **reportage**.

Les caricatures



JAN WONG ENQUÊTANT SUR LE QUÉBEC...



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

Articles

LE DEVOIR : Jan Wong accuse Le Devoir de racisme - Édition du mardi 26 septembre 2006

PC

La journaliste Jan Wong se dit victime de racisme et de sexisme. C'est Mme Wong qui a laissé entendre, dans un article paru dans le quotidien *Globe and Mail*, que l'individu qui a abattu des étudiants du Collège Dawson, à Montréal, un non-francophone, avait été marginalisé par une société québécoise valorisant les «pure-laine». Mme Wong a affirmé hier avoir reçu des courriels d'injures et avoir été attaquée pour son ascendance asiatique. Sur les ondes de la radio de CBC, la journaliste a dit trouver «sain» que les gens ne soient pas du même avis qu'elle, que les débats sont une bonne chose, mais elle a déploré avoir été la cible d'attaques racistes et sexistes. Elle a notamment cité une caricature parue dans *Le Devoir*, vendredi, la dépeignant souriante avec de grandes dents, les yeux bridés et portant des lunettes, en train d'ouvrir un biscuit chinois Wong où l'on peut lire : «Beware of Bill 101» (Méfiez-vous de la loi 101).

«On peut attaquer mon style journalistique ou mes méthodes, mais introduire des biscuits chinois, c'est attaquer mon origine ethnique», a dit la journaliste, qui a rappelé qu'elle est née et a été élevée à Montréal. Selon elle, le dessin la représentant illustre un stéréotype japonais datant de la Deuxième Guerre mondiale. «Si j'étais juive, peut-être qu'on me dessinerait avec un nez crochu», a-t-elle lancé.

Jules Richer, directeur de l'information du *Devoir*, a déclaré n'avoir pas reçu de plainte de la part de Mme Wong. Il a justifié la pertinence de la caricature en disant qu'elle n'était nullement

raciste, mais faisait plutôt allusion au restaurant que le père de Mme Wong possède à Montréal. Quant à la description physique de Mme Wong, il a affirmé qu'il y avait exagération «parce qu'il s'agit d'une caricature».

Dans son article, Mme Wong associait le traitement prétendument réservé aux non-francophones au Québec aux tueries de Dawson, de Polytechnique et de Concordia. Selon elle, le tueur de Dawson, Kimveer Gill, l'assassin de Polytechnique, Marc Lépine, et le professeur de Concordia, Valery Fabrikant, qui a abattu quatre de ses collègues en 1992, avaient tous été marginalisés «dans une société qui valorise les "pure-laine"». Gill était d'origine indienne, Lépine, à demi-Algérien et Fabrikant, un immigrant de l'ex-Union soviétique.

Mme Wong a fait l'objet d'éditoriaux et de caricatures dans presque tous les journaux à Montréal, et les premiers ministres Jean Charest et Stephen Harper ont tous deux condamné l'article de Mme Wong. Dans une lettre au *Globe and Mail*, M. Harper qualifiait les commentaires de Mme Wong d'absurdes et sans fondement.

Selon cette dernière, l'intervention du premier ministre canadien est totalement inappropriée. Elle a dit croire que M. Harper tente seulement de gagner des votes au Québec, où sa popularité a décliné au cours des derniers mois.

Elle a aussi défendu la validité de son article, en disant que ce qui s'est passé à Dawson est triste et tragique, et qu'il faut se demander s'il s'agit «seulement d'un accident» ou s'il n'y a pas «quelque chose qui se passe ici».

LA PRESSE : Jan Wong se dit victime de racisme et de sexisme - Le mardi 26 sept 2006

[Hugo de Grandpré](#)

La journaliste du *Globe and Mail* Jan Wong est déçue de certaines réactions racistes et sexistes ayant découlé de la controverse de la semaine dernière. Elle croit toutefois que le débat ayant entouré la publication de son article est une bonne chose.

"En tant que Canadienne, Québécoise et Montréalaise, je crois que le débat est très sain, a-t-elle déclaré en entrevue hier matin sur les ondes de la radio de la CBC. Mais je suis triste et déçue de certaines méthodes qui ont été utilisées."

Elle cite une caricature de Garnotte parue dans les pages du *Devoir*. Elle y est représentée avec de longues dents en train d'ouvrir un biscuit chinois. "Vous pouvez attaquer mon style ou ma méthode journalistique, mais d'impliquer des biscuits chinois est d'emmener dans le débat mon ethnicité", a dénoncé la journaliste.

"De me représenter avec des grosses palettes et des grosses lunettes, c'est un stéréotype du Japonais qui date de la Deuxième Guerre mondiale. C'est laid. Si j'avais été juive, je pense qu'ils m'auraient représentée avec un nez crochu."

Un article publié dans les pages du *Globe and Mail* quelques jours après la fusillade au collège Dawson a provoqué une véritable levée de boucliers essentiellement au Québec. Mme Wong y suggérait que les trois tragédies du même genre survenues dans la province, à Polytechnique, à Concordia et à Dawson, étaient toutes l'oeuvre

d'enfants d'immigrés et que cela posait la question de l'aliénation de ceux-ci par les politiques linguistiques québécoises.

Dans la foulée, les premiers ministres Jean Charest et Stephen Harper ont tous deux écrit une lettre de protestation au journal. Une initiative qualifiée d'électorale par Jan Wong, qui critique l'implication des politiciens dans la sphère médiatique. "C'était inapproprié", dit-elle.

Elle a aussi défendu son article, disant que la présence de sa photo avant le texte aurait dû faire comprendre aux lecteurs que le texte reflétait en réalité son propre point de vue sur la question.

Pour ce qui est de l'exemple du *Devoir*, ce n'en est qu'un parmi d'autres, insiste Jan Wong, qui dit avoir reçu plusieurs courriels offensants, dont plusieurs "utilisant des mauvais mots pour la désigner en tant que femme".

Le directeur de l'Information du quotidien montréalais, Jules Richer, a pour sa part défendu le travail de son caricaturiste Garnotte.

"La caricature évoque le fait que le père de Jan Wong a eu un restaurant à Montréal, connu de tous les Montréalais. Et quand Mme Wong se plaint d'être dépeinte de façon raciste dans la caricature, je réponds que c'est une caricature et donc qu'il est normal de grossir les traits d'une personne, comme n'importe quel caricaturiste le fait."



La journaliste du *Globe and Mail*, Jan Wong. — PHOTO THÉRIQUE LE SOLEIL

Jan Wong se dit à son tour victime de racisme

Presse canadienne

peignant avec de grandes dents, les yeux bridés, en train d'ouvrir un biscuit chinois Wong où l'on peut lire : «*Beware of Bill 101*» (Méfiez-vous de la loi 101).

Jules Richer, directeur de l'information du *Devoir*, a déclaré ne pas avoir reçu de plainte de la part de M^{me} Wong. Il a justifié la pertinence de la caricature en disant qu'elle n'était nullement raciste, mais faisait plutôt allusion au restaurant que le père de M^{me} Wong possède à Montréal.

M^{me} Wong a par ailleurs défendu la validité de son article, en disant que ce qui s'est passé à Dawson est triste et tragique, et qu'il faut se demander s'il s'agit «*seulement d'un accident*» ou s'il n'y a pas «*quelque chose qui se passe ici*».

La journaliste Jan Wong, qui a laissé entendre, dans un article paru dans le *Globe and Mail*, que l'individu qui a abattu des étudiants du Collège Dawson avait été marginalisé par une société québécoise valorisant les «*pure laine*» se dit victime de racisme et de sexisme.

M^{me} Wong a affirmé hier avoir reçu des courriels d'injures et avoir été attaquée pour son ascendance asiatique. Sur les ondes de la radio de CBC, la journaliste a dit trouver «*sain*» que les gens ne soient pas du même avis qu'elle, que les débats sont une bonne chose, mais elle a déploré avoir été la cible d'attaques racistes et sexistes.

Elle a notamment cité une caricature parue dans *Le Devoir* la dé-



JAN WONG SE DIT VICTIME D'ATTAQUES SEXISTES ET RACISTES

PC | La journaliste Jan Wong se dit victime de racisme et de sexisme. C'est Mme Wong qui a laissé entendre, dans un article paru dans le quotidien *Globe and Mail*, que l'individu qui a abattu des étudiants du collège Dawson, à Montréal, un non-francophone, avait été marginalisé par une société québécoise va-

lorisant les «*pure-laine*». Mme Wong a affirmé hier avoir reçu des courriels d'injures et avoir été attaquée pour son ascendance asiatique. Sur les ondes de la radio de CBC, la journaliste a dit trouver «*sain*» que les gens ne soient pas du même avis qu'elle, que les débats sont une bonne chose, mais elle a déploré avoir été la cible d'attaques racistes et sexistes. Elle a notamment cité une caricature parue dans *Le Devoir*, vendredi, la dépeignant souriante avec de grandes dents, les yeux bridés et portant des lunettes, en train

d'ouvrir un biscuit chinois Wong où l'on peut lire: «*Beware of Bill 101*» (Méfiez-vous de la loi 101). On peut attaquer mon style journalistique ou mes méthodes, mais introduire des biscuits chinois, c'est attaquer mon origine ethnique, a dit la journaliste, qui a rappelé qu'elle est née et a été élevée à Montréal. Selon elle, le dessin la représentant illustre un stéréotype japonais datant de la Deuxième Guerre mondiale. «*Si j'étais juive, peut-être qu'on me dessinerait avec un nez crochu*», a-t-elle lancé.

Jan Wong se dit victime de racisme

CONTROVERSE La journaliste du *Globe and Mail* Jan Wong, à l'origine de la récente controverse, se dit victime de racisme et de sexisme. M^{me} Wong a affirmé, hier, avoir reçu des courriels d'injures et avoir été attaquée pour son ascendance asiatique. Elle a notamment cité une caricature parue dans *Le Devoir*, vendredi, la dépeignant souriante avec de grandes dents, les yeux bridés et portant des lunettes, en train d'ouvrir un biscuit chinois.

PC

L'affaire Jan Wong fut abondamment commentée, et il est inutile d'en rajouter. Celle-ci a commis, au minimum, une grossière imprudence en affirmant sans le démontrer un lien quelconque entre la législation linguistique québécoise et l'atroce fusillade survenue au Collège Dawson le 13 septembre.

Chacun a compris cependant que la chroniqueuse a laissé triompher sur l'intelligence des faits ses préjugés à l'égard d'un peuple qui, en adoptant la Charte de la langue française, que l'on appelle communément la loi 101, a voulu simplement affirmer son existence et sauver sa culture.

On ne peut pas reprocher aux Québécois de réagir vivement. Après tout, n'étions-nous pas décrits, sous la plume d'une star du journalisme torontois, comme une société qui fabrique en série des tuteurs fous ?

Ces derniers jours, nous avons épuisé le dictionnaire des synonymes pour célébrer la tolérance, l'ouverture, la magnanimité des Québécois à l'égard des personnes issues de l'immigration ou d'origines diverses. Ne sommes-nous pas les champions de l'accommodement raisonnable ?

Nous avons sans doute besoin de cette thérapie. Il fallait collectivement faire le dos rond devant le mépris et la menace extérieure. Le malheur est que cette façon de réagir ne nous aide guère à progresser dans la réflexion, pourtant essentielle, sur les meilleures façons d'assurer un équilibre entre majorité et minorités dans une petite nation comme la nôtre.

Cette réaction, d'une part, masque bien évidemment les problèmes qu'il reste à résoudre quant à l'intégration des étrangers dans la société québécoise, notamment mais pas exclusivement, sur le marché du travail. D'autre part, notre attitude collective a aussi pour effet paradoxal de renforcer le sentiment de culpabilité qui s'est insinué dans l'esprit d'un grand nombre de Québécois.

Depuis l'adoption de la politique du multiculturalisme et la reconnaissance de son principe dans la Constitution canadienne en 1982, nous avons été maintes fois obligés de justifier chaque geste fait ici pour protéger la langue française et surtout pour protéger les droits des francophones. Mon Dieu, serions-nous plus racistes, serions-nous plus antisémites, plus injustes à l'endroit des minorités que le sont les Canadiens anglais et les autres peuples du monde ? Nous ne voudrions surtout pas être étiquetés de la sorte. D'ailleurs, nous ne le mériterions pas.

Il n'en demeure pas moins que, avec le temps, nous avons collectivement acquis la peur de mal paraître à cet égard. Nous aimerions être exemplaires.

Cette mauvaise conscience a eu un effet pervers. À force de vouloir paraître comme la nation la plus tolérante de la Terre, nous en sommes venus à refuser de renforcer les mécanismes de protection de notre langue, de notre culture, de notre identité, donc de notre existence, même lorsque cela aurait été utile.

De même, les propositions fondées sur une approche républicaine de la nation, dans laquelle les individus sont égaux en droit dans une communauté qui partage une langue commune, ont toutes été ignorées par nos dirigeants de peur de remettre le feu à ce que l'on a appelé la poudrière linguistique. Nous avons laissé l'idéologie du multiculturalisme triompher. Bref, au nom de la tolérance, nous avons en quelque sorte cessé de débattre et de réfléchir en excluant d'emblée d'autres options que la conception canadienne dominante.

D'aucuns en viennent même à penser que la tolérance et l'ouverture que nous témoignons aux étrangers finira par nous perdre, le débat lancé par Jacques Godbout récemment en étant une illustration. Or lancer le balancier à cet autre extrême n'est guère plus productif.

L'affaire Jan Wong pourrait avoir un effet positif si elle nous amenait à redécouvrir notre bonne vieille loi 101, en même temps que ses bienfaits et ses limites.

Nous prendrions d'abord conscience du fait que le Québec est loin d'être la seule juridiction à avoir adopté une loi pour protéger sa langue. Le professeur Jacques Leclerc, de l'Université Laval, a recensé près de 1000 lois linguistiques dans le monde. Les plus intéressantes sont disponibles sur son site Internet : <http://www.tlfg.ulaval.ca/axl/Langues/lois-linguistiques-index.htm>.

Ensuite, nous verrions que la Charte de la langue française, modifiée à plusieurs reprises, est considérée par les tribunaux comme étant justifiée dans une société libre et démocratique compte tenu de la fragilité du français en Amérique du Nord, ne créant aucune discrimination à l'endroit des minorités, car ses dispositions s'appliquent à tous les Québécois y compris les francophones (notamment pour ce qui est de l'accès à l'école anglaise).

Nous comprendrions aussi que c'est grâce à elle qu'ont été constitutionnalisés les droits scolaires de la minorité anglophone au Québec et des minorités francophones dans le reste du Canada.

Nous prendrions enfin la mesure de la paix linguistique instaurée chez nous grâce à cette loi, mais encore davantage du dialogue qu'a forcé la loi 101 entre les enfants d'ascendance canadienne-française et les enfants issus de l'immigration en obligeant les uns et les autres à fréquenter la même école, et ainsi se connaître, s'approprier et devenir des alliés dans la construction du Québec.

La loi 101 est sans doute l'instrument juridique qui a eu le plus d'impact sur la définition de ce que nous sommes comme collectivité.

Ce que Mme Wong et ses suiveurs contestent, c'est le droit du peuple du Québec de se définir lui-même, en toute démocratie. Bien entendu, nous devons l'envoyer paître. Maintenant, poursuivons la démarche, sans célébration outrancière de notre tolérance exemplaire, mais sans non plus de mauvaise confiance injustifiée.

Affaire Jan Wong

« Regrets » de l'éditeur du Globe and Mail

Les «regrets» exprimés samedi par l'éditeur du *Globe and Mail* n'ont pas suffi à calmer les ardeurs dans les milieux souverainistes québécois.

En dépit de l'aveu de l'éditeur, Edward Greenspan, du fait que les propos de la journaliste Jan Wong n'auraient pas dû se trouver dans un reportage, mais plutôt sous la rubrique «opinion», la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a décidé de maintenir sa plainte devant le Conseil de presse du Québec. «Nous exigeons de la journaliste et du journal une rétractation de leurs propos faux et diffamatoires, et des excuses sans détour», a argué le président de la SSJB-M, Jean Dorion, dans un communiqué de presse.

Samedi, l'éditeur du *Globe and Mail* a pris la plume pour exprimer des regrets quant au fait que des commentaires de nature éditoriale se soient retrouvés dans le reportage de la journaliste-vedette Jan Wong.

Il s'est cependant abstenu de se dissocier des propos de Mme Wong ou encore de prononcer des excuses directes aux Québécois qui ont pu en être offusqués. Rappelons que Mme Wong avait fait un lien entre les tueries de Dawson, Polytechnique et Concordia et les lois linguistiques québécoises.

L'éditeur du journal estime que la réaction aux propos de Mme Wong a été «disproportionnée». Il a également déploré les attaques personnelles contre Mme Wong et sa famille.

La mise au point de l'éditeur du journal de Toronto n'est pas suffisante aux yeux du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, qui réclame des excuses. «Si ces propos avaient été écrits dans *Le Soleil* ou *La Presse*, on aurait dit, avec raison, que c'est inacceptable», a-t-il fait valoir.

Le président de la SSJB-M estime que le journal anglophone tente de se dérober. «L'éditeur en chef du *Globe* croit se tirer de cette affaire en exprimant non pas des excuses, mais de simples regrets, pour ce qu'il présente en fin de compte comme une erreur de mise en page», a lancé avec ironie Jean Dorion.

Le Devoir avec la Presse canadienne

LA PRESSE : Opinion : L'affaire Wong et la liberté de presse : le journaliste et son entreprise ont un fardeau beaucoup plus lourd lorsqu'ils prennent position que le simple citoyen qui commente un événement au gré des conversations, par Alain Gravel, Président, Fédération professionnelle des journalistes du Québec - Lundi 25 septembre 2006

L'affaire Wong a au moins le mérite de nous ramener à un débat fondamental dans nos sociétés où de plus en plus souvent les médias cherchent davantage à exciter qu'à informer.

Partout en Amérique du Nord sévissent " ces amuseurs publics " des ondes, que ce soit à la radio ou à la télévision, qui n'ont comme seul objectif de provoquer la réaction du public pour gonfler leurs auditoires à des fins bassement commerciales. Le Québec ne fait pas exception et en cela n'est pas une " société distincte ". Mais l'affaire Wong est pour nous beaucoup plus préoccupante.

Jan Wong est une journaliste d'expérience et est bien connue au Canada anglais. De plus, elle travaille pour le réputé *Globe and Mail* qui revendique le statut de journal " national ". Certains seraient tentés d'invoquer la " liberté d'expression " pour défendre Me Wong lorsqu'elle fait un lien entre les tueries du Collège Dawson, de l'Université Concordia et de Polytechnique et la marginalisation des immigrés dans une société qui valorise les " pure laine ". Ce principe fondamental de la liberté d'expression permet jusqu'à un certain point à des individus de dire n'importe quoi, tant qu'ils n'empiètent pas sur les droits des autres. Dans la balance des inconvénients, il est à cet égard mieux de les laisser parler plutôt que de leur imposer le silence.

Mais on a affaire ici à un principe beaucoup plus exigeant que la liberté d'expression, soit la liberté de presse, bien définie dans des codes d'éthique journalistique. Ainsi, des blâmes peuvent être adressés à des journalistes s'ils ont agi de façon irresponsable sans qu'ils soient poursuivis en cour. Le journaliste et son entreprise ont un fardeau beaucoup plus lourd lorsqu'ils prennent position que le simple citoyen qui commente un événement au gré des conversations.

La liberté de presse, on ne le dit jamais assez souvent, comporte des responsabilités inhérentes importantes. On n'a qu'à lire la plupart des codes d'éthique journalistique pour s'en rendre compte. Dans le document sur les " Droits et Responsabilités de la presse " du Conseil de presse du Québec, on insiste sur le fait que " les

médias et les professionnels de l'information doivent éviter de cultiver ou d'entretenir des préjugés " .

Guide déontologique

Dans le guide déontologique de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, on indique que les " journalistes doivent être sensibles à la portée de leurs reportages. Ils doivent éviter les généralisations qui accablent des groupes minoritaires, les propos incendiaires, les allusions non pertinentes à des caractéristiques individuelles, les préjugés et les angles de couverture systématiquement défavorables qui pourraient attiser la discrimination " .

Même dans la presse d'opinion, cette liberté n'est pas absolue. Le Conseil de presse indique que " les auteurs de chroniques, de billets et de critiques ne sauraient se soustraire aux exigences de rigueur et d'exactitude. Ils doivent éviter, tant par le ton que par le vocabulaire qu'ils emploient de donner aux événements une signification qu'ils n'ont pas ou de laisser planer des malentendus qui risquent de discréditer les personnes ou les groupes " .

La liberté de presse est un acquis précieux mais fragile. Elle repose en grande partie sur la crédibilité de ceux et celles qui l'exercent. Des journalistes qui doivent comme le décrit le Guide de déontologie de la FPJQ " baser leur travail sur des valeurs fondamentales telle (...) l'honnêteté qui leur impose de respecter scrupuleusement les faits, et l'ouverture d'esprit qui suppose chez eux la capacité d'être réceptifs aux réalités qui leur sont étrangères et d'en rendre compte sans préjugés. " .

Or comment associer un événement aussi triste que la tuerie de Dawson au caractère " pure laine " de la société québécoise, sans sombrer dans les pires préjugés à l'égard d'une collectivité toute entière? Pour remplir la responsabilité d'informer, il ne suffit pas de dire qu'on ne fait que " poser des questions et explorer des avenues inconfortables " comme on l'a lu dans un éditorial du *Globe and Mail*. L'exactitude des faits est beaucoup plus exigeante.

Le Globe regrette, la SSJB n'excuse pas

Pierre-André Normandin
pandormandin@lesoleil.com

L'éditeur du quotidien torontois *Globe and Mail*, Edward Greenspon, a exprimé samedi ses regrets pour les propos de la journaliste Jan Wong sur l'intégration des immigrants au Québec. Mais en l'absence d'excuses en bonne et due forme, la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) refuse de retirer sa plainte au Conseil de presse.

Dans sa chronique hebdomadaire, l'éditeur a admis que ces commentaires n'auraient jamais dû se trouver dans un article. « Ces paragraphes contenaient clairement des opinions, ne rapportaient pas des faits et auraient dû être retirés du texte. Ils auraient plutôt dû se trouver dans un papier d'opinion clairement identifié comme tel », a écrit M. Greenspon.

Jan Wong a suscité la colère au Québec en liant les trois fusillades de Polytechnique, Concordia et Dawson aux lois linguistiques de la province. Les premiers ministres du Québec et du Canada, Jean Charest et Stephen Harper, avaient rabroué la journaliste.

Ironiquement, alors qu'un éditorial du quotidien parlait jeudi d'une « petite vague d'indignation », l'éditeur a qualifié de disproportionnée la réaction aux propos de Wong. Il a aussi déploré au passage les attaques personnelles contre Jan Wong et sa famille.

REGRET NÉGALE PAS EXCUSE

Les regrets du *Globe* n'ont pas calmé la colère du président de la SSJB, Jean Dorion. « On peut regretter n'importe quoi. Exprimer un regret n'exprime pas des excuses », a-t-il déploré samedi au *Soleil*.

Les propos de Mme Wong ne méritaient pas d'être employés dans un texte d'opinion, estime M. Dorion. « Une opinion, c'est dire que loi 101 est exagérée. Mais quand on affirme que les Québécois sont obsédés par la pureté raciale, ce sont des faussetés, des calomnies. »

CYBERPRESSE : Affaire Wong: la SSJB maintient sa plainte - Le dimanche 24 sept 2006

Montréal

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal estime que les regrets exprimés hier par le quotidien *Globe and Mail* concernant le controversé éditorial de sa journaliste Jan Wong sont insuffisants. Le président de la Société, Jean Dorion, exige de l'éditeur-en-chef Edward Greenspon de reconnaître sans détours le caractère faux et diffamatoire de certaines prétentions de Mme Wong et de présenter des excuses formelles aux Québécois.

M. Dorion soutient que les propos de Jan Wong, liant les fusillades dans des collèges et universités du Québec aux lois linguistiques et d'immigration, constituent des faussetés manifestes contre tout un peuple.

La Société St-Jean-Baptiste maintient donc sa plainte auprès du Conseil de presse et exige de la journaliste et du quotidien une rétractation.

LE DEVOIR : Lettres: La loi du Québec, par Robert Mainville, Lorraine, 20 septembre 2006 - Édition [du samedi 23 et du dimanche 24 septembre 2006](#)

Il existe de ces lois qui cherchent à résumer succinctement un phénomène complexe. Il y a par exemple la loi de Moore, qui formule que la puissance des microprocesseurs double tous les 18 mois.

Cette loi n'a pas encore été prise en défaut. Sur Internet, il existe la loi de Godwin, qui avance que plus une discussion sur un forum de discussion se prolonge, plus la probabilité qu'un participant fasse une comparaison boiteuse avec les nazis ou Hitler s'approche de 1. Cette loi a été vérifiée un nombre incalculable de fois.

C'est en réfléchissant à l'ignoble article de Jan Wong, publié par le *Globe and Mail*, que m'est venu à l'esprit l'idée d'énoncer une loi qui résumerait le phénomène apparemment sans fin de Quebec bashing qui prévaut dans la presse du Canada anglais. M'inspirant de la loi de Godwin, j'avance donc ainsi la loi de la couverture du Québec par la presse canadienne-anglaise : plus la presse du Canada anglais couvre un événement au Québec, plus la probabilité qu'un de ses journalistes trouve le moyen de blâmer la loi 101 ou les séparatistes s'approche de 1.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Affaire Jan Wong : Pas d'excuses, mais des regrets - Mise à jour le samedi 23 septembre 2006 à 9 h 42

Le quotidien torontois *The Globe and Mail* a cru bon revenir encore une fois, samedi, sur la tourmente provoquée par les propos de sa journaliste Jan Wong. Cette fois, c'est le rédacteur en chef Edward Greenspon qui a offert sa réaction.

Dans sa chronique, Mme Wong a établi un lien entre la fusillade du 13 septembre au collège Dawson, à Montréal, et la marginalisation des Québécois non francophones. Elle a attribué aux lois linguistiques du Québec certaines tensions entre ceux qu'elle appelle les « pure laine » et les immigrants.

M. Greenspon juge que la réaction à la chronique de Mme Wong a été disproportionnée. Rappelons que les premiers ministres du Québec, Jean Charest, et du Canada, Stephen Harper, ont envoyé

des lettres de protestation en réaction aux propos de la journaliste. M. Greenspon affirme que la famille de Mme Wong a aussi fait l'objet d'attaques verbales.

Le rédacteur en chef du *Globe* admet que certaines opinions personnelles auraient dû être retirées du texte de Mme Wong. Sans s'excuser formellement, Edward Greenspon exprime ses regrets et assume la responsabilité de ce qui a été publié.

De passage à Montréal, samedi, le chef du Bloc québécois, Gilles Dupeppe, a déclaré que le *Globe and Mail* devrait s'excuser pour les propos de Jan Wong. « Si ces propos avaient été écrits dans *Le Soleil* [de Québec] ou *La Presse* [de Montréal], on aurait dit, avec raison, que c'est inacceptable », a-t-il dit.

La « petite commotion »

Si on en croit un éditorial du quotidien torontois *The Globe and Mail* publié hier, l'affaire Wong, du nom de sa journaliste-vedette, serait « a small uproar over a provocative question ». Traduction libre: une petite commotion suscitée par une question provocante. Commotion, certes, mais petite, certainement pas!



Il est rare que deux premiers ministres prennent la peine de réagir par écrit aux propos d'un journaliste. C'est pourtant ce qui vient de se produire à la suite de la publication de cet article du *Globe and Mail* associant les tueries de Polytechnique, de Concordia et de Dawson à une supposée marginalisation des non-francophones « dans une société qui valorise les "pure-taine" ».

Evidemment, du côté tant de M. Charest que de M. Harper, on a voulu profiter de l'occasion pour prouver aux francophones du Québec qu'il n'est pas nécessaire d'être souverainiste pour se porter à la défense de leurs intérêts. Il s'en trouvera d'ailleurs pour n'y voir que pure récupération électorale sans dépens d'une pauvre journaliste, et ces gens n'auront pas tout à fait tort.

Cela étant, les deux premiers ministres ont raison sur le fond puisque, sous le couvert de multiculturalisme bon ton à la mode chez nos élites fédéralistes, les propos de Mme Wong sombrent dans le délire. Affirmer comme elle le fait que « n'importe où, parler de pureté raciale est répugnant, [mais] pas au Québec », cela tient non seulement de la généralisation à outrance mais du préjugé racial primaire. Ceux qui en doutent n'ont qu'à faire le bon vieux test: « N'importe où, parler de pureté raciale est répugnant, [mais] pas à Toronto », ou « pas chez les musulmans », ou « pas chez les Chinois du Canada ».



Jean-Robert Sansfaçon

En refusant de reconnaître que les propos de sa journaliste n'étaient pas des questions mais des réponses toutes faites construites sur des préjugés antifrancophones, le *Globe* contribue à la guerre larvée menée par la presse torontoise contre les revendications du Québec depuis l'échec du dernier référendum. Une majorité de Québécois se dit en désaccord avec le port du kirpan à l'école? Voilà une preuve d'intolérance à l'endroit des minorités religieuses. L'Assemblée nationale adopte à l'unanimité une motion rejetant la création de tribunaux islamiques? Le *Globe* crie à « l'inimitié à l'endroit des musulmans », au « manque de respect pour la foi et le pluralisme », avant de conclure *ex-cathedra*: « It is un-Canadian ».

Pourtant, lorsque l'Ontario décide d'emprunter le même chemin quelques mois plus tard, c'est avec compréhension cette fois-ci que le *Globe* accorde son appui au gouvernement McGuinty en expliquant que « les Canadiens croient dans l'importance des valeurs communes, des droits des femmes et de l'égalité devant la loi ». En somme, si les Québécois disent non, c'est qu'ils sont intolérants, alors que si l'Ontario suit la même ligne, c'est qu'il respecte les valeurs canadiennes d'égalité...

En se portant à la défense de sa journaliste dans son édition d'hier, le *Globe* affirmait trouver normal qu'on « pose des questions difficiles et explore des avenues inconfortables ». Qu'est-ce à dire? Qu'on peut affirmer sans preuve que le Québec est une société qui tolère le racisme puisque cela constitue tout au plus une avenue d'explication « inconfortable »?

Samedi dernier, le jour même où paraissaient les propos de Mme Wong, l'éditorial du *Globe* blâmait le premier ministre Jean Charest de réclamer le maintien du registre des armes à feu. Il n'y a aucun lien entre le registre et le crime, écrivait-on. La loi 101 et le crime, oui, mais l'enregistrement des armes, non? « Inconfortables », dites-vous?

Nos collègues du *Globe* ne s'excuseront pas, c'est leur choix. Mais ils devraient avoir la décence de reconnaître que leur maladresse intellectuelle cache un brin de cette condescendance paternaliste que cultivent malgré eux toutes les sociétés majoritaires à l'endroit des minorités, ce que sont toujours les Québécois au sein du Canada. Cela ne fera pas oublier leur mépris, mais ce sera toujours ça de pris.

Jan Wong et la tuerie de Dawson

L'éditorial du *Globe and Mail* ne calme pas la tempête

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Par son éditorial d'hier, le *Globe and Mail* a cherché à mettre un terme à la polémique qu'ont soulevée les affirmations de sa journaliste Jan Wong dans son édition de samedi. Mais l'objectif n'a pas été atteint puisque les explications du *Globe*, qui a refusé de s'excuser, comme les Communes le lui ont demandé mercredi, ont été vertement dénoncées.

Dans leur texte non signé (comme c'est la coutume au Canada anglais), les éditorialistes du quotidien torontois ont soutenu que la journaliste Wong n'a fait que « poser des questions provocantes ». Celles-ci ont soulevé « un petit tapage », juge le *Globe* qui, du reste, a relégué hier la lettre de blâme du premier ministre Stephen Harper au même endroit où s'était retrouvée une missive analogue de son homologue québécois mercredi, soit dans la section du courrier des lecteurs. Nombre de commentateurs au Québec ont qualifié ce choix de « condescendant ».

Dans son éditorial, le *Globe* s'est senti contraint de reconnaître « qu'aucune preuve n'existe » selon laquelle, comme l'avait affirmé Mme Wong, la « marginalisation » des immigrants « entraînée par les querelles et les lois linguistiques » aurait pu mener aux assassinats de Polytechnique, Concordia et Dawson. Cherchant à suggérer que le portrait du Québec dressé par Wong était suranné, le journal a conclu sur cette lapalissade: « Le Québec d'aujourd'hui n'est pas le Québec d'hier ».

Selon plusieurs personnes aux Communes, le texte a porté l'insulte à son comble. Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'est dit outré du fait que le *Globe* ait encore laissé « entendre qu'il y aurait peut-être des problèmes au Québec en raison des lois linguistiques. [...] C'est déplorable et c'est honteux pour un journal de cette importance ». Selon le chef bloquiste, le *Globe* aurait dû s'excuser puisque la Chambre des communes lui a unanimement demandé de le faire. Le député libéral Denis Coderre a quant à lui qualifié le texte « d'inacceptable » puisque celui-ci suintait le « mépris ». À ses dires, le *Globe* a raté une occasion de montrer qu'il avait « de la classe ».

L'article du *Globe* a suscité hilarité et moqueries chez des internautes québécois. Furieux du fait que le *Globe* ait qualifié de « questions dérangeantes » les « affirmations » de Mme Wong, un blogueur a écrit hier: « Je vais moi aussi poser des questions inconfortables, même [...] si ces questions biffent. [...] M. Greenspon [éditeur du *Globe*], battez-vous toujours votre femme? Je ne fais que poser une question. On ne sait jamais, plusieurs hommes sont coupables de violence conjugale ».

Émule de Wong

Par ailleurs, un député conservateur québécois a causé la surprise hier aux Communes en tenant des propos similaires à ceux de Jan Wong. Après avoir souligné l'origine étrangère des tireurs fous de Montréal, Daniel Petit, député conservateur de Charlesbourg-Haute-Saint-Charles, a ajouté: « Je pense que le milliard que nous avons mis dans le registre [des armes à feu] aurait dû être mis dans l'éducation et l'intégration des immigrants à Montréal ».

Le Devoir

Avec la collaboration d'Alec Castonguay et de la Presse canadienne

Un journal national?



APRATTE@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

pleur des réactions suscitées non seulement au Québec mais ailleurs au pays, les dirigeants du *Globe* n'ont toujours pas compris en quoi l'article de Mme Wong était offensant. D'ailleurs, l'éditorial minimise toute l'affaire et qualifiant la controverse de « léger tumulte ». Léger tumulte ! Des centaines de courriels, des lettres des premiers ministres du Québec et du Canada, une motion votée à l'unanimité par la Chambre des communes ?

Contrairement à ce que prétend la direction du *Globe*, Jan Wong n'a pas fait que poser des questions. Usant d'un procédé particulièrement sournois, sans rien affirmer directement, elle a mis côte à côte les tueries et la prétendue marginalisation des immigrants et des anglophones produite par la politique linguistique du Québec. C'est de l'accusation par juxtaposition.

« Il n'y a pas de preuve » d'un lien entre ces deux phénomènes, convieit le *Globe*. Mais l'erreur de Mme Wong est bien plus grave que cela : toutes les preuves CONTREDISENT sa thèse. De plus, la journaliste a présenté comme des évidences des fausses grossières, notamment que Montréal a « déjà été une ville cosmopolite » (comme si elle ne l'était plus !) et qu'au Québec, on ne répugne pas à valoriser la « pureté raciale ».

Sous prétexte d'« exploiter des avenues incomfortables », le *Globe* laisserait-il un de ses journalistes se démander si la culture noire est à l'origine du nombre élevé de meurtres commis en pleine rue à Toronto ? Prétendre que les Arabes sont par nature des terroristes ? Un quotidien responsable ne peut prêter ses pages à l'« exploitation » de thèses bâties sur des préjugés ou des non-sens.

Un journal qui se prétend « national » doit être à l'écoute de toutes les régions de ladite nation. Lorsqu'un article suscite une aussi vive réprobation que celui de Mme Wong, lorsqu'une forte majorité des membres d'une communauté importante du pays se sent offensée, un journal « national » doit faire son examen de conscience. Sans arrogance, sans complaisance. S'il s'esquive, pire s'il rajoute, sa crédibilité s'en trouvera gravement compromise.

Le *Globe and Mail* s'est couronné « journal national » du Canada. Le titre de gloire se trouve inscrit chaque jour dans son en-tête : « Canada's National Newspaper ». La publication d'un article faux, irresponsable et insultant envers le Québec et, hier, celle d'un éditorial cautionnant les élucubrations de la journaliste rendent désormais fort douteuse cette prétention du quotidien.

Jusqu'ici, nous avions affaire au dérapage d'une personne, Jan Wong, reporter toujours controversé. Le passage outrageant de son article n'aurait jamais dû être publié. Toutefois, le rythme de l'actualité étant ce qu'il est, aucun média n'est à l'abri d'une erreur d'impression ou de jugement. L'important c'est que, lorsqu'une telle erreur est commise, surtout si

Un quotidien responsable ne peut prêter ses pages à l'« exploration » de thèses bâties sur des préjugés.

elle blesse injustement une personne ou une communauté, le média concerné fasse amende honorable. C'est ce que les Québécois attendent du *Globe*, en particulier ceux qui le lisent et le respectent. Malheureusement l'éditorial d'hier, plutôt que de prendre ses distances des spéculations aberrantes de Mme Wong, enlance sa démarche.

L'article en question, soutient l'éditorial, « ne fait que se demander pourquoi, dans trois cas horribles de tueries survenues dans des écoles au Québec au cours des 17 dernières années, les coupables n'étaient pas pleinement partie de la majorité ». La journaliste, ajoute-t-on, n'a fait que « poser des questions » et « exploiter des avenues incomfortables ».

De toute évidence, malgré l'am-

LA PRESSE : Un député de Québec tient des propos semblables à ceux de Wong - Le vendredi 22 sept 2006

Ottawa

Au moment même où le premier ministre Stephen Harper qualifie un controversé article du *Globe and Mail* « d'absurde et sans fondement », un député québécois de son parti tient des propos similaires à ceux décriés par son chef.

Depuis le début de la semaine, le Québec tout entier dénonce le *Globe and Mail* pour un article de la journaliste Jan Wong sur la fusillade du collègue Dawson. Pourtant, Daniel Petit, député conservateur de Charlesbourg-Haute-St-Charles, fait bande à part et y va lui aussi de sa propre théorie sociale.

Comme Mme Wong, M. Petit n'hésite pas à faire un lien entre la fusillade et l'intégration des immigrants au Québec. Plus encore, il offre une solution pour éviter ce genre d'événements.

« Ce qui m'étonne, c'est que nous sommes une province très pacifique et qu'on a eu les quatre fusillades », déclarait M. Petit à la sortie du caucus conservateur, vendredi dernier.

« On a l'Assemblée nationale, on a eu le cas de M. Lépine (à la Polytechnique), qui est en réalité M. Gamel Gharbi qui était Algérien; nous avons eu le cas de Fabrikant (à l'Université Concordia); et là, nous avons M. Gill (au collègue Dawson). Les quatre sont d'intégration qui sont difficiles à Montréal. Alors je pense que le milliard (de dollars) que nous avons mis dans le registre (des armes à feu) aurait dû être mis dans l'éducation et l'intégration des immigrants à Montréal », poursuivait le député de la région de Québec.

Ces déclarations recourent l'article de Mme Wong qui soutenait que ce genre de tueries ne survient qu'au Québec et qui affirmait que la tragédie du collègue Dawson trouve son origine dans le manque d'ouverture de la société québécoise envers les immigrants.

L'article a été décrié sur toutes les tribunes, poussant même le premier ministre Stephen Harper à faire parvenir, mercredi, une lettre au quotidien pour dénoncer la théorie sociale « carrément absurde et sans fondement » qui y était avancée par Mme Wong.

« Il devrait aller de soi que les actes d'un individu isolé ne témoignent pas de l'état d'esprit de sa collectivité ou d'une catégorie de gens. Qu'il s'agisse de la folie meurtrière d'un Marc Lépine, à l'École polytechnique en 1989, ou de Kimveer Gill, au collègue Dawson, c'est le geste d'un individu instable », écrivait M.

Harper dans sa lettre, se faisant l'écho de la plupart des commentateurs sur cette question.

Au bureau du premier ministre Harper, on a rapidement réagi aux propos du député. « Les commentaires de M. Petit sont inacceptables, il devrait les retirer et ça ne reflète aucunement la position du gouvernement », a indiqué l'attaché de presse de M. Harper,

Dimitri Soudas, ajoutant que M. Petit aurait droit à une conversation avec le cabinet du premier ministre.

Mis au courant de la déclaration de M. Petit, les députés des partis d'opposition n'en croyaient pas leurs oreilles.

« C'est épouvantable! Déjà que ça vient de quelqu'un de Toronto, qui a une méconnaissance profonde du Québec, c'était étonnant. Mais venant d'un député de Québec, de quelqu'un qui prétend représenter les citoyens du Québec, je dois vous dire, non seulement c'est épouvantable (...) mais c'est insultant », a lâché le leader parlementaire du Bloc québécois, Michel Gauthier, exigeant des excuses de M. Petit et du caucus conservateur québécois en entier.

Le député libéral Denis Coderre exige lui aussi des excuses. « Ce gars-là était en Chambre quand j'ai passé (mercredi) la motion unanime demandant des excuses de Mme Wong. Alors Mme Wong, M. Petit, même combat », a souligné M. Coderre, ajoutant qu'il « n'y a pas de place pour des individus comme ça à la Chambre des communes ».

Les propos de M. Petit remettront de l'huile sur le feu dans ce débat qui fait rage depuis lundi. Jeudi, le *Globe and Mail* s'est expliqué en éditorial, sans jamais s'excuser pour autant, comme le demandaient plusieurs politiciens dont le premier ministre du Québec, Jean Charest.

Le quotidien admet tout de même, dans cet éditorial, que rien ne permet d'établir un lien de cause à effet entre la marginalisation des immigrants et les fusillades comme celles qui sont survenues la semaine dernière au collègue Dawson et en 1989 à l'École polytechnique.

Pour le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, il ne s'agit aucunement d'excuses de la part du *Globe and Mail* mais plutôt d'une tentative de justification. « C'est inacceptable, c'est

AFFAIRE WONG

Charest déçu de la réponse du *Globe*

Michel Corbeil
mcorbeil@lesoleil.com

Jean Charest est très clairement « déçu » par la réponse du *Globe and Mail* à la controverse soulevée par un de ses chroniqueurs, qui a associé le tueur fou du Collège Dawson à l'aliénation que provoqueraient les lois linguistiques québécoises sur les immigrants.

Joint hier, l'attaché de presse du premier ministre du Québec a noté que l'éditorial du quotidien torontois est bien loin de s'excuser pour les propos tenus par Jan Wong. M. Charest a aussi été froissé « par le peu d'égards (portés par le journal) à sa lettre », qui s'est retrouvée dans la page consacrée à l'opinion des lecteurs.

Dans une chronique, M^{me} Wong avance que les gens qui immigreront à Montréal « sont victimes de luttes linguistiques aliénantes dans cette ville jadis cosmopolite ». Les fusillades à Dawson mais aussi à Polytechnique, en 1989, et à l'Université Concordia, en 1992, ont un point commun, argumente-t-elle : les auteurs n'étaient pas des Québécois « pare laine ».

Mardi, Jean Charest a exigé des excuses. Mercredi, les partis à la Chambre des communes à Ottawa ont voté à l'unanimité une motion reprenant la même

requête pendant que le chef du gouvernement canadien, Stephen Harper, signait une missive condamnant l'article du *Globe and Mail*.

« La motion est totalement ignorée » par le journal, a souligné le porte-parole du premier ministre québécois, Hugo D'Amours a insisté qu'une telle résolution unanime est lourde de sens, en démocratie. Le silence du *Globe* est assez surprenant.

« M. Charest est déçu de la réponse, a-t-il repris. Ça va se refléter sur la crédibilité du quotidien » qui pose en champion de la bonne conscience du Canada anglais. « Une chose est rassurante, a terminé M. D'Amours. La dénonciation (de la chronique) est unanime » dans toutes les formations politiques, à Ottawa comme à Québec.

BÉMOL

Le chef du Parti québécois a mis un bémol. « L'indifférence est sans doute l'arme la plus efficace » dit-il. « Une chose est rassurante, a-t-il commenté en point de presse. Il a dit comprendre la réponse de Jean Charest, mais la polémique démonte à ses yeux « le fait qu'encore aujourd'hui, il y a des Québécois qui ont besoin du regard des autres pour exister ».

Le *Globe and Mail*, lui, ne semble pas le moins du monde ébran-

lé par la tempête qu'il a déclenchée au Québec.

En second éditorial, il convient que ce qu'il a publié a provoqué « un peu de tapage » (*a small uproar*). Il trouve normal qu'une journaliste pose des interrogations bien que Jan Wong n'ait avancé que des affirmations dans son commentaire.

Le *Globe* n'hésite pas à trouver justifiée la question entre « les lois linguistiques du Québec et

les politiques d'exclusion, si faiblement apparente au soir du référendum de 1995 ». Il s'agit d'une allusion à Jacques Parizeau, qui avait attribué la défaite du camp du oui à « l'argent et au vote ethnique ».

« Nous ne devons jamais perdre de vue la nécessité de poser des questions très dures et d'explorer des avenues inexplorées », conclut le *Globe*, en défense de ce qu'il a publié.



Mardi, le premier ministre Jean Charest a exigé des excuses du quotidien. — PHOTO THÉRIQUE LE SOLEIL

Le député conservateur de Charlesbourg dans le pétrin

Daniel Petit tient des propos similaires à la journaliste du *Globe and Mail*, puis se rétracte

Presse canadienne

OTTAWA (PC) — Au moment même où le premier ministre Stephen Harper qualifie un controversé article du *Globe and Mail* « d'absurde et sans fondement », un député québécois de son parti tient des propos similaires à ceux décriés par son chef.

Depuis le début de la semaine, le Québec tout entier dénonce le *Globe and Mail* pour un article de la journaliste Jan Wong sur la fusillade du Collège Dawson. Pourtant, Daniel Petit, député conservateur de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, fait bande à part et y va lui aussi de sa propre théorie sociale.

Comme M^{me} Wong, M. Petit n'hésite pas à faire un lien entre la fusillade et l'intégration des immigrants au Québec. Plus encore, il offre une solution pour éviter ce genre d'événements.

« Ce qui m'étonne, c'est que nous sommes une province très

pacifique et qu'on a eu les quatre fusillades », déclarait M. Petit à la sortie du caucus conservateur, vendredi dernier.

« On a l'Assemblée nationale, on a eu le cas de M. Lépine (à la Polytechnique), qui est en réalité M. Gamel Gharbi qui était Algérien; nous avons eu le cas de Fabrikian (à l'Université Concordia) et là nous avons M. Gill (au Collège Dawson). Les quatre sont d'intégration qui sont difficiles à Montréal. Alors, je pense que le milliard (de dollars), que nous avons mis dans le Registre (des armes à feu) aurait dû être mis dans l'éducation et l'intégration des immigrants à Montréal », poursuivait le député de la région de Québec.

Ces déclarations recourent l'article de M^{me} Wong, qui soutenait que ce genre de tueries ne survient qu'au Québec et qui affirmait que la tragédie du Collège Dawson trouve son origine dans le manque d'ouverture de la société québécoise envers les immigrants.

L'article a été décrié sur toutes les tribunes, poussant même le premier ministre Stephen Harper à faire parvenir, mercredi, une lettre au quotidien pour dénoncer la théorie sociale « carrément absurde et sans fondement » qui y était avancée par M^{me} Wong.

« Il devrait aller de soi que les actes d'un individu isolé ne témoignent pas de l'état d'esprit de sa collectivité ou d'une catégorie de gens. Qu'il s'agisse de la folie meurtrière d'un Marc Lépine, à l'École polytechnique en 1989, ou de Kimveer Gill, au collège Dawson, c'est le geste d'un individu instable », écrivait M. Harper dans sa lettre, se faisant l'écho de la plupart des commentateurs sur cette question.

SEMENCE

Au bureau du premier ministre Harper, on a dénoncé les propos du député avec véhémence. « Les commentaires de M. Petit sont inacceptables, il devrait les retirer



Le député conservateur Daniel Petit — PHOTOTHÈQUE LE SOLEIL

et ça ne reflète aucunement la position du gouvernement », a indiqué l'attaché de presse de M. Harper, Dimitri Soudas.

Visiblement, M. Petit a rapidement eu droit à la semence de son chef. En début de soirée, son bureau émettait une déclaration, où le député « retire complètement » ses commentaires et où il reconnaît avoir « tenu des propos qui sont inappropriés à la lumière des événements survenus au Collège Dawson la semaine dernière ».

Mis au courant de la déclaration de M. Petit, les députés des partis d'opposition n'en croyaient pas leurs oreilles.

« C'est épouvantable ! Déjà que ça vient de quelqu'un de Toronto, qui a une méconnaissance profonde du Québec, c'était étonnant. Mais venant d'un député de Québec, de quelqu'un qui prétend représenter les citoyens du Québec, je dois vous dire non seulement que c'est épouvantable (...) mais c'est insultant », a lâché le leader parlementaire du Bloc québécois, Michel Gauthier, exigeant des excuses de M. Petit et du caucus conservateur québécois en entier. Le député libéral Denis Coderre exige lui aussi des excuses.

Voir → AUTRES TEXTES en A13

JOURNAL DE MONTRÉAL : Politique, par Sheila Copps : Le piège Wong - Vendredi 22 septembre 2006



POLITIQUE
SHEILA
COPPS
opinions@canoe.com
Collaboration hebdomadaire

Le piège Wong

Jusqu'à cette semaine, le nom de Jan Wong était inconnu au Québec. Sa diatribe insensible envers les « pure laine » a tout changé.

Le premier ministre Jean Charest et l'Assemblée nationale l'ont vertement décriée. Entre en scène le premier ministre du pays qui, dans une lettre au *Globe and Mail*, décrit le point de vue de Wong comme étant « potentiellement absurde et sans fondement ». Il ajoute « non seulement c'est énormément irresponsable de sa part, c'est également rempli de préjugés (que) de jeter le blâme sur la société québécoise de cette façon. »

Le PM ne peut mieux dire. Bien connue pour ses propos acerbes, M^{me} Wong a l'habitude de transpercer ses sujets au scalpel de son choix, la plume. Selon ses propres mots, en tant que jeune femme, elle a voyagé en Chine pour retrouver ses origines dans la révolution culturelle de Mao Tse-Toung, où la mort et l'emprisonnement des livres penseurs étaient à l'ordre du jour.

LA CONTROVERSE

Plus récemment, elle avait la mauvaise habitude de tenir des rencontres pour débiter quelques auteurs crétides, accuser la fraude, ou persanages publiques, à venir casser la crêpe. Son comportement inapproprié a suscité un empressement de passer au tordeur le moindre détail dans son éditorial. Elle se plait dans la controverse et la critique.

Alors, pourquoi tombons-nous dans le piège au point d'élever Wong au niveau d'un débat national? C'est comme un peu décrier Don Cherry. Plus on parle de lui, plus la controverse est grande, plus il fait de l'argent. Jusqu'à sa banque, Cherry garde le sourire aux lèvres. Partout au Québec, les éditorialistes la dénoncent. Les fédéralistes déplorent au Canada les dommages causés par son discours.

C'est un peu comme décrier Don Cherry

Dans un éditorial tiré *Today's Québec*, ses patrons du *Globe* ont livré un semblant d'excuse, en notant que cette « petite tempête » faisait plus de bruit au Québec que dans le reste du pays. Mais le *Globe* n'a pas écrit « Chaque fois que je doute de mes convictions, quelque chose arrive, comme l'article de M^{me} Wong, pour me rappeler pourquoi je suis séparatiste. »

MORDE À L'HAMEÇON

Beaucoup de gens ont accusé que la vision dissociante d'un reporter cynique représente la vision du pays? De cet à controverse, c'est ce genre de réactions qu'elle veut provoquer. Et la décision de Harper et Charest d'embarquer dans le débat ne sert qu'à élever la vision Wong.

Si fausse référence de Montréal «jadis cosmopolite» devrait tout dire. N'importe qui connaît cette grande ville cosmopolite de Montréal. Ses quartiers, ses langues, sa joie de vivre en font l'une des destinations les plus cosmopolites du monde. Est-ce que M^{me} Wong a visité le canal de Lachine dernière ment, pour admirer la renaissance d'une nature avec l'histoire? Les Vieux-Québec, le visage artistique de la rue St-Denis, les rues de la Grande-Grille, le boulevard culturel du Parc, doit-elle en rajouter?

Comme par le passé, Wong est arrivée à cyber des remous. Son opinion ne concerne uniquement qu'elle et son message de cynisme et de division est seulement gonflé par la nature de notre république collective.

AUCUN CRÉDIT

Guy Fournier, un artiste respecté à l'humour débordant, mais parfois patillard, a démissionné de son poste à Radio-Canada après avoir fait au nom de l'humour quelques déclarations de bas étage pour lesquelles il a dû payer le prix.

Dans la même veine, pourquoi devons-nous presumer que la vision de Wong est meilleure que celle de ses collègues? En élevant ses propos au niveau du discours national, nous sommes tombés dans un piège qui lui donne du crédit, alors qu'il n'y en a aucun.

LÉGENDES URBAINES

Pourquoi Toronto est-elle si violente ?

N.D.L.R. : Patrick Lagacé a décidé d'aller faire des reportages à Toronto avec les mêmes outils utilisés par la journaliste Jan Wong pour parler de Montréal : exagérations grossières, demi-vérités, généralisations et extrapolations déconnectées de la réalité. À lire avec un grain de sel...

TORONTO | Les Torontois ont la peur au ventre, ces jours-ci : la violence frappe quotidiennement leur ville. Pour parler franchement, c'est le Far West, ici. Et bien des gens n'osent plus sortir sans une veste pare-balles, un berger allemand et une équipe de gardes du corps. Sérieux.

Toronto est une ville violente en 2006, ce qui accomplit de façon perverse le rêve ultime de tous ses habitants : être l'égal d'une grande ville américaine. En 2005, 104 meurtres ont été commis ici. Une guerre de gangs est à blâmer, semble-t-il.

Tiens, dimanche dernier, les flics ne savaient plus où donner de la tête : trois meurtres ont été commis en quatre heures et demie, portant à 50 le nombre de meurtres en 2006.

Et les meurtres sont particulièrement violents. Dimanche, un jeune de 20 ans est mort mais on ignore la cause exacte du décès. Les

quelques coups de machettes qu'on lui a assésés? Ou la voiture de l'assaillant



PATRICK LAGACÉ

qui lui est passé sur le corps à quelques reprises? Les flics enquêtent.

Le climat de violence prend plusieurs formes. Il y a les gangs, oui. Mais il y a plus. Un seul complot terroriste a été déjoué au Canada depuis le 11 septembre. C'était en juin : un groupe de jeunes Torontois.

COMBATS D'ADOS

Le goût de violence frappe les jeunes autour de 13, 14 ans. Hier, dans le *Toronto Star*, on faisait état d'une pratique scandaleuse dans une école secondaire. Une sorte de Fight Club : des combats à mains nues entre ados consentants, filmés et déposés sur Internet. Le symptôme, si vous voulez mon avis, d'une société décadente habituée à régler ses problèmes dans le sang,

Une société décadente habituée à régler ses problèmes dans le sang

dans la violence et l'antagonisme. Rien à voir avec les ados québécois, qui ne demandent rien d'autre que de fumer un petit joint, tranquille, entre

deux cours de maths.

Ici, la violence est un mode de vie. Même les Maple Leafs de Toronto n'y échappent pas. Leur plus grande star, The Domi, a annoncé sa retraite, cette semaine. La spécialité de Domi? Ce n'est pas d'arrêter des rondelles. Ou de compter des buts. Non. C'était de donner des coups de poing au visage de ses adversaires!

Mais qu'est-ce qu'il y a dans l'air à Toronto, pour que la violence soit considérée comme un mode de vie?

La question qui est sur toutes les lèvres, ici, c'est Pourquoi? Ou plutôt Why? car le gouvernement a déporté de force les Franco-Ontariens torontois à Sudbury, l'an dernier (on a tenté de faire croire que c'était un déménagement volontaire, mais n'en croyez rien, je vous en conjure).



... et dire que, du haut des airs, la ville a l'air si paisible! Mais elle vit dans la peur...

LA VILLE GROSSIT

Je suis allé enquêter sur le terrain, sans berger allemand, sans veste pare-balles ou garde du corps. Je suis allé parler au Torontois, et à la Torontoise, moyens. La plupart se sont sauvés en courant quand je les abordais, craignant sans doute pour leur vie. Une dame m'a même tendu son sac à main en criant DON'T SHOOT ME!!! quand je l'ai abordée. Je voulais seulement savoir où était la Tour du CN.

« La ville a changé, m'explique Lusty Blair, chauffeur de taxi. Les gens sont plus agressifs. Il y a plus de crime. Je ne sais pas pourquoi. Peut-être, car la ville grossit. »

Les sociologues torontois blâment les jeux vidéo, le taux de sucre dans les beignes de Tim Hortons et les vidéoclips de Gangsta Rap. David Miller, maire de Toronto, blâme les armes qui s'importent facilement des States.

MOI, J'AI LA RÉPONSE...

Sauf que tout ce beau monde est dans le champ. J'ai étudié le dossier à fond. J'ai interviewé au moins trois personnes (dont M. Blair, le chauffeur de taxi) vivant à Toronto depuis plus de 20 ans. Et j'ai lu un ou deux trucs sur le Net.

Les mâles ontariens sont violents pour deux raisons.

La première : il n'y a pas, ici, de garderies subventionnées par l'État. Ici, faire garder son enfant coûte une fortune. « Jusqu'à 1800 \$ par mois, pour un bébé », m'informe Rachel Dugas, jeune maman.

Ce qui force les mamans à laisser leur bébé à la maison toute la journée, seul, quand elles retournent travailler. Ou à se livrer à la prostitution, la nuit, pour payer la garderie, le jour. Dans les deux cas, ça bousille la psyché de l'enfant ontarien, solide, ou en convient.

Deuxième raison : les mâles ontariens ont de plus petits pénis que les autres Canadiens.

Pourquoi? Mon petit doigt me dit que c'est à cause de la centrale nucléaire de Pickering, pas loin d'ici, mais évidemment, le gouvernement reste silencieux.

Et comment je sais que les Ontariens ont des carences dans le calcium? Déduction! Il n'y a qu'un seul chirurgien spécialiste de l'allongement du sexe mâle au Canada. Il s'appelle Robert Stubbs.

Et où se trouve sa clinique? Hein? Eh oui : À TORONTO!

Les clients du Dr Stubbs? « Principalement des Ontariens », m'a-t-il confirmé, hier, dans son bureau de la rue Yorkville.

Récapitulons, ok? Bébés, les Torontois sont abandonnés par leur mère.

Ados, ils réalisent qu'il leur manque deux, trois pouces de virilité.

Il ne faut pas s'étonner de les voir pêter les plombs, après.

À SUIVRE EN PAGE 14

Visitez le blogue de Patrick pat.blogue.canoe.com



Pur produit de l'école anglaise

■ Jean Dorion très critique
YVES CHARTRAND
Le Journal de Montréal

QUÉBEC | Le président de la Société Saint-Jean-Baptiste juge que la journaliste Jane Wong du *Globe and Mail* est l'exemple parfait du genre de citoyen que produisait l'école anglaise québécoise avant la loi 101. Jean Dorion estime que l'incident Wong est un exemple de plus «qui nous donne raison d'avoir mis fin en 1977 à ce système d'anglicisation des immigrants».

Dans une entrevue hier à une station de radio de Beauce, le président de la SSJB a rappelé que «Jane Wong a été éduquée à l'école anglaise d'Ici et c'est cette école qui l'a hélas rendue comme cela, comme beaucoup d'enfants d'immigrants».

Le système d'éducation anglophone d'avant la loi 101 «les a isolés de la société québécoise», a-t-il ajouté.

Autre époque

Au journal, M. Dorion a précisé qu'il parle bien d'une époque révolue.

«Avant la loi 101, les enfants d'immigrants étaient scolarisés en anglais dans une grande majorité, rappelle-t-il. Dans beaucoup de cas, cela a produit une mentalité de ghetto, très souvent hostile au Québec français, comme celle de Mme Wong.»

Il qualifie l'éditorial du *Globe and Mail* de «très méprisant» qui se drape dans son droit de soulever des questions pour pouvoir répandre des «satoberies» sur le Québec.

«Ce n'est pas du tout un fait d'écrire que nous sommes obsédés par la pureté ethnique. Qui est obsédé par la pureté raciale au Québec en 2006 ? Absolument personne.»

ychartand@journalintl.com



■ Le député Daniel Petit a tenu un discours semblable à celui de Jan Wong.

CONTROVERSE | GLOBE AND MAIL

Daniel Petit en rajoute

■ Puis se fait rabrouer par son chef

OTTAWA | (PC) Au moment même où le premier ministre Stephen Harper qualifie un controverse article du *Globe and Mail* «d'absurde et sans fondement», un député québécois de son parti tient des propos similaires à ceux décriés par son chef.

Depuis le début de la semaine, le Québec tout entier dénonce le *Globe and Mail* pour un article de la journaliste Jan Wong sur la fusillade du collège Dawson. Pourtant, Daniel Petit, député conservateur de Charlesbourg-Haute-St-Charles, fait bande à part et y va lui aussi de sa propre théorie sociale.

Comme Mme Wong, M. Petit n'hésite pas à faire un lien entre la fusillade et l'intégration des immigrants au Québec.

Plus encore, il offre une solution



PHOTOS D'ARCHIVES ET PC

Harper et Charest montent au front

JEAN MAURICE DUDDIN

Les premiers ministres du Canada et du Québec n'ont pas apprécié, hier, l'éditorial du *Globe and Mail* dans ce qui est convenu d'appeler l'affaire Wong.

«La position du *Globe* est indéfendable et l'éditorial publié hier le prouve. Le premier ministre avait pourtant été clair et ferme dans ses commentaires sur les arguments de Jan Wong qui sont absurdes et sans fondements», a dit hier Dimitri Soudas, du bureau de Stephen Harper.

Le premier ministre Jean Charest a aussi fait savoir qu'il est «très déçu» de la décision du *Globe and Mail* de ne pas présenter d'excuses pour les accusations saugrenues de Jan Wong.

La demande de M. Charest était pour tant «claire» et est restée sans réponse, note son porte-parole, Hugo d'Amour.

Les deux premiers ministres avaient écrit, mardi et mercredi, au *Globe* pour dénoncer l'article de la chroniqueuse vedette Jan Wong. Elle a affirmé samedi que les tueries de Dawson, Concordia (1992) et Polytechnique (1989) étaient attribuables à l'affirmation du fait français au Québec.

Appel sans suite

M. Charest a cependant trouvé quelque chose de «rassurant» dans le fait que les députés de la Chambre des communes ont unanimement dénoncé l'affaire.

L'éditeur du *Globe*, Edward Greenspon, a appelé le premier ministre Charest mercredi, mais le premier ministre ne lui a pas retourné son appel, jugeant sa demande claire. «M. Charest n'a pas l'intention de le rappeler.»

Questionné sur l'affaire Wong, le chef péquiste, André Boisclair, a qualifié l'histoire «d'immense distraction».

«Ses propos sont blessants et déplacés, mais elle s'est discréditée elle-même.»

includin@journalintl.com



THE GAZETTE : Jan Wong's report : It was outrageous for Globe writer to attack Quebecers : report blaming « pure laine » francophones for shootings insulted all Quebecers, by José Legault - Friday, september 22, 2006

It was outrageous for Globe writer to attack Quebecers
Report blaming 'pure laine' francophones for shootings insulted all Quebecers

who sees his identity sullied and belittled, you bet there'll be a reaction. It's called self-respect." Prime Minister Stephen Harper in a letter to the Globe, saw through the parulence and identified the target of that article: "Quebec francophone society." Harper called the piece an excuse for "repeating prejudiced musk in the language of social theory".



JOSÉE LEGAULT

The third reason for all the reaction has to do with where the ultimate responsibility lies: The Globe and Mail itself. Wong's piece was not a column. It was a news report presented as a reconstruction of the events at Dawson.

Such an ugly thing: a columnist for a major newspaper used the Dawson shooting, a human tragedy to smear her bigoted vision of francophone-Quebecers. But let's not let Jan Wong's words in the Globe and Mail make us miss the forest for the poisoned tree. The forest is the amazing courage, dignity and solidarity that the students, staff, teachers and administration showed in such horrendous circumstances.

"Besides giving top billing to Wong's report, this shows that the editors of the Globe might share more of their journalist's views than we'd like to believe."

Unfortunately her words were so vile that indifference is not an option. Still, La Presse columnist Lysiane Gagnon complained about what she called the "overreaction" to Wong's diatribe that linked "racial purity," Bill 10 and the "marginalization" of immigrants in Quebec to the killings by Valéry Fabrikant, Kunweer Gill and Marc Lépine—those men not of "pure-laine" stock.

Sometimes columnist, was writing as a reporter "reconstructing" that day based on facts. If Globe editors had felt the slightest hesitation of seeing Wong's "reconstruction" reflect on the paper, they could have turned it into an opinion piece. Instead, they put a great deal of emphasis on the story by giving it major play on the front page of the Saturday edition and a two-page spread in the first section.

Underneath her words were so vile that indifference is not an option. Still, La Presse columnist Lysiane Gagnon complained about what she called the "overreaction" to Wong's diatribe that linked "racial purity," Bill 10 and the "marginalization" of immigrants in Quebec to the killings by Valéry Fabrikant, Kunweer Gill and Marc Lépine—those men not of "pure-laine" stock.

Adding insult to injury, yesterday's Globe editorial, while saying there was "no evidence" that "marginalization and perhaps alienation of non-Francophone Quebecers" could be linked to the shootings, labelled the language here as "politics of exclusion."

So, the rise of modern nationalism in Quebec, in its sovereignist and federalist incarnations, other journalists, writers and politicians have questioned the ability of francophones to respect minorities, as if francophones suffer from some racist delusion that the rest of Canada is immune to.

Besides giving top billing to Wong's report, this shows that the editors of the Globe might share more of their journalist's views than we'd like to believe. To see a national newspaper, not just a lone columnist, harbor such views in its editorial is certainly the most shocking and troubling of all.

While we rightly denounce anti-Semitism or other forms of xenophobia, we hesitate to call views like Wong's what they are: francophobia. But like anyone

THE GLOBE AND MAIL: Letters: Flawed question, by Richard S. Levy, Montreal - by Michelle Zubrinich - Friday, September 22, 2006

Flawed question

Jan Wong (Globe Under the Desk — Sept. 16) could have avoided all the flak for her far-fetched answer to the question of why three out of three shootings happened in Quebec had she realized how flawed the question was.

Lumping together the 1989 Polytechnique, 1992 Concordia and 2006 Dawson shootings is wrong-headed. The Concordia shooting was a workplace murder; it was not random and particular professors were targeted. Nor were the rampages in Montreal "two out of two," since a random killing at a school in Taber, Alta., by a disaffected student occurred in 1999. Since one Canadian in nine lives in greater Montreal, the likelihood of a school

I think Jan Wong brings up a very important issue. We have not seen the long-term impact of the language laws in Quebec and how immigrants react to being forced to place their children in French schools.

I am a student at Dawson College, and I and some of the staff have discussed the same questions and issues that Ms. Wong is speaking about. There is a social issue here in Quebec that people are pretending doesn't exist. Perhaps that is because it does not affect them if they are Québécois. It affects the immigrants.

And don't be fooled by Prime Minister Stephen Harper (Abundant Viewpoint — letter, Sept. 22). The only reason he reacted so swiftly is because he needs Quebec votes for the next election.

MICHELLE ZUBRINICH, Montreal

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Jan Wong : Le Globe and Mail se défend - Mise à jour le jeudi 21 septembre 2006 à 8 h 03

Plus d'info
<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2006/09/21/001-globe-excuse-non.shtml>
 Nouvelles
 Stephen Harper s'insurge aussi
 Dans un éditorial, le quotidien torontois *The Globe and Mail* admet que la fusillade au collège Dawson ne peut être associée à la marginalisation des Québécois non francophones, comme l'a écrit dans sa chronique, la journaliste Jan Wong. Mais l'éditorial défend le droit du journal de s'interroger sur ce genre de phénomène. Le *Globe and Mail* ne présente pas d'excuses

non plus, comme le réclame la motion unanime adoptée mercredi par les députés de la Chambre des communes. L'éditeur dit ne pas être étonné d'avoir reçu des centaines de lettres de protestation, dont celle du premier ministre du Québec, Jean Charest, et celle du premier ministre Stephen Harper. Jan Wong, qui a soulevé cette controverse refuse, par ailleurs, d'aller s'expliquer à l'émission *Tout le monde en parle* de Radio-Canada. *La Presse* rapporte jeudi que la journaliste, qui est aussi la fille du restaurateur montréalais Bill Wong, aurait poliment décliné l'invitation de l'équipe de Guy A. Lepage de venir donner sa vision des choses à l'antenne.

LE DEVOIR : Le Globe and Mail et la tuerie au Collège Dawson - Harper aussi dénonce les propos de Wong - Édition du jeudi 21 septembre 2006

Antoine Robitaille

Mots clés : Canada (Pays), Média, Gouvernement, harper, wong, globe and mail

Québec -- Au tour de Stephen Harper de prendre la plume et d'écrire au Globe and Mail pour condamner l'article de Jan Wong de samedi portant sur les fusillades survenues dans des établissements scolaires de Montréal. Il s'agit d'un geste rarissime, voire inédit, selon plusieurs courriéristes parlementaires consultés à Ottawa. Le bureau de l'éditeur du Globe and Mail, Edward Greenspon, a fait savoir en fin de journée hier qu'il réagira à cette tourmente en éditorial dans son édition d'aujourd'hui.

Mme Wong, rappelons-le, a affirmé que les responsables des fusillades à Montréal étaient des immigrants et «qu'ils avaient tous trois été marginalisés par une société qui valorise l'ascendance "pure laine"». La journaliste écrivait aussi qu'«ailleurs, on répugne à parler de pureté raciale. Mais pas au Québec».

Dans une lettre au ton incisif que nous reproduisons en page Idées, M. Harper explique avoir été décontenancé par l'argumentation de Mme Wong, qu'il qualifie de «clairement absurde et sans fondement». L'article, aux yeux du premier ministre, était «grossièrement irresponsable» puisqu'il reposait sur des préjugés. S'en prenant aux généralisations faites par Mme Wong, M. Harper écrit qu'il devrait pourtant être «évident que les actes d'un seul

individu ne peuvent pas refléter l'état d'esprit de toute une communauté ou d'une classe de personnes».

Les événements comme ceux de Polytechnique et de Dawson ne peuvent être le fait que de «personnes instables et malfaisantes», écrit le premier ministre. «Ces actions méritent une réprobation morale sans équivoque et ne doivent pas être une excuse pour disséminer des préjugés se cachant sous des allures de théories sociologiques.»

Les Communes ont aussi pris position dans cette affaire, dénonçant par une motion unanime les propos de Jan Wong. «Le Globe and Mail devrait avoir honte de publier de tels torchons. J'exige que la direction du journal présente des excuses publiques à tous les Québécois», a déclaré la libérale Raymonde Folco.

Mardi, c'est le premier ministre du Québec, Jean Charest, qui avait dénoncé, dans une lettre adressée à M. Greenspon, l'analyse de la journaliste, disant qu'elle s'était «discréditée» et qu'elle avait basculé «dans le fossé de la bêtise». Le premier ministre, «au nom de tous les Québécois», avait réclamé des excuses de la part de la journaliste. Hier, le Globe and Mail a publié la lettre de M. Charest, mais dans la section réservée au courrier des lecteurs.

Comme lundi, lorsque la polémique a éclaté, et comme mardi, Le Devoir a tenté de joindre Mme Wong, mais cette dernière n'avait pas rappelé hier au moment d'écrire ces lignes.

LE DEVOIR : Lettres: La griffe cassée de Mme Wong, par Jacques Desmarais, Montréal, 20 septembre 2006 - Édition [du jeudi 21 septembre 2006](#)

Lettre à Jan Wong - La finesse de votre plume journalistique est abracadabrante. Les professeurs de logique devraient s'intéresser à votre cas pour y puiser des ressorts inédits de la faculté de juger et de conclure.

Je me demande si, pour de futures correspondances, vous gardez en réserve quelques thèses à saveur sociologique et raciale afin d'expliquer les meurtres en série de 27 jeunes femmes dans le Downtown Eastside à Vancouver sous la signature de l'éleveur de porcs Robert Pickton. Est-ce attribuable à la religion protestante ? À la forte immigration asiatique ? Il n'y a pourtant qu'en Colombie-Britannique qu'un tel maniaque a fait rage. Est-ce à cause de la

présence de la minuscule minorité francophone ? De l'odeur du purin ? De la proximité de la Californie, peut-être ?

Et que dire de l'Ontario puritain qui a enfanté le couple Bernardo-Homolka ? Fut-ce causé par le crissement des freins de l'industrie automobile en déclin ? Par le passage à gogo de Bob Rae à la gouverne de la province ? Comment expliquez-vous que ladite Karla ait trouvé refuge, par-dessus le marché, sous la «pure laine» des moutons oppressifs du Québec ?

Que de chroniques en perspective, n'est-ce pas, pour abreuver vos lecteurs de délires époustouflants dans le très sérieux Globe and Mail ! Assurément, vous y laisserez votre marque !

LE DEVOIR : Lettres: Le commentaire superficiel de Jan Wong, par Richard Guay, Montréal, le 18 septembre 2006 - Édition [du jeudi 21 septembre 2006](#)

Dans son article paru le 16 septembre à propos de la fusillade au Collège Dawson, la journaliste Jan Wong attribue à un collègue de The Gazette l'opinion selon laquelle «il est significatif que trois fusillades sur trois ont toutes eu lieu au Québec».

Peut-être. Mme Wong crée ensuite un lien entre les événements tragiques et «la lutte linguistique en cours depuis plusieurs décennies dans cette ville naguère cosmopolite», qui «aurait été exigeante tant pour les anglophones établis de longue date» que pour les «immigrants». Ce lien est ridicule. Il n'y a pas la moindre preuve de son existence. Pas plus d'ailleurs que l'affirmation de la

journaliste selon laquelle il ne répugne pas aux Québécois de parler de «pureté raciale», contrairement aux autres Canadiens.

Outre le fait qu'ils ont été commis par des personnes à l'esprit dérangé, il n'est pas spontanément évident qu'il existe un lien entre les gestes de Marc Lépine, de Valéry Fabrikant et de Kimveer Gill (auxquels on pourrait ajouter Denis Lortie à Québec en 1984). Seule une étude approfondie, et non le commentaire superficiel de Mme Wong, pourrait permettre d'en trouver un, le cas échéant.

Et, soit dit en passant, Montréal est toujours une ville cosmopolite. Elle est vraisemblablement la plus cosmopolite au Canada.

LA PRESSE : LE BLOGUE DE STÉPHANE LAPORTE : What's wrong, Mrs. Wong ? - Le jeudi 21 sept 2006

Stéphane Laporte



Madame Jan Wong ne s'est pas encore excusée. Personne ne l'a encore congédiée. Pourtant ce qu'elle a écrit dans sa chronique du Globe and Mail est ignoble. Elle a fait un lien entre la fusillade de Dawson et le fait français au Québec. Plus ses excuses se font attendre, plus qu'elles devront être senties pour qu'on la

pardonne. Voici dix façons de faire ses excuses qui nous convaincraient peut-être de passer l'éponge.

LISTE DES EXCUSES DE MADAME WONG

10. Madame Wong devra dire pardon mon oncle à tous les Québécois.
9. Madame Wong devra monter les marches de l'Oratoire à genoux en chantant Gens du pays. ..
8. ... Et les redescendre sur les fesses en chantant Saskatchewan des Trois Accords.
7. Madame Wong devra rester enfermée dans le loft durant neuf semaines avec Pierre Falardeau et Julien Poulain.

6. Au lieu d'être entartée, Madame Wong sera enpoutinée.
5. Madame Wong devra contribuer à renflouer la caisse électorale du Bloc Québécois.
4. Sur sa photo au-dessus de sa chronique dans le Globe, Madame Wong devra dorénavant porter un gilet des Nordiques.
3. Madame Wong devra faire partie du prochain défilé de la St-Jean, assise sur la valise d'une décapotable, des fleurs de lys peintes sur les joues.

2. Madame Wong devra aller à Tout le monde en parle répondre aux questions de Guy A. et de Dany. Autres invités sur le plateau : Loco Locass.
1. Le Globe and Mail devra engager comme chroniqueur pour la remplacer : Guy Fournier.

LA PRESSE : La chronique de Lysiane Gagnon : L'exploitation d'une calomnie - Le jeudi 21 sept 2006

Résumé d'une méchante calomnie: dans un article sur Dawson, Jan Wong, une reporter du *Globe and Mail*, attribue au racisme des «pure laine»... et à la loi 101 (!) les fusillades meurtrières de Montréal!

La théorie est si délirante que le réflexe instinctif est de hausser les épaules, comme on clique sur la touche «supprimer» devant un courriel débile ou haineux. Le problème, évidemment, c'est que ce n'est pas sur un site web qu'apparaissait le reportage de Mlle Wong, mais dans le journal de référence du Canada anglais.

On se devait donc de protester. Plusieurs l'ont fait, dans des lettres aux journaux. Yves Boisvert l'a fait dans sa chronique, et André Pratte a remis les pendules à l'heure de façon magistrale, et là où il le fallait, c'est à dire dans les pages du *Globe and Mail*.

Bon. Très bien. Il ne restait qu'à espérer que le *Globe* publie une mise au point désavouant les dérives de son reporter, dérives dont on s'explique mal qu'elles aient franchi l'étape de l'édition.

D'après moi, on aurait dû en rester là. Il y a tout de même une limite à déclencher un scandale national chaque fois que quelqu'un perd la boule au sujet du Québec. Mais voilà que nos premiers ministres s'en mêlent! Jean Charest publie une lettre de protestation indignée, et Stephen Harper lui emboîte le pas le lendemain.

Notons en passant que nos deux chefs politiques prennent bien soin de jeter le blâme sur Mlle Wong exclusivement, au mépris du fait que son journal est moralement et juridiquement responsable des articles qu'il publie. MM. Charest et Harper ménagent le journal (ils en auront besoin), c'est plus facile de s'en prendre à l'employée.

Mais surtout, en s'attaquant officiellement à un simple article de journal, MM. Charest et Harper ont rabaisé leur fonction. Un premier ministre devrait se réserver pour des choses plus importantes.

En utilisant leur poids politique contre deux paragraphes d'un mauvais reportage, ils ont donné à cet écrit une importance absolument démesurée. Cette sur-réaction ne fera qu'illustrer à quel point le Québec a la peau sensible.

S'il fallait une réplique au niveau politique, c'était au délégué du Québec à Toronto de le faire. Quand un journal canadien publie une énormité contre les États-Unis, ce n'est pas le président des États-

Unis qui monte aux barricades, c'est l'ambassadeur américain au Canada.

Mais bien sûr, l'opportunisme politique est sans limite... En exploitant cette sottise calomnie, MM. Charest et Harper croient ainsi se gagner à bon marché, sur le dos d'une pauvre fille aveuglée par ses propres préjugés, une image de champion de la fierté québécoise. Hélas!, ils n'auront réussi, en transformant un fait divers en affaire d'État, qu'à donner du Québec l'image d'un petit pays frileux que même la critique la plus farfelue suffit à jeter par terre.

Cela rappelle la condamnation solennelle et unanime par l'Assemblée nationale d'un ancien commissaire aux Langues officielles, d'Iberville Fortier, qui avait eu le malheur de dire que l'anglais était «humilié» au Québec... La même mésaventure est arrivée à Yves Michaud. Dans quelle sorte de pays utilise-t-on la force et le prestige de l'État pour «punir» les écarts verbaux?

L'affaire Fournier

Un mot sur la triste histoire de Guy Fournier, qui s'était déjà mis la corde au cou avant d'être lynché par l'émission-vedette de l'institution qu'il présidait. Grande gueule, libre penseur, friand de blagues salées dont il ne réalise pas la portée, M. Fournier était aussi un remarquable artisan de la télévision, qu'il a servie, avec constance et talent, de toutes sortes de façons.

De source fiable, il appert que Radio-Canada perd avec lui son meilleur président du conseil. Contrairement à ses prédécesseurs, qui avaient transformé la fonction en poste honorifique, il prenait son rôle très au sérieux, et surveillait l'administration et la direction à la loupe. C'était, nous dit-on, le premier président du conseil à tenir tête au PDG Robert Rabinovitch. L'ironie, c'est que c'est ce dernier qui assume maintenant la présidence du conseil par intérim!

Certes, les remarques scatologiques de Guy Fournier projetaient une très mauvaise image de Radio-Canada. Mais ce n'est pas de lui qu'est venue la pire atteinte à l'image de l'institution. Quand une télévision publique se donne comme marque de commerce des émissions qui carburent à la vulgarité (*Tout le monde en parle*, la nouvelle série C. A, etc.), elle est mal placée pour jouer les vierges offensées.

LA PRESSE : La chronique de Vincent Marissal : La Tribu - Le jeudi 21 sept 2006

À force de lire des bêtises sur le Québec dans les journaux torontois, une question vient spontanément à l'esprit: imaginez si le Québec était indépendant, quelles horreurs nos amis canadiens écriraient-ils sur nous?

Les plus «crinqués» d'entre eux iraient probablement devant le Conseil de sécurité pour demander l'envoi des Casques bleus pour protéger les minorités linguistiques et culturelles du Québec contre la tyrannie de la majorité de cannibales.

Imaginez s'ils ne se sentaient plus liés par ce sentiment patriotique, s'ils n'avaient plus peur d'offusquer les Québécois et de donner des armes aux souverainistes. Périodiquement, un journaliste canadien débarquerait ici pour observer la tribu, comme Jan Wong, du *Globe and Mail*, le fait déjà depuis quelques années.

Ce qui est ironique, c'est que sont les mêmes gens qui nous supplient de ne pas partir, et qui font de l'hyperventilation à la seule idée que le Québec pourrait un jour quitter la fédération canadienne, qui colportent les pires préjugés sur la tribu

québécoise. Pourquoi tenez-vous tant à nous si nous sommes aussi abjects? À moins que les Jan Wong de ce pays se sentent investis du devoir de sauver les minorités des griffes des ogres québécois-francophones-blancs-catholiques-séparatistes.

Heureusement, rassurez-vous, l'immense majorité des journalistes de l'outre-Outaouais sont plus mesurés que Mme Wong et ce qui se disait en début de semaine entre journalistes parlementaires aux Communes n'était pas particulièrement flatteur pour elle.

Mme Wong ne trouvera pas beaucoup d'alliés chez ses collègues. Pas plus chez les politiciens, à commencer par Stephen Harper. Le premier ministre conservateur, qui a bien besoin de faire remonter sa cote au Québec, a sauté sur l'occasion pour dénoncer par communiqué officiel (ce qui est rarissime) les «absurdités» de Mme Wong.

Ce n'est pas la peine de s'attarder longuement sur Jan Wong, une dame qui multiplie, par provocation et par ignorance, les pires conneries sur le Québec. Mais pour un journaliste professionnel, il

est choquant de constater que des collègues comme Mme Wong, qui ne parlent pas français, qui ne connaissent pas le Québec et qui sont visiblement bourrés de préjugés, se permettent de débarquer au Québec une fois de temps en temps, comme des météorites attirés par la force gravitationnelle d'un événement médiatique, qui s'en éjectent après quelques jours seulement et tirent des conclusions sociologiques, politiques et culturelles définitives sur cette étrange tribu.

Dans son désormais célèbre papier de samedi dernier, Jan Wong écrit: «Les gens de l'extérieur ne peuvent comprendre à quel point plusieurs décennies de luttes linguistiques ont été aliénantes dans cette ville jadis cosmopolite.» Elle aura au moins raison pour le début de ce paragraphe: les gens de l'extérieur ne devraient pas étaler de grandes conclusions sociologiques sur une société qu'ils ne connaissent pas.

Parce qu'il est là, le problème: les journalistes du reste du pays qui écrivent n'importe quoi sur le Québec ne nous connaissent pas. Pas plus que la majorité des journalistes québécois ne connaissent les autres sociétés distinctes, de Terre-Neuve ou de Colombie-Britannique, notamment, direz-vous avec raison, mais il semble que nous soyons moins prompts à publier des âneries sur nos compatriotes des autres provinces.

Pour rester dans le mode «imaginez si», imaginez si un leader souverainiste, André Boisclair ou Gilles Duceppe, disait du Canada anglais le dixième de ce que Mme Wong ou Barbara Kay ou Diane Francis peuvent dire du Québec.

Ce n'est pas la première fois, bien sûr, que sont publiées dans les journaux anglophones des bêtises sur le Québec, mais il semble que l'on se gêne de moins en moins pour associer peuple québécois et racisme.

Il est ironique de constater que pendant que des intellectuels canadiens anglais, comme Michael Ignatieff ou Jeffrey Simpson, débattent du concept de nation québécoise, d'autres parlent du peuple québécois comme d'une tribu de dégénérés, racistes, intolérants et dangereux pour ses minorités.

On est loin, du moins pour certains compatriotes, de la reconnaissance de la nation du Québec dans la Constitution, comme le suggère Michael Ignatieff.

Imaginez un peu toutes les sottises que l'on pourrait lire des Jan Wong de ce pays si la question devait faire, en effet, l'objet d'un débat national.

Pire encore, imaginez le délire si nous devons avoir un troisième référendum sur la souveraineté.

Comme il n'est pas impossible que nous ayons, en effet, un autre référendum, il serait utile -et même nécessaire- que les médias du reste du pays fassent preuve de rigueur intellectuelle et ne s'amuse pas à publier n'importe quoi juste pour vendre de la copie.

Nous sommes ici sur un terrain extrêmement émotif. Et suggérer que la majorité francophone du Québec est intolérante est aussi irresponsable, aussi incendiaire que d'affirmer que le OUI a perdu à cause de l'argent et du vote ethnique.

Joël-Denis Bellavance, Tristan Péloquin et Denis Lessard

Ottawa

La vague d'indignation soulevée par la chronique de Jan Wong, du Globe and Mail, a gagné Ottawa, hier. Les Communes ont adopté à l'unanimité une motion exigeant des excuses de l'influent quotidien torontois. Dans son texte sur la tragédie de Dawson, Mme Wong soutient que Kimveer Gill, Valery Fabrikant et Marc Lépine, tous trois des immigrants, ont été exclus par la majorité québécoise «pure laine». La journaliste n'en est pas à sa première charge contre le Québec, sa province natale.

Craignant que la charge d'une journaliste du Globe and Mail qui attribue aux tensions linguistiques les trois fusillades survenues au Québec depuis 1989 ne soit l'étincelle d'une nouvelle crise d'unité nationale, le premier ministre, Stephen Harper, a dénoncé à son tour hier ces propos controversés publiés samedi dans le quotidien torontois.

À l'instigation du député libéral de Bourassa, Denis Coderre, la Chambre des communes a aussi mis son grain de sel dans cette controverse qui prend de plus en plus d'ampleur en adoptant une motion demandant à la journaliste Jan Wong et au Globe and Mail de présenter des excuses «au peuple du Québec» au sujet des «remarques offensantes» publiées dans la foulée de fusillade survenue au collègue Dawson.

Après le premier ministre Jean Charest, qui a envoyé une lettre mardi au quotidien dans laquelle il a exigé des excuses et s'est dit «choqué et déçu par cette analyse sectaire», Stephen Harper a décidé de prendre sa plume pour dénoncer à son tour les propos incendiaires.

Dans son texte, Mme Wong a soutenu que les fusillades survenues à Polytechnique en 1989, à Concordia en 1992 et à Dawson la semaine dernière étaient le résultat de la marginalisation et du racisme des «pure laine» dont seraient victimes les anglophones et les immigrants au Québec depuis l'adoption de lois en matière linguistique.

Par ce geste rarissime, le premier ministre tente ainsi de désamorcer cette controverse avant qu'elle ne cause de nouvelles tensions entre le Québec et le reste du Canada. Il souhaite éviter que cette affaire ne devienne un autre symbole brandi par les souverainistes pour faire avancer leur cause, comme l'a été le piétinement du drapeau québécois par des Ontariens à Brockville, en 1990.

Hier, le chef du Parti québécois, André Boisclair, a d'ailleurs fait un rapprochement entre les propos de Mme Wong et l'épisode du fleurdelisé foulé aux pieds par un groupe d'anglophones opposés au bilinguisme officiel en Ontario, il y a 16 ans.

«Argumentation absurde»

Dans sa lettre, M. Harper dénonce sans ménagement la conclusion tirée par Mme Wong. «Si l'auteure a droit à son opinion, l'argumentation avancée est carrément absurde et sans fondement. Sa démarche est non seulement gravement irresponsable, mais cela est faire preuve d'un préjugé inacceptable que d'attribuer la faute de ce drame à la société québécoise», écrit le premier ministre.

«Les Québécoises et les Québécois de toutes conditions, francophones et anglophones, ont été horrifiés par les événements survenus au collègue Dawson. De la même façon, les Canadiennes et les Canadiens de toutes conditions ont été bouleversés par l'attaque sauvage et insensée de ce forcené», ajoute M. Harper.

«Il devrait aller de soi que les actes d'un individu isolé ne témoignent pas de l'état d'esprit de sa collectivité ou d'une catégorie de gens. Qu'il s'agisse de la folie meurtrière d'un Marc Lépine, à l'École polytechnique en 1989, ou de Kimveer Gill, au collègue Dawson, c'est le geste d'un individu instable. Cela mérite notre condamnation absolue, mais ce n'est pas une excuse pour étaler de tels préjugés sous le déguisement d'une quelconque théorie sociale», conclut-il.

Éditorial du Globe

Mais la principale intéressée a carrément refusé de faire amende honorable, hier. «J'ai mis de l'avant un point de vue dans un article publié dans le Globe de samedi et je le maintiens. Je suis consciente que cela a touché une corde sensible et je comprends pourquoi. De toute évidence, cela a provoqué un débat dans une atmosphère chargée d'émotions à la suite de la fusillade au collègue Dawson. Je suis le débat avec intérêt, notamment la lettre du premier ministre Harper. En tant que journaliste, j'aimerais demeurer à l'écart du débat», a-t-elle affirmé dans un échange de courriels avec La Presse hier.

Observant le plus grand mutisme depuis lundi, le rédacteur en chef du quotidien torontois, Edward Greenspon, doit publier aujourd'hui un éditorial pour tenter de calmer la tempête provoquée par son journal. Mais dans un courriel envoyé hier à des lecteurs offensés, le journal a aussi affirmé que Mme Wong avait le droit d'explorer différentes analyses, tout comme le public a le droit d'en contester la pertinence.

«Un torchon»

Durant toute la journée, hier, plusieurs députés ne se sont pas gênés pour s'essuyer les pieds sur le quotidien torontois.

Aux Communes, la députée libérale de Laval, Raymonde Folco, s'est vidé le coeur. «En tant que Canadienne et Québécoise, je suis outrée par ce genre de commentaire ignorant et intolérant. Ces actes violents ont été commis par des personnes malades. (...) Le Globe and Mail devrait avoir honte de publier de tels torchons. J'exige que la direction du journal présente des excuses publiques à tous les Québécois, particulièrement à ceux qui ont été touchés par la récente tragédie de Dawson», a dit Mme Folco.

Tous les députés se sont immédiatement levés pour applaudir ses propos. Le député libéral Denis Coderre est aussi sorti de ses gonds à plus d'une reprise hier devant les journalistes. «En tant que Québécois, je suis tanné de me faire passer pour un sectaire, a-t-il laissé tomber. Il y a un genre de trend. Il y en a deux ou trois (journalistes anglophones) qui se laissent aller dans leur analyse. C'est assez.»

Il a ajouté que les médias, qui constituent le quatrième pouvoir, ont une responsabilité sociale. «On ne peut pas écrire n'importe quoi. Ça ressemble presque à de la littérature haineuse», a encore pesté Denis Coderre.

Le Bloc québécois avait commenté l'affaire, mardi. Hier, le chef Gilles Duceppe a réitéré son indignation. «Ce que je ne peux comprendre, c'est que le rédacteur en chef du Globe and Mail ne présente pas d'excuses. C'est inconcevable», a-t-il dit.

À Québec

À Québec, hier, tous les ministres ont fait écho aux propos virulents tenus de la veille par le premier ministre Jean Charest à l'endroit du quotidien torontois.

«Cet article du Globe est aberrant. C'est de très mauvais goût une telle insinuation, a dit Monique Jérôme-Forget, soulignant que cette perception du Québec n'est pas celle de l'ensemble du Canada anglais. La journaliste a manqué de jugement, elle portera longtemps cet article sur ses épaules.»

De son côté, le chef du Parti québécois, André Boisclair, a soutenu que les propos récents de Jan Wong ainsi que ceux de la journaliste Barbara Kay sur le «Québecistan» dans le National Post sont autant de «dérives intellectuelles qui témoignent d'un mépris réel à l'endroit des Québécois».

La publication des textes provocateurs à l'endroit des Québécois est devenue, selon lui, une pratique courante au Canada anglais.

Du jamais vu!

D'abord, un premier ministre provincial qui demande une rétractation, suivi d'un premier ministre fédéral qui qualifie les propos d'une journaliste de «grossièrement irresponsables», le tout couronné par une motion unanime de la Chambre des communes exigeant des excuses. De mémoire d'homme, on n'a jamais vu les politiciens canadiens s'acharner aussi vigoureusement contre la parole d'un citoyen.

«Je ne suis pas historien, mais c'est certainement une des séquences les plus inusitées que j'ai vue pour ce genre de situation, affirme Daniel Weinstock, directeur du Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal. Et au bout du compte, aussi détestables que soient les propos de Mme Wong, je ne suis pas

certain que la Chambre des communes soit la bonne instance pour régler ce genre de problème.»

Selon la tradition découlant du Bill of Rights anglais de 1689, les députés canadiens ou québécois ont le droit d'adresser des blâmes contre des citoyens qui ont porté atteinte à leur intégrité ou à leur honneur.

LA PRESSE : Le Québec, cible de prédilection de Wong - Le jeudi 21 sept 2006

[Mathieu Perreault](#)

Juste avant les élections québécoises de 1998, Jan Wong a affirmé que son père de 80 ans, Bill Wong, ne pouvait prendre sa retraite parce qu'il ne parvenait pas à vendre son célèbre restaurant à cause de l'hostilité des Québécois envers les riches et les membres des communautés culturelles.

Dans un texte sur l'affichage en français chez Eaton, elle comparait Lucien Bouchard aux leaders chinois "qui écrasent ceux qui se réclament des droits de l'homme". Et pour expliquer en quelques mots où en est rendue la société québécoise, elle écrivait qu'une de ses connaissances, un chauffeur de taxi montréalais d'origine éthiopienne, ne recevait jamais de pourboire de ses clients "séparatistes".

Bref, la chroniqueuse du Globe and Mail a parfois été très dure envers sa province natale. Au fil de deux entrevues avec La Presse, elle a exposé comment sa vie a influencé ses convictions personnelles et professionnelles.

Jan Wong revient souvent à Montréal, une ville plus "européenne" et "à la mode" que Toronto, croit-elle. Son père y habite encore, ainsi que ses frères et soeur. Ses deux fils, âgés de 13 et 16 ans, fréquentent un lycée français de Toronto.

Loi 101

Et pourtant, elle croit que l'obligation de fréquenter une école française prévue par la loi 101 est une erreur. "Je pense sincèrement que chaque enfant devrait aller à une école dont la langue n'est pas celle de ses parents, explique Mme Wong. Ce qui est important, c'est que les enfants aient la liberté de devenir ce qu'ils veulent. La préservation de la culture, c'est bon pour les musées."

Pense-t-elle sérieusement que les Ontariens enverraient leurs enfants à l'école française si Ottawa les y encourageait?

"Probablement pas, reconnaît-elle. Mais justement, le Québec devrait profiter de cette chance que l'anglais soit si attrayant."

Les Québécois ont certainement été opprimés pendant longtemps, mais cela ne leur donne pas le droit d'opprimer à leur tour, selon Mme Wong. "À l'école, la prof de français venait d'Algérie. Quand j'ai travaillé à Expo 67, je ne comprenais pas l'accent québécois parce qu'on m'avait enseigné le parisien. Maintenant, je comprends pourquoi les Québécois étaient si fâchés. "

Née à Montréal en 1953, elle a fréquenté un high school de Notre-Dame-de-Grâce. Elle a totalement ignoré la crise d'Octobre, mais elle se souvient d'une peur confuse des boîtes aux lettres. Puis, en 1972, elle est l'une des premières étudiantes canadiennes admises dans une université chinoise, en pleine Révolution culturelle.

"Adolescente, je me suis rebellée contre la politique, mes parents, le capitalisme, dit-elle. Je ne pensais pas être canadienne, mais plutôt chinoise."

Ses convictions politiques sont alors coulées dans le béton. Dans son livre *Red China Blues*, Jan Wong a admis avoir dénoncé une camarade de dortoir qui avait exprimé des doutes sur le maoïsme.

De retour au Canada à la fin des années 70, elle a travaillé à *The Gazette* à Montréal, puis au *Boston Globe* à Boston et au *Wall Street Journal* à New York, avant de revenir au Canada quand le quotidien financier new-yorkais a fermé son bureau à Pékin, faisant ainsi disparaître ses chances de partir comme correspondante à-bas pour le WSJ. En 1988, elle réussit finalement à s'y rendre à titre de correspondante du *Globe and Mail*. Durant ce séjour, elle couvrira notamment le massacre de Tiananmen.

À son troisième retour au Canada, en 1994, elle est affectée aux arts au *Globe*. Elle inaugure alors sa décapante chronique *Lunch With*, où elle démasque les travers des stars comme Margaret Atwood, John Hurt ou Susanne Somers.

Les Communes unanimes pour condamner le *Globe and Mail* et sa journaliste

Raymond Giroux
rgiroux@lesoleil.com

OTTAWA — L'ensemble du Parlement fédéral et le premier ministre Stephen Harper lui-même ont ajouté leurs voix, hier, à la tempête de protestations contre le *Globe and Mail* et sa journaliste, Jan Wong, sur les événements du Collège Dawson, la semaine dernière.

Les députés ont approuvé à l'unanimité une proposition du libéral Denis Coderre voulant que «des excuses doivent être présentées au peuple du Québec» pour son article.

La journaliste a toutefois laissé savoir qu'elle maintient son analyse reliant le crime à la situation des immigrants face aux Québécois de vieille souche.

Tout en disant comprendre la tourmente qu'elle a provoquée, M^{me} Wong préfère ne pas se mêler du débat en cours. Le rédacteur en chef du journal, Ed Greenspon, donne sa réponse officielle en page éditoriale du *Globe and Mail*, ce matin.

Mais déjà dans un courriel, le journal soutient sa journaliste, expliquant que M^{me} Wong avait le droit d'explorer différentes analyses, tout comme le public avait le droit d'en contester la pertinence.

M. Greenspon a d'ailleurs tenté de joindre le premier ministre Jean Charest, hier, pour lui donner un avant-goût de sa position, mais il n'avait pu lui parler au moment de mettre sous presse.

M. Harper, de son côté, n'adhère pas à la thèse de la journaliste «qui laisse essentiel-

lement entendre que la société francophone du Québec est responsable de la fusillade du Collège Dawson», écrit-il dans une lettre ouverte à la direction du quotidien.

«**ABSURDE ET SANS FONDEMENT**»

«Si l'auteur a droit à son opinion, écrit le premier ministre, l'argumentation avancée est carrément absurde et sans fondement. Sa démarche est non seulement gravement irresponsable, mais cela est faire preuve d'un préjugé inacceptable que d'attribuer la faute de ce drame à la société québécoise.»

«Il devrait aller de soi que les actes d'un individu isolé ne témoignent pas de l'état d'esprit de sa collectivité ou d'une catégorie de gens», soutient M. Harper.

«Qu'il s'agisse de la folie meurtrière d'un Marc Lépine, à l'École polytechnique en 1989, ou de Kimveer Gill, au Collège Dawson, c'est le geste d'un individu instable», ajoute-t-il.

«Cela mérite notre condamnation absolue, mais ce n'est pas une excuse pour étaler de tels préjugés sous le déguisement d'une quelconque théorie sociale.»

M. Coderre a affirmé par la suite que «ce n'est pas une question partisane. Comme Québécois, a-t-il dit, je suis tanné qu'on nous fasse passer pour des sectaires».

De son côté, la présidente du caucus libéral, Raymonde Folco, elle-même Québécoise de nouvelle souche, a dénoncé aux Communes ce qu'elle appelle «un article particulièrement ignoble», ajoutant, aux applaudissements de ses collègues, que «le *Globe and Mail* devrait avoir honte de publier de tels torchons».

La chroniqueuse Wong dit non à *Tout le monde en parle*

→ La journaliste Jan Wong, la fille du journaliste montréalais Bill Wong, ne viendra pas expliquer ses théories sur les auteurs de fusillades à *Tout le monde en parle*. Selon nos informations, la chroniqueuse-vedette du *Globe et Mail* a répondu aux chercheurs de l'émission que oui, elle connaît *Tout le monde en parle*, mais que non, elle n'irait pas s'y justifier. Les échanges, par courriel, se sont déroulés en anglais. La journaliste a été très polie et courtoise, nous dit-on. Guy A. Lepage et Dany Turcotte recevront donc Eva Avila, Alfonso Gagliano, Roméo Dallaire, Louis Morissette, ainsi que Patrice Sauvé et Patrice Robitaille de *Cheech*. *La Presse*

Harper dénonce à son tour le *Globe and Mail*

OTTAWA | (PC) Après Québec, c'était au tour du premier ministre Stephen Harper et de la Chambre des communes en entier de dénoncer, hier, les conclusions d'un article du quotidien *Globe and Mail* sur la fusillade du collège Dawson.

«Torchon», «absurde», «stupide», «sans fondement», «inacceptable», les députés de tous les partis ne souffraient visiblement pas d'un manque d'inspiration pour qualifier et décrire l'article en question, publié samedi dernier mais qui continue à faire des vagues.

Dans un geste plutôt rare, les Communes ont d'ailleurs unanimement adopté une motion exigeant que le journal, l'un des plus importants du Canada anglais, présente des excuses aux Québécois.

Le premier ministre Harper n'est pas allé jusqu'à demander des excuses, mais la lettre qu'il a fait parvenir hier au quotidien n'est pas tendre pour autant.

«Si l'auteur a droit à son opinion, l'argumentation avancée est carrément absurde et sans fondement», écrit M. Harper, dans une lettre au ton cinglant. «Sa démarche est non seulement gravement irresponsable, mais cela est faire preuve d'un préjugé inacceptable que d'attribuer la faute de ce drame à la société québécoise», poursuit le premier ministre.

L'éditeur du quotidien, Edward Greenspon, n'était pas disponible pour commenter, mais un adjoint a indiqué qu'il y aurait un éditorial sur la question dans l'édition de jeudi du journal.

«Le *Globe and Mail* devrait avoir honte de publier de tels torchons. J'exige que la direction du journal présente des excuses publiques à tous les Québécois», a déclaré aux Communes la libérale Raymonde Folco, déclenchant du coup une salve d'applaudissements de tous ses collègues députés.

Today's Quebec

In *Two Solitudes*, his award-winning 1945 novel, Hugh MacLennan explored the tensions between two peoples, French and English, in Quebec society. In 1967, Canada's Progressive Conservative Party debated the merits of a controversial "deux nations" policy that sought to recognize Quebec's distinctiveness within Confederation. Brian Mulroney resurrected the distinct society concept in his proposed 1987 Meech Lake constitutional amendments, which *The Globe and Mail* strongly supported. Intermittently, tensions have flared over the quest to preserve the French language and culture versus the freedom of individuals to express and educate themselves in French or English.

Now, a small uproar has arisen over a provocative question raised in a staff-written report in this newspaper on Saturday. Did the passionate debate over Quebec's language laws and the politics of exclusion, so famously apparent on referendum night in 1995, in any way contribute to the marginalization and perhaps alienation of non-francophone Quebecers? The answer to that is arguable. But did such marginalization in any way contribute to the violence at Montreal's Dawson College last week, or at the École Polytechnique in 1989? No such evidence exists.

Indeed, the article in question, which was almost entirely devoted to the humanity of those exposed to last week's violence, merely wondered why, in three horrific cases of shootings in postsecondary

schools in Quebec over the past 17 years, the acts had been perpetrated by Quebecers not fully part of the majority. Was there something in the politics of identity that further aggravated the obvious marginalization and alienation of the shooters?

When a journalist poses such questions, especially during a period of heightened sensitivity, outraged reactions are not unexpected. Hundreds of letters to the editor have arrived and no less than the Premier of Quebec and the province's leading editorialist have been given space to take issue with the article. In English Canada, unsurprisingly, the response has been considerably more muted, although Prime Minister Stephen Harper has weighed in with a letter, four days after the article appeared. The strongly held view is that the portrayal was an inaccurate depiction of contemporary Quebec.

Governor-General Michaëlle Jean, a Haitian immigrant to Quebec, obviously feels neither marginalized nor alienated. She stands as a glimmering symbol of an optimistic and confident Quebec — one increasingly open to all. She recently decried the outmoded mindset of the two solitudes and counselled instead that "we learn to see beyond our wounds, beyond our differences." We must not, in the process, ever lose sight of the need to ask hard questions and explore uncomfortable avenues. By the same token, it would be remiss to forget that today's Quebec is not the Quebec of yesteryear.

THE GLOBE AND MAIL : Absurd viewpoint, by Stephen Harper, Prime Minister of Canada - Thursday, September 21, 2006

Absurd viewpoint

A recent column brought to my attention ('Get Under The Desk' — Sept. 16) in essence suggests that the Dawson College shootings should be blamed on Quebec francophone society.

While the writer is entitled to her point of view, the argument is patently absurd and without foundation. It is not only grossly irresponsible on her part, it is also completely prejudiced to lay blame on Quebec society in this manner.

Quebeckers from all walks of life, both French speaking and English speaking, were horrified by the events that took place at Dawson College. The same way that Canadians from all walks of life were stunned by this savage, senseless attack on innocent students from one deranged individual.

It should be obvious that the actions of one individual do not reflect on the public mind-set of an entire community or an entire class of people. Be it Marc Lépine's murderous rampage at l'École Polytechnique in 1989, or Kimveer Gill's shooting spree at Dawson, the event was the evil action of one unstable person. These actions deserve our unqualified moral condemnation, not an excuse for printing prejudices masked in the language of social theory.

STEPHEN HARPER, Prime Minister of Canada

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉT : Globe and Mail : Stephen Harper s'insurge aussi - Mise à jour le mercredi 20 septembre 2006 à 13 h 47

Plus d'info

<http://www.radiocanada.ca/nouvelles/National/2006/09/20/002-Harper-Dawson-Reax.shtml>

Nouvelles

[Jean Charest exige des excuses](#)

Dossier

[Fusillade au collège Dawson](#)

Audio et Vidéo

[Patrice Roy parle de la réaction de Stephen Harper.](#)

[Bernard Drainville résume les condamnations à Québec et à Ottawa.](#)

[Tamara Alteresco raconte que l'éditeur du quotidien refuse de commenter l'affaire malgré toutes les critiques.](#)

[Jan WongLe Globe and Mail se défend](#)

Après Jean Charest, c'est au tour du premier ministre Stephen Harper d'adresser une lettre au quotidien *Globe and Mail* pour dénoncer une chronique sur la fusillade de Dawson.

« Bien que l'auteure ait droit à son opinion, l'argument avancé est clairement absurde et sans fondement », écrit M. Harper, dans une lettre au ton cinglant. « Non seulement est-ce énormément irresponsable de sa part, c'est également rempli de préjugés (que) de jeter le blâme sur la société québécoise de cette façon. »

Samedi dernier, la chroniqueuse vedette Jan Wong affirmait que le contexte linguistique expliquait en partie la fusillade. Elle soutenait que les auteurs des trois fusillades perpétrées dans des établissements scolaires au Québec, tous d'origine étrangère, n'avaient pas réussi à s'adapter aux lois linguistiques de la province, favorables au français.

Mme Wong associe le tireur de Dawson, Kimveer Gill, à l'auteur de la tuerie de polytechnique, Marc Lépine, qui était d'origine algérienne, de même qu'au tireur de l'Université Concordia, Valery Fabrikant. Elle évoquait un Québec intolérant qui valorise les citoyens d'ascendance « pure laine ».

Stephen Harper ajoute ainsi sa voix à celle de Jean Charest, qui demande au quotidien torontois de présenter ses excuses aux Québécois. Jusqu'ici, le quotidien torontois s'est contenté de publier la lettre du premier ministre du Québec dans le courrier des lecteurs de son édition de mercredi.

D'autres réactions

Le député libéral fédéral Denis Coderre a abondé dans le sens de M. Charest, réclamant à la fois au journaliste de publier un rectificatif et au quotidien torontois de réagir officiellement. « Ce n'est pas une question partisane: comme Québécois, je suis tanné qu'on nous fasse passer pour des sectaires », a-t-il soutenu.

De son côté, la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal a réagi à l'article en déposant une plainte auprès du Conseil de presse du Québec. Pour le président de l'organisme, Jean Dorion, c'est de la fabulation. « Il n'existe aucun indice que ces personnes avaient des préoccupations pour le dossier linguistique, alors ça devient vraiment farfelu », dit-il.

Malgré la controverse, le rédacteur en chef du *Globe and Mail*, Edward Greenspon, a refusé de commenter les faits et de dire si le quotidien allait ou non faire amende honorable et présenter ses excuses au Québec.

Dans un courriel envoyé aux lecteurs offensés, le journal a affirmé que Jan Wong avait le droit d'explorer différentes analyses, tout comme le public a le droit d'en contester la pertinence.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Globe and Mail : Jean Charest exige des excuses - Mise à jour le mercredi 20 septembre 2006 à 13 h 13

Plus d'info

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2006/09/19/003-Charest-Globe-Dawson.shtml>

Dossier

[Fusillade au collège Dawson](#)

Audio et Vidéo

[Tamara Alteresco raconte que l'éditeur du quotidien refuse de commenter l'affaire malgré toutes les critiques.](#)

[Jan WongLe Globe and Mail se défend](#)

Le premier ministre du Québec a demandé au *Globe and Mail* de présenter ses excuses aux Québécois.

Le quotidien torontois s'est contenté jusqu'à maintenant de publier dans son édition de mercredi la lettre de Jean Charest envoyé à l'éditeur du quotidien torontois. Il y dénonce un article paru le 16 septembre à la suite de la fusillade survenue la semaine dernière au collège Dawson.

La chroniqueuse vedette du journal, Jan Wong, y affirme que le contexte linguistique explique en partie la fusillade. Elle soutient que les auteurs des trois fusillades perpétrées dans des établissements scolaires au Québec ont en commun une origine étrangère et n'avaient pas réussi à s'adapter aux lois linguistiques de la province, favorables au français.

M. Wong associe le tireur de Dawson, Kimveer Gill, à l'auteur de la tuerie de polytechnique, Marc Lépine, qui était d'origine en partie algérienne, de même qu'au tireur de l'Université Concordia, Valery Fabrikant.

Elle ajoute que ce genre de tueries ne survient qu'au Québec, et que s'il est répugnant de parler de pureté raciale ailleurs au Canada, ce n'est pas le cas au Québec.

M. Charest s'est dit « choqué et déçu par cette analyse sectaire ». « Le texte de Mme Wong est une disgrâce. Il témoigne d'une ignorance des valeurs canadiennes et d'une incompréhension profonde du Québec. Mme Wong devrait ainsi avoir la décence de s'excuser auprès de tous les Québécois », soutient-il.

En outre, le premier ministre défend la bataille historique menée par les Québécois pour « préserver notre langue et notre culture » dans le respect de ceux qui parlent une autre langue, qualifiant le Québec de « société libre et fière de sa différence ».

La Société Saint-Jean Baptiste de Montréal a également réagi à cet article, en déposant une plainte auprès du Conseil de presse du Québec. Pour le président de l'organisme, Jean Dorion, c'est de la fabulation. « Il n'existe aucun indice que ces personnes avaient des préoccupations pour le dossier linguistique, alors ça devient vraiment farfelu », dit-il.

Malgré la controverse, le rédacteur en chef du *Globe and Mail*, Edward Greenspon, a refusé de commenter les faits et de dire si le quotidien allait ou non faire amende honorable et présenter ses excuses au Québec.

Dans un courriel envoyé aux lecteurs offensés, le journal a affirmé que Jan Wong avait le droit d'explorer différentes analyses, tout comme le public a le droit d'en contester la pertinence.

CYBERPRESSE : TEXTE CONTROVERSÉ : Harper dénonce à son tour le Globe and Mail - Le mercredi 20 sept 2006

Ottawa

Après Québec, c'était au tour du premier ministre Stephen Harper et de la Chambre des communes en entier de dénoncer, mercredi, les conclusions d'un article du quotidien *Globe and Mail* sur la fusillade du collège Dawson.

« Torchon », « absurde », « stupide », « sans fondement », « inacceptable »; les députés de tous les partis ne souffraient visiblement pas d'un manque d'inspiration pour qualifier et décrire l'article en question, publié samedi dernier mais qui continue à faire des vagues.



Dans un geste plutôt rare, les Communes ont d'ailleurs unanimement adopté une motion exigeant que le journal, l'un des plus importants du Canada anglais, présente des excuses aux Québécois.

Le premier ministre Harper n'est pas allé jusqu'à demander des excuses, mais la lettre qu'il a fait parvenir mercredi au quotidien n'est pas tendre pour autant.

«Si l'auteure a droit à son opinion, l'argumentation avancée est carrément absurde et sans fondement», écrit M. Harper, dans une lettre au ton cinglant.

«Sa démarche est non seulement gravement irresponsable, mais cela est faire preuve d'un préjugé inacceptable que d'attribuer la faute de ce drame à la société québécoise», poursuit le premier ministre.

Mardi, le premier ministre du Québec, Jean Charest, a lui aussi fait parvenir une lettre au Globe and Mail qui l'a reproduite dans la chronique du courrier des lecteurs dans son édition de mercredi. M. Charest, qualifiant le texte de «disgrâce», demandait au quotidien torontois de présenter des excuses aux Québécois.

L'éditeur du quotidien, Edward Greenspon, n'était pas disponible pour commenter, mais un adjoint a indiqué qu'il y aurait un éditorial sur la question dans l'édition de jeudi du journal.

Dans l'édition de samedi dernier du quotidien anglophone, la journaliste Jan Wong y va d'une théorie sociale et affirme dans un long texte que la tragédie du collègue Dawson trouve son origine dans le manque d'ouverture de la société québécoise envers les immigrants.

Elle y soutient que ce genre de tueries ne survient qu'au Québec et elle associe le geste du tireur de Dawson, Kimveer Gill, à celui de l'auteur de la tuerie de Polytechnique, Marc Lépine, en partie d'origine algérienne, de même qu'au tireur de l'université Concordia, Valéry Fabrikant.

Selon Mme Wong, les trois tireurs ont en commun une origine étrangère et vivaient à Montréal, une ville où les immigrants sont marginalisés notamment à cause de lois linguistiques favorables aux français. «Ils ont tous les trois été écartés d'une société qui valorise le «pure laine», conclut la journaliste.

Sa théorie n'a visiblement pas trouvé beaucoup d'appuis à Ottawa. «Il devrait aller de soi que les actes d'un individu isolé ne témoignent pas de l'état d'esprit de sa collectivité ou d'une catégorie de gens», a fait valoir M. Harper, dans sa missive.

L'affaire s'est retrouvée aux Communes, où les partis étaient pour une rare fois unanimes.

«Le *Globe and Mail* devrait avoir honte de publier de tels torchons. J'exige que la direction du journal présente des excuses publiques à tous les Québécois», a déclaré aux Communes la libérale Raymonde Folco, déclenchant du coup une salve d'applaudissements de tous ses collègues députés.

«Ce n'est pas vrai, comme Canadien-français, comme Québécois, qu'on va accepter qu'on dise qu'il y a des tueries à cause d'un contexte «pure laine qui ostracise la population immigrante du Québec. Le Québec est un modèle d'intégration», a lâché l'ancien ministre libéral de l'Immigration, Denis Coderre, à l'origine de la motion adoptée mercredi.

Le Bloc québécois avait commenté l'affaire, mardi. Mercredi, le chef Gilles Duceppe a réitéré son indignation, ne pouvant s'empêcher de s'interroger sur ce qu'aurait été l'outrage au Canada anglais devant l'inverse, c'est-à-dire si une analyse similaire avait été appliquée par un quotidien du Québec.

«Ce que je ne peux comprendre, c'est que l'éditeur en chef du *Globe and Mail* ne présente pas d'excuses. C'est inconcevable», a martelé M. Duceppe.

Le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, a quant à lui dit que les commentaires de la journaliste sont «inacceptables» et que son analyse démontre qu'elle «ne comprend pas la situation de cette violence comme il faut».

À Québec

À Québec, le chef de l'opposition officielle, André Boisclair, a dit mercredi que l'analyse faite par Mme Wong est «le reflet d'une dérive intellectuelle de plus en plus présente au Canada anglais».

«Ce genre de déclaration est symptomatique d'un plus grand malaise. C'est un épiphénomène symptomatique d'une tendance chez les intellectuels canadien-anglais.

«Ils (les intellos canadiens) s'imaginent pratiquer un nationalisme plus généreux, plus éthique que le nôtre. Je suggère aux gens de continuer à cultiver nos différences, à investir dans notre dignité, c'est le meilleur antidote.»

La libérale Line Beauchamp, ministre de la Culture et responsable de la Charte de la langue française, a pour sa part affirmé que l'article publié par le *Globe and Mail* «est un raisonnement absurde, une analyse qui ne tient pas la route».

«Je ne nie pas qu'il puisse exister un mal de vivre dans nos sociétés, mais faire le lien avec les lois linguistiques relève de l'absurde», a dit Mme Beauchamp.

À Montréal, la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, a pour sa part qualifié d'odieuses et d'inacceptables les affirmations de Mme Wong.

«C'est complètement déconnecté par rapport aux faits. On sent qu'elle règle là des comptes (...) Il y a quelque chose de malsain à exploiter des événements qui touchent autant la population pour tenter d'accoler ça à des conclusions politiques qui n'ont rien à voir avec la réalité», a commenté la dirigeante syndicale.

Mme Carbonneau a dénoncé «cette manie qu'on a de vouloir nous décrire comme une société fermée, comme une société quasi raciste», un discours qu'elle qualifie de «parfaitement inadmissible».

LE DEVOIR : Dawson, un geste explicable? Oui, mais les explications ne se trouvent pas dans les idéologies, par Marc Bigras, Professeur et directeur général de l'Institut de recherche pour le développement social des jeunes, Université du Québec à Montréal - Édition [du mercredi 20 septembre 2006](#)

De la compassion pour les victimes, l'incroyable tuerie de Dawson nous mènera tôt ou tard vers un questionnement sur les actions à poser pour prévenir de pareilles souffrances: des politiciens tentent déjà d'étouffer la recherche de solutions en évaluant que l'affaire est inexplicable alors que d'autres, au contraire, s'engagent sans plus de réflexion dans des explications qui aboutissent invariablement à des mesures de contrôle social dont l'inefficacité n'a d'égal que des coûts extraordinaires et apparemment sans limites.

Les idéologies déterministes («quoi que l'on fasse, la nature de certains [hommes] les poussera à la violence») ou interventionnistes («contraignons-[les] pour la sécurité de tous») ont maintes fois démontré la faiblesse de leurs arguments et de

leur prise sur le réel. Serait-il possible cette fois-ci de nous dégager de ces sempiternelles oppositions idéologiques ?

Il existe portant une solution alternative à cette polarisation des opinions. Les sciences du comportement se sont en effet penchées longuement sur la question de la violence chez l'humain, et on peut dire aujourd'hui qu'elles mènent à des solutions qui méritent d'être examinées.

L'équation de la violence

La thèse des déterminants personnels de la tuerie du Collège Dawson a été amplement exposée dans les médias : l'assassin était un désaxé, un marginal. Selon les données disponibles sur ce drame et d'autres s'en approchant, il est vraisemblable que le meurtrier souffrait d'un trouble de la personnalité.

Malheureusement, les préjugés qu'on entretient à propos de la maladie mentale portent à penser que c'est surtout une affaire de vulnérabilité personnelle, que la violence folle est spontanée, involontaire, imprévisible. On en déduit qu'on ne peut rien y faire puisque cela dépend des caractéristiques d'une maladie personnelle.

Pourtant, les données de recherche indiquent que les personnes atteintes de maladie mentale ne sont pas plus violentes que les autres. La personnalisation du geste est donc une donnée nécessaire mais insuffisante à la résolution de l'équation de la violence.

L'analyse contextuelle des déterminants de la violence est informative mais elle manque de portée, tout comme l'analyse des facteurs personnels. Il faut constater que l'expression de la violence varie selon les époques et les contextes sociaux.

Par exemple, selon les données les plus fiables dont nous disposons, on observe nettement moins de crimes violents au Québec que partout au Canada; il doit bien y avoir un contexte social ou culturel qui explique une telle différence. Cependant, les explications contextuelles ont été abusivement défendues dans le cas des folles tueries que nous avons connues au Québec.

Par exemple, pour le tueur de l'École polytechnique, il a été question de motivations antiféministes. Le fait que Marc Lépine ait manifesté sa frustration à l'encontre des femmes et qu'il ait planifié de les tuer est un argument fort voulant que cette tragédie reflète un contexte social caractérisé par la domination des hommes sur les femmes. Mais que dire de cette adolescente californienne qui, en 1979, après avoir abattu des élèves et des enseignants d'une école primaire, expliquait son geste en disant qu'elle n'aimait pas les lundis ? Qui croit aujourd'hui que le caporal Lortie a tué à l'Assemblée nationale pour des motifs politiques ?

En somme, on ne trouvera pas d'explication satisfaisante à la violence par une simple microanalyse de l'objet sur lequel se fixe le délire violent ou des caractéristiques prétendument communes des assassins, par exemple leur âge, leur sexe ou leur appartenance ethnique.

De surcroît, une approche réduite à des considérations contextuelles mène le plus souvent à proposer des mesures de contrôle social difficilement applicables ou notoirement inefficaces. Le contrôle des armes à feu et l'accroissement des mesures de sécurité dans les écoles découlent d'une analyse contextuelle de la violence, mais quels sont les véritables espoirs qui nous portent à de tels contrôles ? L'analyse contextuelle apporte un élément supplémentaire à la résolution de l'équation de la violence, mais il manque toujours des éléments essentiels.

Pour une analyse complète du problème de la violence, l'équation doit aussi tenir compte des déterminants interpersonnels et, surtout, de leur interaction avec les facteurs personnels et contextuels. C'est la solution de l'équation qu'a retenue l'Organisation mondiale de la santé lorsqu'elle s'est récemment penchée sur le problème de santé publique que constitue la violence.

Précisément, l'application de cette analyse complète des tueries folles comme celle de Dawson nous amènerait à conclure que cette violence est : 1- une solution irrationnelle pour apaiser une souffrance résultant de vulnérabilités personnelles combinées à : 2-

une longue histoire d'échanges interpersonnels anxiogènes, elle-même combinée à : 3- un contexte social qui permet l'accès aux armes létales et en valorise l'utilisation.

Les solutions

Une explication de la violence qui comprenne nécessairement des déterminants personnels, interpersonnels et contextuels rend bien compte de la complexité du problème et permet d'envisager des mesures réalistes pour en prévenir les méfaits.

Par exemple, une évaluation systématique d'une intervention auprès d'enfants d'âge préscolaire de milieu défavorisé conclut à des effets bénéfiques à long terme alors qu'on observe que, devenus adultes, ceux qui ont pu profiter du programme de stimulation des compétences sociales avaient moins de démêlés avec la justice et dépendaient moins des services sociaux. L'auteur d'une analyse des coûts par rapport aux bénéfices gouvernementaux conclut que le rendement pour chaque dollar investi dans ce programme était supérieur à celui qui aurait été investi dans la société Microsoft pendant la même période.

Bien d'autres programmes de prévention conçus précisément pour réduire la violence, surtout chez les jeunes, obtiennent des résultats similaires, bien que leurs impacts à long terme ne soient pas toujours évalués, faute de fonds de recherche.

Quoi qu'il en soit, l'explication du succès des programmes de prévention de la violence tourne habituellement autour de leur alignement sur une approche personnelle-interpersonnelle-contextuelle de la solution à la violence.

En effet, ces programmes sont sensibles aux besoins personnels des participants (âge, sexe, vulnérabilité), leur contenu est axé sur le développement des capacités interpersonnelles (coopération entre pairs, relation d'attachement parent-enfant, etc.) et ils s'appliquent en tenant compte du contexte culturel et du milieu de provenance des participants.

Il est possible de mener des actions spécialisées, mais concertées, pour prévenir la violence dans le même esprit. Par exemple, la prévention des problèmes de santé mentale est surtout l'affaire de réseaux de services de santé, les écoles s'occupent d'encourager la coopération parmi leurs élèves et les services policiers s'attachent au contrôle de l'accès aux armes à feu.

Mais le manque de coordination véritable entre ces actions spécialisées limite la portée des investissements considérables actuellement faits dans le domaine de la prévention. Parions que le milliard de dollars dépensé pour le contrôle des armes aurait pu décupler les efforts de prévention s'il avait été rationnellement dirigé vers des programmes intégrés de stimulation des compétences sociales des jeunes.

Cela étant, les taux de violence au Québec sont faibles lorsqu'on les compare à ceux d'autres sociétés dans le monde. Les actions menées contre la violence, qu'elles soient plus ou moins coordonnées pour un meilleur rendement, sont donc relativement efficaces.

Cependant, la tuerie de Dawson s'accompagnera nécessairement de nouvelles propositions pour réduire encore les manifestations de violence au Québec. C'est possible de le faire, à la condition de se fonder sur une analyse complète du problème et de chercher surtout à éviter le piège des idéologies réductionnistes.

LE DEVOIR : Jan Wong s'est discréditée, par Jean Charest, Premier ministre du Québec - Édition [du mercredi 20 septembre 2006](#)

Monsieur Edward Greenspon, Éditeur en chef, The Globe and Mail
Monsieur,

Mercredi dernier, Montréal a vécu un événement tragique qui a affligé tous les Québécois. Les étudiants ont courageusement repris lundi le chemin du Collège Dawson en souhaitant que les rejoignent bientôt leurs camarades encore hospitalisés. Nous partageons leur douleur et leur tristesse.

Les événements qui se sont produits au Collège Dawson n'obéissent à aucune raison. Ils nous ont rappelé des souvenirs

douloureux. À nous, Québécois, mais aussi à des Américains, des Français, des Irlandais, des Russes et à tous ces peuples qui ont déploré des tragédies semblables au cours des dernières années. Ce drame nous rappelle aussi la fusillade survenue au centre-ville de Toronto le 26 décembre 2005.

Dans ce genre de situation, il est pour le moins risqué de s'aventurer sur le chemin de l'explication ou de la comparaison sans basculer dans le fossé de la bêtise. À ce jeu, Mme Jan Wong se sera discréditée.

J'ai été choqué et déçu par cette analyse sectaire, publiée dans l'édition du samedi 16 septembre, dans laquelle Mme Wong attribuait à l'affirmation du fait français au Québec la source profonde de la fusillade du Collège Dawson ou de celle de Polytechnique survenue en 1989.

Les Québécois forment moins de 3 % de la population du continent. À travers les siècles et les aléas de l'histoire, nous sommes parvenus à préserver notre langue et notre culture. Nous avons su le faire en nourrissant les plus grands idéaux démocratiques et en accueillant chaque année des dizaines de milliers de personnes venues des quatre coins du monde pour participer à la construction d'une société libre et fière de sa différence.

Notre langue commune, loin d'aliéner notre métropole, comme le soutient injustement Mme Wong, contribue au contraire de manière puissante au caractère cosmopolite de Montréal et à la nord-américanité unique du Québec.

Parce que nous parlons français, parce que nous sommes fiers de le faire et parce que cette langue est le premier instrument de notre liberté, nous avons tendu des ponts par-dessus l'océan, noué des liens avec les autres peuples, en particulier de la francophonie mondiale, et contribué de ce fait à la diversité canadienne.

Le texte de Mme Wong est une disgrâce. Il témoigne d'une ignorance des valeurs canadiennes et d'une incompréhension profonde du Québec. Mme Wong devrait ainsi avoir la décence de s'excuser auprès de tous les Québécois.

LE DEVOIR : Charest réclame des excuses - Édition *du mercredi 20 septembre 2006*

Antoine Robitaille

Québec -- Dans un geste rare, le premier ministre du Québec Jean Charest a écrit au Globe and Mail, hier, pour réclamer des excuses de la part de sa journaliste Jan Wong (voir le texte en page Idées). Mme Wong a publié samedi un article sur la fusillade au Collège Dawson, dans lequel elle imputait en grande partie aux tensions linguistiques et au racisme des «pures laines» les différentes tueries survenues dans les établissements d'enseignement à Montréal au cours des dernières décennies (Polytechnique, Concordia, Dawson).

M. Charest dit avoir été «choqué et déçu par cette analyse sectaire». Il considère que le texte de Mme Wong est une honte [une «disgrâce», écrit-il] et «témoigne d'une ignorance des valeurs canadiennes et d'une incompréhension profonde du Québec». Selon lui, Mme Wong devrait «avoir la décence de s'excuser auprès de tous les Québécois».

Au Globe and Mail, hier, le bureau de l'éditeur Edward Greenspon s'est refusé à tout commentaire. «Nous avons reçu la lettre, mais nous n'émettrons aucun commentaire», a répondu l'adjointe de M. Greenspon, sans préciser si le journal allait publier ou non la missive de M. Charest. Au reste, comme lundi, lorsque la polémique a éclaté, Le Devoir a tenté de joindre Mme Wong, mais elle n'a pas rappelé.

Dans sa lettre, le premier ministre en a profité pour dire que les événements d'il y a une semaine n'étaient pas sans précédent

puisque'ils rappelaient des tragédies du même type survenues aux États-Unis, en France et en Allemagne. Sans compter «la fusillade survenue au centre-ville de Toronto le 26 décembre 2005», note M. Charest. Se portant à la défense du fait français, M. Charest affirme aussi que «loin d'aliéner notre métropole, comme le soutient injustement Mme Wong, [la langue française] contribue au contraire de manière puissante au caractère cosmopolite de Montréal et à la nord-américanité unique du Québec».

Délire diffamatoire

D'autres critiques de l'analyse de Mme Wong se sont fait entendre aujourd'hui. À la Chambre des communes à Ottawa, le député bloquiste de Saint-Lambert, Maka Kotto a lu une déclaration dans laquelle il a dénoncé «avec force» les affirmations de la journaliste. «Prétendre qu'il puisse y avoir un lien quelconque de cause à effet entre l'épisode dramatique du Collège Dawson et la loi 101 -- qualifiée d'"infâme" par la journaliste -- relève d'un délire diffamatoire déconnecté de la réalité québécoise.» M. Kotto a ajouté qu'en tant qu'immigrant, il s'est senti «très rapidement le bienvenu» dans la société québécoise. Selon lui, on tolère trop facilement le «Québec bashing» au Canada anglais. M. Kotto a ensuite invité le gouvernement conservateur et les autres partis d'opposition à «dénoncer sans plus tarder ces propos inadmissibles qui remettent en question les choix de la société québécoise, ses valeurs et ses fondements». Au moment où nous écrivions ces lignes, aucun parti n'avait répondu à l'appel du député Kotto.

LA PRESSE : Chronique : La loi 101 qui tue, par *Yves Boisvert* - Le mercredi 20 sept 2006

Après la musique, Internet, les jeux vidéo, le manque de surveillance parentale, notre société sans amour, la sous-culture gothique, voilà qu'une nouvelle théorie nous arrive directement de Toronto pour expliquer la tuerie du collège Dawson: c'est la faute à la loi 101.

Ce n'est que l'opinion d'une journaliste de Toronto, Jan Wong, mais il se trouve que Mme Wong est une des vedettes du Globe & Mail, un endroit où l'on prétend publier le meilleur journal au Canada, et où les dirigeants ne se prennent pas pour des noyaux de prune.

Avouez que vous n'y aviez pas pensé. Marc Lépine. Valery Fabrikant. Kimveer Gill. Tous rendus fous et meurtriers par les chicanes linguistiques.

La théorie de la chronique de Mme Wong est que ce n'est pas un hasard si les trois fusillades dans des institutions postsecondaires canadiennes ont eu lieu à Montréal (elle exclut les autres écoles de son décompte).

Elle poursuit en disant que les trois auteurs de ces tueries ont un point en commun: ils sont immigrés et de ce fait marginalisés dans une société qui valorise les «pure laine». Car voyez-vous, partout, il est répugnant de parler de pureté raciale, mais pas au Québec.

Pour moi, l'abbé Groulx est devenu à la mode à Toronto. Ici, je ne me souviens pas avoir entendu quelqu'un même évoquer

vaguement l'idée de pureté raciale sur la place publique sans se faire lancer des tomates.

Qu'importe. C'est bien connu: tout phénomène observable au Québec, de la pluviométrie au taux d'introductions par effraction en passant par la récolte annuelle de chevreuil, tout, absolument tout ce qui se passe ici est explicable par une seule véritable raison profonde, la causa causans des choses québécoises: l'infâme loi 101 !

Marc Lépine est né dans les années 60. Il avait un père algérien. Il était francophone, il a évolué dans un milieu francophone.

Valery Fabrikant est né dans les années 40 en Russie, où il a été éduqué. Il y a commencé sa carrière comme ingénieur et déjà, ses troubles de la personnalité s'y manifestaient. C'est dans la quarantaine qu'il a immigré au Québec.

Kimveer Gill est né au Québec en 1981. Ses parents sont des immigrés indiens. Il a fait toutes ses études au Québec dans le réseau anglais.

Trois cas totalement différents, sans aucun rapport entre eux, ni par leur pattern social, ni par leurs obsessions, ni par rien, sauf qu'ils ont utilisé une arme pour tirer sur des innocents dans une maison d'enseignement.

Il n'y pas l'ombre de l'apparence d'une possible marginalisation due au nationalisme québécois, même imaginaire, dans l'un quelconque de ces trois cas tragiques.

Nulle part dans la lettre de suicide laissée par Marc Lépine n'est-il question de langue, ou du fait qu'il ait été mis de côté à cause de l'origine de son père. On sait qu'il a vécu dans un milieu familial violent, que son père détestait les femmes, on sait que son propre délire était fixé sur les femmes et le féminisme. On sait qu'il a tué 14 jeunes femmes et en a blessé 13.

Nulle part dans les innombrables poursuites, lettres, griefs, etc. de Valéry Fabrikant n'est-il question de langue. Une enquête de *The Gazette* l'a démontré: il a apporté ses problèmes dans ses bagages. Il prétendait que des collègues lui volaient ses idées, et c'est à eux précisément qu'il voulait s'en prendre. Il a tué quatre personnes et en a blessé une autre, après des mois de harcèlement et de menaces de sa part.

Kimveer Gill, dans tout ce qu'il a écrit sur son site Internet, et de tout ce qu'on sait de lui jusqu'à maintenant, n'a jamais évoqué de frustrations dues à son statut de fils d'immigrés. Sa mère a même dit à notre reporter qu'il adorait le Canada et Montréal.

Où est donc le fait sur lequel appuyer cette thèse morbide? Il y a des lois linguistiques qui forcent les enfants immigrés à apprendre le français; il y a eu trois tueries à Montréal par des gens d'origine étrangère; donc cela explique ceci. Il y a des crocodiles en

Australie; il y a des champions nageurs en Australie; donc les crocodiles font nager les gens plus vite. Logique, non?

Je connais suffisamment de journalistes au *Globe* pour savoir que le point de vue loufoque de Jan Wong ne représente rien. Ce qui me trouble, c'est que quelqu'un a mis en page ce texte en estimant qu'il était légitime d'avancer que le nationalisme a des effets meurtriers au Québec, même sans aucune preuve, aucun fait à l'appui. C'est sérieux.

Le formidable de l'affaire, c'est qu'aucun analyste, dans la presse francophone, n'a tenté un rapprochement odieux entre ces crimes et l'origine étrangère des auteurs, pour tenter d'en tirer une quelconque explication bidon. La xénophobie est donc dans l'oeil de l'observatrice.

Ces trois cas sont différents, ils ont leur logique psychologique propre et unique, que d'ailleurs nous ne connaissons que partiellement.

Ce sont trois tragédies montréalaises, et à moins d'une preuve minimalement convaincante, c'est un triste hasard si elles ont eu lieu ici.

Écrire le contraire relève de l'ignorance crasse, ou du mépris, ou de la malhonnêteté, ou de tout ça. On le voit: il n'y a pas que les politiciens qui veulent faire avancer leurs thèses sur le dos des morts.

LA PRESSE : Charest demande des excuses à l'analyste du *Globe and Mail* - Le mercredi 20 sept 2006

[Denis Lessard](#)

Québec

En soutenant que la tragédie du collègue Dawson prenait sa source dans l'ethnocentrisme des Québécois francophones, l'analyste du *Globe and Mail*, Jan Wong, a «basculé dans le fossé de la bêtise», estime le premier ministre Jean Charest.

Dans une réplique vitriolique à la chronique publiée samedi par le quotidien torontois, M. Charest affirme que ce texte, «une disgrâce», «témoigne d'une ignorance des valeurs canadiennes et d'une incompréhension profonde du Québec. Mme Wong devrait avoir ainsi la décence de s'excuser auprès de tous les Québécois», soutient M. Charest dans une lettre publique, transmise au rédacteur en chef du *Globe and Mail*, Edward Greenspon.

Dans son texte, critiqué dès lundi par la Société Saint-Jean-Baptiste qui a déposé une plainte au Conseil de presse, Mme Wong

soutenait que les attentats de Marc Lépine, Valéry Fabrikant et Kimveer Gill avaient un déclencheur commun. Les responsables des attentats de Polytechnique, Condordia et Dawson «avaient tous trois été marginalisés par une société qui valorise l'ascendance pure laine», écrivait-elle.

M. Charest dit «avoir été choqué et blessé par cette analyse sectaire», qui «attribue à l'affirmation du fait français au Québec la source profonde de la fusillade au collègue Dawson ou de celle de Polytechnique».

«Notre langue commune, loin d'aliéner notre métropole, comme le soutient injustement Mme Wong, contribue au contraire de manière puissante au caractère cosmopolite de Montréal et à la nord-américanité unique du Québec», a plaidé M. Charest.

Charest somme le *Globe* de s'excuser

Presse canadienne

Piqué au vif par un texte vitriolique sur le Québec paru samedi dans le *Globe and Mail*, le premier ministre Jean Charest demande au quotidien torontois de présenter ses excuses aux Québécois.

En guise de réplique, M. Charest a expédié une lettre au ton mordant (voir p. 25) à l'éditeur du prestigieux quotidien, Edward Greenspon, hier, afin de dénoncer la prose à caractère ethnique de la journaliste Jan Wong, relativement à la fusillade survenue au Collège Dawson la semaine dernière.

Le quotidien a accepté de publier sa lettre dans son édition de ce matin dans la page réservée à l'opinion des lecteurs, mais la direction du journal s'est refusée à

tout commentaire, hier soir.

Le bureau de M. Greenspon a refusé de dire si le quotidien allait ou non faire amende honorable et présenter ses excuses au Québec.

« Le texte de M^{me} Wong est une disgrâce. Il témoigne d'une ignorance des valeurs canadiennes et d'une incompréhension profonde du Québec. M^{me} Wong devrait ainsi avoir la décence de s'excuser auprès de tous les Québécois », conclut le premier ministre Charest, dans sa lettre à l'éditeur.

À la suite de la fusillade survenue au Collège Dawson, M^{me} Wong, qui est d'origine québécoise, a écrit un long texte analytique, samedi, qui a aussitôt soulevé la controverse, en raison des conclusions à caractère politique qu'elle donne à la tragédie.

Ainsi, elle n'hésite pas à affirmer que ce genre de tueries ne

survient qu'au Québec, et que s'il est répugnant de parler de pureté raciale ailleurs au Canada, ce n'est pas le cas au Québec.

« Le texte de M^{me} Wong est une disgrâce »

— Le premier ministre Jean Charest

Dans son texte, elle associe le geste du tireur de Dawson, Kimveer Gill, à l'auteur de la tuerie de Polytechnique, Marc Lépine, d'origine en partie algérienne, de même qu'au tireur de l'Université Concordia, Valéry Fabrikant.

Selon elle, les trois ont en commun une origine étrangère et aus-

si de vivre à Montréal, où les immigrants ont beaucoup de difficulté à s'adapter aux lois linguistiques favorables au français, dans un Québec intolérant qui valorise les citoyens d'ascendance « pure laine ».

« Bêtise » que tout cela, réplique M. Charest, en faisant valoir qu'il est « pour le moins risqué de s'aventurer sur le chemin de l'explication ou de la comparaison ».

Dans sa lettre, le premier ministre défend vigoureusement la bataille historique menée par les Québécois pour affirmer le fait français chez eux, dans le respect de ceux qui parlent une autre langue. « À travers les siècles et les aléas de l'histoire, écrit-il, nous sommes parvenus à préserver notre langue et notre culture. »

La langue française, « loin d'aliéner notre métropole, comme le soutient injustement M^{me} Wong, contribue au contraire de manière

puissante au caractère cosmopolite de Montréal et à la nord-américanité unique du Québec ».

De son côté, le député bloquiste de Saint-Lambert, Maka Kotto, a lu une déclaration en Chambre, à Ottawa, dans laquelle il soutient que « prétendre qu'il puisse y avoir un lien quelconque de cause à effet entre l'épisode dramatique du Collège Dawson et la loi 101 — qualifiée d'infâme par la journaliste — relève d'un délire diffamatoire déconnecté de la réalité québécoise ».

« Le Québec est une société inclusive, accueillante et agréable à vivre. En tant qu'immigrant, je m'y suis senti très rapidement le bienvenu et je déplore qu'on puisse remettre en question l'ouverture du peuple québécois », a-t-il dit, invitant le gouvernement fédéral à dénoncer les propos de M^{me} Wong.

JOURNAL DE MONTRÉAL Article du *Globe and Mail* : Charest exige des excuses - Une journaliste a lié la fusillade du Collège Dawson à la loi 101 - Mercredi 20 septembre 2006

ARTICLE DU *GLOBE AND MAIL* **Charest exige des excuses** ■ Une journaliste a lié la fusillade du Collège Dawson à la loi 101

QUÉBEC | Geste exceptionnel, le premier ministre Jean Charest a exigé hier des excuses publiques au quotidien *The Globe and Mail* pour avoir fait porter la responsabilité du drame du Collège Dawson sur le dos de la loi 101.

YVES CHARTRAND
Le Journal de Montréal

Dans une lettre qu'il a fait parvenir au rédacteur en chef du quotidien torontois, Edward Greenspon, le premier ministre qualifie de « disgrâce » un reportage de la journaliste Jan Wong sur les événements de Dawson paru dans l'édition de samedi.

« Il témoigne d'une ignorance des valeurs canadiennes et d'une incompréhension profonde du Québec. M^{me} Wong devrait avoir la décence de s'excuser auprès de tous les Québécois », s'indigne Jean Charest.

« J'ai été choqué et déçu par cette analyse, sectaire dans laquelle M^{me} Wong attribue à l'affirmation du fait français au Québec la source profonde de la fusillade du Collège Dawson ou celle de Polytechnique en 1989. » A ce jeu, ajoute Jean Charest, « M^{me} Wong se sera discréditée ».

Contribution à la diversité

Le premier ministre estime que contrairement à ce que soutient *The Globe and Mail*, la langue française n'a pas aliéné la métropole mais a contribué « de manière puissante au caractère cosmopolite de Montréal et à la nord-américanité unique du Québec ».

« Cette langue est le premier instrument de notre liberté », dit-il, et a contribué « à la diversité canadienne ».

Les événements de Dawson « n'obéissent à aucune raison » et rappellent des souvenirs douloureux similaires survenus ailleurs, incluant « la fusillade au centre-ville de Toronto le 26 décembre 2005 », prend la peine de souligner Jean Charest.

Dans son reportage, la journaliste écrit qu'il faut « ce que beaucoup de gens (...) ne réalisent pas, c'est l'aliénation que des décennies de batailles linguistiques ont pu amener à cette ville jadis cosmopolite », et conclut que les Marc Lépine, Valéry Fabrikant et Kimveer Gill « avaient en commun « d'avoir été marginalisés dans une société qui favorise les pure laine » francophones ».

THE GLOBE AND MAIL : Letter : Narrow-minded analysis, by Jean Charest, Premier of Quebec - Wednesday, September 20, 2006

Quebeckers make up less than 3 per cent of the North American population. Over the centuries, through the vicissitudes of history, we have managed to preserve our language and culture and, in so doing, cherished the highest democratic ideals. Every year, we welcome tens of thousands of individuals from the four corners of the Earth, people who contribute to building a free society in Quebec, a society that is proud of its difference.

Our common language — far from a blemish on our city, as Ms. Wong incorrectly asserts — represents a vital part of Montreal's cosmopolitan character and is what makes Quebec unique in North America.

Because we speak French, because we are proud of our language, and because it is the first instrument of our freedom, we have reached out across oceans, built ties with the other nations, in particular with the global French-speaking community, and thereby contributed to Canadian diversity.

Ms. Wong's article is a disgrace. It betrays an ignorance of Canadian values and a profound misunderstanding of Quebec. She should have the decency to apologize to all Quebeckers.

JEAN CHAREST, Premier of Quebec



'Pure laine' is simply pure nonsense



ANDRÉ PRATTE

An article in Saturday's *Globe and Mail* contained a startling and offensive suggestion. Writing of the aftermath of last week's Dawson College shooting, reporter Jan Wong argued that the three shootings that occurred in Montreal colleges and universities since 1989 find their source in the marginalization of anglophones and immigrants caused by Quebec's "infamous language law."

Everyone is entitled to his or her opinion. But the privilege of a pulpit as prestigious as *The Globe and Mail* carries responsibilities. One should, at the very least, explain how her opinion was arrived at, what facts it was based on. Yet, no basis for the speculation was offered. In each of the Polytechnique, Concordia and Dawson shootings, Ms. Wong observed, "the perpetrator was not *pure laine*" and "all of them had been marginalized in a society that valued *pure laine*." Really?

Marc Lépine, the 1989 École Polytechnique killer, was the son of an Algerian immigrant and a French-Canadian mother. In an explicit letter, and to his victims just before he shot them, he explained his horrific act by his hatred of feminists. No mention whatsoever of language or race issues. All his 14 victims were women. Valéry Fabrikant, who shot four colleagues at Concordia University in 1992, was so marginalized by Québec's Bill 101 that he worked . . . in one of Québec's three English language universities! His four victims were from anglo or immigrant backgrounds. What a strange

way to express his supposed anger against the *pure laine*. As for the Dawson College killer, Kimveer Gill did not write a word about linguistic issues on his blog, studied all his life in English schools and went on to express his frustration . . . in an English language college against young people studying in English.

One can obviously disagree with Bill 101. However, the suggestion that it was somehow to blame for murders committed by obviously deranged men is irresponsible. How does Jan Wong explain the 1999 Taber shooting in Alberta? The series of recent handgun murders in Toronto? Or the numerous similar incidents in the United States? Were the shooters of the Columbine high school in 1999 angry at René Lévesque? Maybe documentary maker Michael Moore missed something.

"What many outsiders don't realize is how alienating the decades-long linguistic struggle has been in the once-cosmopolitan city [of Montreal]," she writes. It seems to me that Ms. Wong, although herself a Montrealer, is the outsider here. What is left of Québec's language legislation has been approved, and the case of commercial signs even proposed, by Canada's Supreme Court. And Montreal, like all Canadian cities, is more cosmopolitan today than it has ever been.

The linguistic struggle Ms. Wong mentions has long been over. The proof is in the huge wave of sympathy expressed by Quebecers of all origins after the shootings. It is also in the fact that all Dawson College students interviewed by the media after the tragedy spoke fluent French.

What concerns me the most about Ms. Wong's unchecked suggestion is that it may serve to perpetuate prejudices. While letters from *Globe* readers criticizing the Wong argument give me heart, separatists in Québec already have started to use the article to bolster their case, deploring the insulting perception of Québec society held by English Canadians. When such a suggestion as Jan Wong's appears in print, federalists like myself are hard put to contradict them.

André Pratte is editorial pages editor of La Presse.

Narrow-minded analysis

Last Wednesday, Montreal was the site of a tragic event that has deeply troubled all Quebecers. On Monday, students courageously returned to Dawson College in the hope that their hospitalized schoolmates would soon join them. We share their pain and sadness.

The recent events at Dawson College seem to defy all logic. These events have brought back painful memories for all of us in Québec, as well as for people in the United States, France, Ireland, Russia and all other nations who have experienced similar tragedies in recent years. This tragedy is certainly reminiscent of the shootings that took place in downtown Toronto on Dec. 26, 2005.

In this kind of situation, anyone who ventures to put forward explanations or comparisons at the very least risks making a fool of himself. Jan Wong has certainly discredited herself with her gamble.

I was shocked and disappointed by the narrow-minded analysis published on Saturday, Sept. 16 (*'Get Under The Desk'*), in which Ms. Wong sought to identify the affirmation of French culture in Québec as the deeper cause of the Dawson College shootings and the killings at École Polytechnique in 1989.

THE GLOBE AND MAIL : Opinion: "Pure laine" is simply pure nonsense, by André Pratte, editor, La Presse- Wednesday, September 20, 2006

Globe and Mail article disgraceful, Charest says

Premier Jean Charest has denounced an article written by Globe and Mail reporter Jan Wong as a "disgrace" for its implication that Quebec culture is to blame in the shooting at Dawson College last Wednesday.

In a letter to the newspaper's editor in chief, dated yesterday, Charest declared he is "shocked and disappointed" by Wong's article, published Saturday.

Calling on Wong to apologize to all Quebecers, Charest writes that the article "betrays an ignorance of Canadian values and a profound misunderstanding of Quebec."

In the article, Wong wrote: "What many outsiders don't realize is how alienating the decades-long linguistic struggle has been in the once-cosmopolitan city."

The piece argues the three gunmen responsible for shooting attacks at Montreal schools – including Kimveer Gill, 25, who opened fire at Dawson College last week – had been "marginalized, in a society that valued pure laine," defined by Wong as "the argot for a 'pure' francophone."

"Elsewhere, to talk of racial 'purity' is repugnant. Not in Quebec," Wong wrote.

The Société St. Jean Baptiste de Montréal has lodged a complaint with the Quebec Press Council as a result of Wong's article.

"After experiencing the tragedy of last Wednesday's shootings, we in Quebec should be comforted, not confronted with far-flung theories," said Jean Dorion, president of the Société, a nationalist group based in Montreal.

"The Globe and Mail is the biggest and most prestigious paper in Canada," he said. "Those outside Quebec, and outside Canada, will judge us by this article. And that is not acceptable."

The Société is seeking an apology and a correction from the Globe and Mail and from Wong.

In a statement read aloud before the House of Commons yesterday, Bloc Québécois MP Maka Kotto denounced Wong's article and called on the Conservative government and opposition parties to do the same.

Wong could not be reached for comment.

To read the full text of Charest's letter, go to Editor's Picks at montrealgazette.com

KATE LUNAU

LE DEVOIR : Les écoles devront revoir leurs mesures d'urgence - Édition du vendredi 15 septembre 2006

Les écoles devront revoir leurs mesures d'urgence

15189106

MARIE-ANDRÉE CHOUNARD

La totalité des écoles, cégeps et universités du Québec devront faire une mise à jour de leurs mesures d'urgence, comme le leur a demandé hier le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Jean-Marc Fournier.

Au lendemain de la fusillade qui a semé l'émoi au Collège Dawson et frappé Montréal en plein cœur, la sempiternelle question de la sécurité des établissements scolaires était sur toutes les lèvres. Doit-on transformer les écoles en forteresses ou protéger la liberté de circulation dans ces lieux publics?

Sans répondre à la question, le ministre Fournier a bifurqué vers les mesures d'urgences nécessaires dans les écoles, invitant les établissements des trois réseaux à « saisir l'occasion pour voir s'il y a quelque chose à bonifier », comme il l'a indiqué hier après-midi, flanqué du premier ministre Jean Charest et du ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis. « Nous avons demandé aux trois réseaux, commissions Daniel Dancause, collèges et universités, aux responsables de la Société Prudent, scolaires, collèges et universités, de faire une mise à jour, de revoir leurs procédures en matière de sécurité, de faire une mise à jour de leur expertise de la Sécurité publique, a-t-il affirmé, ajoutant que l'expertise de la Sécurité publique leur a été offerte.

Le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Bouchier, a effectivement reçu un mandat du MELS hier le priant de « s'assurer que les collèges ont des mesures et des plans d'urgence qui tiennent compte de tous les impératifs », a-t-il expliqué en fin de journée. « J'ai compris que le ministère voulait simplement qu'on fasse des mises à jour de nos mesures d'urgence et non pas que nous transformions nos collèges en prisons. »

Les collèges ne voient pas d'un bon œil la sécurité maximale qui a par exemple coloré certaines écoles américaines à la suite de tragédies comme celle qui a frappé l'école secondaire Columbine, au Colorado, en 1999. « Non, ce n'est pas nécessaire et complètement non avenue », a ajouté M. Bouchier. « Les cégeps sont des lieux publics et ouverts, et ils doivent le rester. »

Les étudiants abondent dans ce sens. « L'acte est très barbare, mais il s'apparente plutôt à un cas isolé, alors je crois qu'il ne faut pas faire tout un plat avec la sécurité dans les écoles et en faire une paranoïa », a indiqué hier le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECCQ), Étienne Hudon-Gagnon. Cette fédération étudiante affirme d'ailleurs que l'essentiel de son message, au cours des prochains jours, servira à rassurer les étudiants et à éviter la propagation de tout sentiment de panique.

Plutôt que l'achat de détecteurs de métal ou de métaux de surveillance, l'embauche de gardiens de sécurité ou la fouille systématique de tous les sacs, c'est sur la création d'une « culture de la sécurité » que les établissements scolaires devraient miser, croit Daniel Dancause, président de la Société Prudent, une firme spécialisée dans la formation des agents de sécurité scolaires en matière de sécurité.

« Malheureusement, ça prend ce type d'événement pour réhausser d'un cran le niveau de sensibilité des gens et permettre de faire une véritable présentation », explique M. Dancause, dont la firme a guidé de nombreuses commissions scolaires et directions d'école dans la préparation des mesures de sécurité et des plans d'urgence. « C'est une manière de remettre à jour et à l'ordre notre pensée en matière de sécurité. »

S'il croit que les écoles primaires — des lieux plus petits abritant une clientèle plus jeune — doivent se fermer le plus possible à la circulation libre, les cégeps et les universités, à l'inverse, sont presque impossibles à protéger entièrement et, surtout, de tout. « Il y a des milliers de personnes qui y passent, souvent des adultes, et ces établissements sont en milieu urbain », a affirmé M. Dancause. « Quand bien même vous choisiriez toutes les mesures, cela ne garantirait aucune protection totale. »

La véritable protection vient surtout d'une solide prévention, « qui fera moins de victimes le jour où une tragédie comme celle de Dawson surviendra », a-t-il affirmé. « Et si on choisit des mesures de sécurité, il faut croire à la souplesse et ne pas miser sur un plan uniforme et égal partout. Quand des événements comme ceux-là surviennent, on voudrait des solutions toutes faites et tout de suite. Mais c'est à travers la prévention et la formation qu'on peut le mieux se protéger. Avoir un plan d'urgence mais ne pas le divulguer à son monde, ça ne voudra pas plus que la feuille sur laquelle il tient. »

Le Devoir
Avec la collaboration de Kathleen Lévesque

Les étudiants de Dawson se sont sentis abandonnés

Le directeur du collège les trouve bien sévères dans les circonstances 15 | 09 | 06

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Au lendemain de la tragédie qui a fauché au moins une des leurs, les étudiants du Collège Dawson ont vivement critiqué la direction du cégep en raison de son incapacité à bien entourer les centaines de jeunes désenparés par l'ampleur du drame. L'administration a immédiatement réfuté cette accusation, la jugeant « excessive » et déplacée dans un contexte déjà difficile.

C'est un des principaux messages qu'a martelés hier la Dawson Student Union (DSU) devant la presse: par la voix de sa présidente, Melanie Hotchkiss, l'association a déploré le manque de collaboration du personnel de direction dans la gestion de la crise, mercredi. Elle s'étonne d'avoir reçu un soutien important de la part de collègues de Concordia, par

exemple, et affirme n'avoir pas réussi à communiquer avec le personnel de direction dans les instants qui ont suivi le drame.

« Même si cette solidarité spontanée entre étudiants était normale, je ne comprends pas qu'on n'ait pas réussi à avoir cette collaboration de la part de la direction », a dénoncé Mme Hotchkiss. « On est déçus parce qu'on sait qu'en collaborant avec l'administration, on aurait pu aider beaucoup plus d'étudiants que ceux qu'on a réussi à aider hier. »

Les étudiants s'étonnaient par exemple d'avoir reçu de l'aide spontanée de certains organismes et associations montréalais, par rapport au silence de l'administration du collège.

« Ce n'est pas normal que ce soit d'autres étudiants qui aient eu à soutenir les étudiants de Dawson », a renchéri Justin Levy, vice-président aux affaires ex-

ternes de la Concordia Student Union (CSU). « Je pense que ça aurait dû être la responsabilité de la direction de Dawson de s'assurer qu'il y ait un lieu pour recueillir les étudiants. »

Presque immédiatement après les premiers moments de la tragédie, les responsables de l'association étudiante de l'université Concordia ont en effet offert spontanément refuge et soutien à leurs compères du collège. Entre 250 et 400 étudiants s'y seraient d'ailleurs réfugiés mercredi après-midi.

Encore sous le choc d'avoir « vécu le pire », le directeur du Collège Dawson, Richard Filion, a fait état de son désarroi devant de tels commentaires de nature « politique ». « Si la présidente de la DSU avait voulu entrer en contact avec moi, elle aurait très bien pu le faire », a indiqué le directeur du collège, précisant qu'il n'en voulait pas aux jeunes pour ces propos « un peu excessifs ».

Tôt hier matin, une équipe de l'école secondaire américaine Columbine, qui a traversé un drame du genre en 1999, avait joint les administrateurs du collège afin de leur offrir leur soutien pour composer avec les conséquences d'un tel événement. « Nous avons tenté de les joindre aujourd'hui », a indiqué M. Filion.

Si le collège demeurera fermé pendant que les enquêteurs feront leur travail, les cours doivent reprendre dès lundi. « Je crois que ce sera très difficile pour tous les étudiants de reprendre les cours lundi », a affirmé Melanie Hotchkiss. Une ligne téléphonique de soutien a été mise en place et des informations sont acheminées aux étudiants sur les sites Internet du collège et des associations étudiantes.

Le Devoir

LA PRESSE : Le soutien aux proches s'organise - Vendredi 15 septembre 2006

Malorie Beauchemin

Au lendemain de la tragédie qui a secoué le collège Dawson, l'heure était au recueillement et à l'action pour ceux qui préparent la suite des choses.

À plusieurs endroits autour de l'établissement dont l'accès était encore interdit, des fleurs se sont accumulées, toute la journée, au pied de la clôture. Des témoignages de sympathie, de courage et d'espoir, provenant d'étudiants, mais surtout de simples citoyens.

« Aux victimes et à leurs familles, vous êtes dans nos cœurs », raconte une affiche installée sur la clôture du collège, au coin de la rue Atwater et du boulevard de Maisonneuve. Les auteures, Sophie Splawinski et Carla Calendrini, ont fréquenté Dawson (Sophie y étudie encore) et voulaient apporter leur soutien, par cette affiche, quelques fleurs et des chandelles.

Quelques dizaines de bouquets jonchaient le sol à cet endroit, le plus près du périmètre de sécurité entourant la partie sud du collège. Parmi eux, une petite carte était cachée derrière quelques roses. « Mes plus sincères condoléances à la famille d'Anastasia. Mes prières vont à ceux qui se battent pour leur vie », pouvait-on lire, dans la langue de Shakespeare.

Sous la pluie battante, des Montréalais sont venus porter une quinzaine de bégonias en pots, devant la clôture d'une des entrées principales, rue Sherbrooke. À côté, une note, protégée de la pluie par une pellicule plastique, disait : « Devant ce douloureux coup du sort, nous sommes à la fois tristes et décontenancés. »

La direction du collège, encore sous le choc, a mis plus de temps à réagir. « C'est un coup de tonnerre dans un ciel sans nuage », a dit le directeur de Dawson, Richard Filion, en conférence de presse. Mais la panique et le chaos de la veille ont laissé place à l'organisation.

Le collège restera fermé jusqu'à lundi, mais les cours ne devraient reprendre que mardi. « Nous voulons que les élèves et les employés viennent se rassembler et se reconforter lundi, a expliqué M. Filion. Ce sera le moment aussi de venir chercher tous les effets personnels laissés derrière eux. » D'ici là, l'administration de l'école

doit rassembler tous les objets personnels dans une salle où les collégiens pourront les reprendre.

Plus tôt dans la journée, les représentants de l'association des élèves de Dawson (DSU) ont tenu une conférence de presse afin de remercier les nombreuses organisations qui les ont aidés pendant la journée chaotique de mercredi. Plus de 300 collégiens de Dawson s'étaient réfugiés à l'Université Concordia. Mais au passage, les représentants n'ont pas manqué de critiquer l'absence de la direction au moment de gérer les évacués.

« Je suis déçue de ne pas avoir eu de contacts avec l'administration. Ça a été une journée difficile pour tout le monde, a affirmé Mélanie Hotchkiss, présidente du DSU. Les étudiants ne savaient pas quoi faire. Une chance que nous ayons des liens avec Concordia. J'ai été impressionnée par la capacité des étudiants à se mobiliser pour nous venir en aide. »

Le DSU a déploré le manque de communication et de collaboration de la direction. Du côté du collège, M. Filion a jugé les critiques « très sévères » compte tenu de la situation.

Soutien psychologique

Chacun de son côté, les élèves et la direction ont prévu des services de soutien aux victimes et leurs proches. L'Université Concordia – qui prête ses locaux au DSU le temps que le collège soit rouvert – abrite maintenant un centre d'aide aux cégépiens où ils peuvent rencontrer un psychologue, entre 9 h et 22 h. Les élèves offrent aussi le soutien téléphonique en collaboration avec Tel-jeunes et le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels.

Dawson a mis sur pied deux lignes téléphoniques d'urgence, dont les numéros apparaissent sur le site Internet de l'établissement. La Santé publique a aussi mis à la disposition du public deux services. Il s'agit d'une ligne particulière pour les gens du collège, les proches et les familles, en plus d'avoir augmenté le nombre de répondants sur les lignes habituelles d'Info-Santé. La direction de Dawson a finalement annoncé qu'une vingtaine de conseillers seraient au collège, lundi, pour aider les gens dans le besoin.

Avec la collaboration de Hugo De Grandpré.

LA PRESSE : Dawson ne deviendra pas une forteresse - Le vendredi 15 sept 2006

Marie Allard, Malorie Beauchemin

Dawson va réviser sa sécurité. « Les événements nous obligeront à réévaluer nos stratégies en cas d'urgence et d'évacuation », a déclaré hier Richard Filion, directeur du cégep touché par la tragédie. Mais pas question pour lui de « faire de Dawson une forteresse ». Il souhaite attendre les conclusions de l'enquête policière avant de voir ce qui pourrait être modifié. « Tout dépend du niveau de sécurité qu'on veut imposer pour prévenir des choses

qui, par définition, étaient imprévisibles, a expliqué M. Filion. Nous sommes le collège au Québec qui dépense le plus pour sa sécurité. On a 220 caméras dissimulées partout. Poster des policiers armés dans tous les coins du collège, c'est une chose à laquelle moi je ne pourrai pas me résigner en tant que directeur de collège. »

Les agents de sécurité de Dawson n'étaient pas armés. Ceux des autres cégeps et universités ne le sont pas non plus. « Pour être armés, les agents de sécurité ont besoin d'une permission spéciale,



a dit Jean-Paul Brodeur, directeur du Centre international de criminologie comparée de l'Université de Montréal. Les seuls qui soient armés de façon régulière sont les convoyeurs d'argent. » Il faut avoir un statut d'agent de la paix pour « pour se balader avec un flingue », a précisé le criminologue.

À Dawson comme ailleurs, il est impossible d'éviter tout risque. La raison en est simple : les cégeps sont des lieux publics en vertu de la loi. « Tout le monde y a accès durant les heures d'ouverture, vous, moi et n'importe qui, a indiqué Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps. Mais nous sommes tenus d'avoir des plans d'urgence et tous les collèges du Québec en ont pour prévoir des actes comme ceux-là, des incendies, etc. »

Dans son jugement sur le kirpan, la Cour suprême « a statué que nos écoles devaient assurer non pas une sécurité absolue, mais une sécurité raisonnable aux élèves qui les fréquentent, a souligné M. Boucher. On n'est pas confrontés à une obligation de résultats mais, davantage, de moyens ».

À Dawson, des téléphones d'urgence rouges sont placés dans les couloirs et des copies du plan d'évaluation sont accrochées aux murs. Une marche à suivre était prévue en cas de fuite de gaz, de déversement de liquide toxique, d'incendie ou d'urgence médicale. La funeste irruption d'un homme armé s'ajoutera maintenant à la liste.

LA PRESSE : Sécurité accrue dans les autres campus - Vendredi 15 septembre 2006

Marie Allard, La Presse

Depuis la fusillade de Dawson, l'effectif des gardiens de sécurité a été augmenté de 30 à 40% à Polytechnique. «Ils feront des rondes supplémentaires jusqu'à ce que la situation se calme», a dit à *La Presse* Michel Rose, directeur du service des immeubles.

«C'est pour reconforter et rassurer nos gens, parce qu'on a une communauté vulnérable, a expliqué hier Chantal Cantin, directrice des communications de Polytechnique. Les deux tiers de nos employés ont vécu le drame en 1989.» Ces mesures accrues sont en vigueur au moins jusqu'à lundi.

Concordia a aussi haussé sa surveillance -déjà solide- lors de la fusillade de mercredi. «Depuis la crise de Fabrikant en 1992, notre

plan de sécurité a été refait très sérieusement, a dit Christine Mota, porte-parole de Concordia. Nous avons construit un nouveau centre de sécurité à la fine pointe de la technologie. Nous sommes des leaders dans ce domaine.»

Même scénario à l'UQAM: il y avait davantage de gardes mercredi. Mais dès hier, le service de sécurité était prêt à revoir ses pratiques à la lumière des dernières informations policières, a précisé Francine Jacques, directrice des communications de l'UQAM. «Nous avons un très bon plan d'intervention, mais notre campus est ouvert sur la ville, a-t-elle indiqué. Nous avons des centaines de portes, des couloirs vers le métro et il n'y a pas de détecteurs de métal, c'est sûr.»

LE SOLEIL : Opinions : Mais c'est arrivé ici !, par Amélie Michaud, étudiante au cégep de Sainte-Foy - Vendredi 15 septembre 2006

Réflexion | Amélie Michaud, étudiante au Cégep de Sainte-Foy

Mais c'est arrivé ici !

Ce matin, je quitte le cocon familial pour me rendre à mes cours au cégep. J'aime l'école, elle représente pour moi un lieu culturel, sécuritaire et sain. Après mon cours je passe par la pharmacie et le pharmacien m'apprend qu'il vient d'y avoir une fusillade dans un collège de Montréal.

Je n'en revenais pas, mais, bon, n'ayant pas le temps de m'y attarder davantage, je suis retournée en cours. Pas un mot là-dessus! Était-ce un canular? En rentrant chez moi, je me dirige vers l'ordinateur et je consulte le site Internet du journal *Le Soleil*. Aie! Ça ne se peut pas, mais c'est arrivé, ici, au Québec, au Canada, dans le « plus meilleur » pays du monde, comme le disait notre pacifique premier ministre Jean Chrétien!

Mais maintenant, avec notre « président » guerrier qui veut que « *God bless le Canada* » avec son importante participation à la guerre et sa nouvelle législation sur les armes à feu, est-il toujours possible pour nous, Québécois et Québécoises, Canadiens et Canadiennes, d'affirmer que nous habitons le pays le



L'auteure s'inquiète de la montée récente des mœurs guerrières... au pays. Au rythme où vont les choses, « est-ce que les parents vont devoir envoyer leurs enfants dans les CPE armés? » questionne-t-elle. — PHOTO PC

plus paisible au monde? Je n'en suis plus si certaine! Déboussolée, je me suis demandé si je ne ferais pas mieux de m'acheter une belle arme rose qui s'agencerait bien avec ma sacoche et mon cellulaire...

Je déteste la guerre, les armes et toute cette industrie diabolique, mais devrais-je m'y adapter, me suicider avant qu'on ne me tue et tuer tous les gens que j'aime pour qu'ils ne soient pas victimes de la haine, mais au moins de

l'amour, avec mon beau fusil rose? Est-ce que les parents vont devoir envoyer leurs enfants dans les CPE armés? Difficile à dire. Vers où se dirige notre société? La violence qui nous entoure est néfaste, nous le savons tous, mais

est-ce pathétique à ce point?

Ça m'attriste beaucoup. Je n'ai pas choisi de venir au monde dans une époque aussi destructrice. Ma génération et celles à venir sont en péril! Aidez-nous avant qu'il ne soit trop tard! Même si la machine de la guerre est déjà en marche, 15 milliards \$ pour la guerre au Canada, je me trompe peut-être, mais c'est du jamais vu! Est-il possible sinon d'arrêter, au moins de restreindre le laxisme concernant l'armement de simples citoyens? Bien que j'aie beaucoup de respect pour notre « président », il doit réaliser que nous ne sommes pas loin d'une méchante « busherie » et j'aime Bush aussi, mais... seulement parce que l'erreur est humaine et que je n'apprécie guère la guerre!

Enfin, j'aimerais souhaiter mes condoléances aux victimes, à leurs familles, leurs amis et connaissances. Pour ceux qui y survivront, je me contenterai de leur souhaiter un prompt rétablissement et j'espère qu'ils ou qu'elles seront toujours capables de sortir de chez eux sans craindre de se faire descendre.

Bonne chance! Sincèrement.

Les cégépiens de Québec aussi ébranlés

15/09/06

Daphnée Dion-Viens
ddviens@lesoleil.com

« On n'arrête pas d'y penser. Ça aurait pu se produire ici », lance Kevin, 18 ans. Dans la cafétéria du Cégep de Sainte-Foy hier midi, la fusillade survénue au Collège Dawson mercredi était au cœur de bien des discussions.

Entre deux bouchées de sandwich, Marie-Pierre admit que les images vues à la télévision la veille vont lui rester en tête pendant quelques jours. « C'est sûr que c'est marquant, on en a parlé entre nous ce matin et personne ne comprend », dit la jeune fille de 18 ans. D'autres ont tenu de dédramatiser la situation à leur façon. « Eh, regarde le gars là-bas avec un long manteau noir! » a lancé à la blague Alexandre, 17 ans.

Le Cégep de Sainte-Foy a mis sur pied un service de soutien psychologique pour ceux qui en éprouvent le besoin, piloté par son « équipe de crise ». Quelques gardiens de sécurité ont aussi été ajoutés, pour rassurer les étudiants.

En arrivant au collège hier matin, la psychologue Hélène Morrissette a remarqué une certaine « médian- ce » dans les rangs des cégépiens : « Je dirais que les jeunes étaient un peu plus sur leurs gardes, qu'ils avaient une conscience plus aigüe de leur environnement. »

Mais en fin de journée hier, il n'y avait eu aucune demande d'aide en lien avec les événements du Collège Dawson. Dans les corridors, plusieurs jeunes ont toutefois reproché aux médias de braquer leurs projecteurs sur le mouvement gothique, auquel le tueur appartenait.

« Ils ont peur que ce mouvement soit stigmatisé et rappellent qu'ils ne faut pas généraliser », a indiqué Edith Coulombe, coordonnatrice de la vie étudiante.

Les cégeps doivent demeurer facilement accessibles

15/09/06

Guy Benjamin
gbenjamin@lesoleil.com

On ne sait jamais à quel moment un avion va nous tomber dessus, d'ajouter M. Keyes, pour illustrer son propos selon lequel on ne peut prévoir l'imprévisible. « Dites-moi comment prévenir ça. »

Au Cégep Limoilou, le directeur ne veut pas lui non plus entendre parler de mesures de contrôle contraignantes. Cartes magnétiques ou codées d'accès sont impossibles à gérer dans un cégep où circulent quotidiennement de 6000 à 7000 personnes qui empruntent une vingtaine de portes différentes, d'expliquer Maurice Carrier.

Les étudiants et le personnel ne sont pas seuls au cégep, de dire le directeur. Il faut ajouter les four-nisseurs et le public en général qui utilise les plateaux sportifs, la piscine, la salle de spectacles et les salles de cours.

Même s'il juge le plan de sécurisation très adéquat, M. Carrier parle d'une révision de ce plan, à la lumière des enseignements à tirer du drame de Dawson.

La Fédération des cégeps refuse aussi que les collèges deviennent des forteresses. « Les cégeps sont des lieux sécuritaires, mais nullement à l'abri d'un geste insensé et imprévisible comme celui de mercredi », dit-il. « Tout est imaginable », dit-il.

Lia Lévesque
Montréal

Encore sous le choc au lendemain de la fusillade qui a fait deux morts et une vingtaine de blessés, mercredi au Collège Dawson de Montréal, l'association étudiante a critiqué la direction du collège pour ne pas avoir été là pour les étudiants bouleversés, dans les minutes et les heures qui ont suivi le drame.

L'association étudiante du Collège Dawson a cherché du réconfort auprès de son association soeur, celle de l'Université Concordia, toute proche. Les deux institutions étant anglophones, les liens sont tissés plus serrés.

Les deux associations ont rencontré ensemble la presse, jeudi, dans un pavillon de l'Université Concordia, pour faire part de leurs critiques et raconter comment la journée de mercredi s'était passée pour elles.

« J'étais très déçue de ne pas avoir eu de contacts avec eux durant la journée (les membres de la direction). C'était une journée difficile pour tout le monde, les étudiants, les professeurs et

l'administration également. Alors, on a été très chanceux à Dawson d'avoir des liens avec les étudiants de Concordia, parce que si on n'avait pas eu la chance d'organiser une évacuation et d'envoyer les étudiants ici, à Concordia, il n'y aurait pas eu personne là pour les aider, ces étudiants de 17, 18 ans, qui sortaient du cégep », a relaté Melanie Hotchkiss, présidente de l'association étudiante du collège Dawson.

Il importe de souligner que comme le collège était fermé, les bureaux de la direction ne pouvaient être joints. Et les communications par téléphone portable étaient pour le moins incertaines, voire carrément impossibles.

Les étudiants se sont effectivement bien organisés entre eux. Dans les minutes ou l'heure suivant la fusillade, en effet, on voyait sur place des jeunes de l'université crier aux jeunes du Collège Dawson qu'ils pouvaient se rendre à l'université, à quelques coins de rue de là, où ils trouveraient refuge, couverture, boisson, nourriture et même de l'aide psychologique.



RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Fusillade à Dawson : L'association des étudiants critique la direction - Mise à jour le jeudi 14 septembre 2006 à 21 h 20

Plus d'info : Audio et Vidéo

[Anne-Louise Despatie résume les griefs de l'association étudiante du collège Dawson.](#)

[Emmanuel Martinez fait part de la réaction du Collège Dawson aux critiques des associations étudiantes.](#)

[Nathalie Babin-Gagnon raconte que l'association déplore que le collège ait tardé à offrir du soutien aux étudiants.](#)

L'association étudiante du collège Dawson a tenu à s'exprimer publiquement, jeudi, au lendemain de la fusillade qui a fait deux morts et une vingtaine de blessés.

Sa présidente, Melanie Hotchkiss, a dit trouver anormal le fait que les étudiants n'ont pas été pris en charge par le cégep après avoir été évacués. Les jeunes de Dawson ont, dans bien des cas, quitté l'édifice sans leurs effets personnels.

Mme Hotchkiss a déploré le manque de communication et de collaboration de la direction du collège Dawson. « Où était le groupe d'intervention de l'administration de Dawson? », a pour sa part demandé son collègue de l'Université Concordia, Khaleed Juma.

Melanie Hotchkiss a affirmé que l'association tentait désormais de travailler avec la direction pour répondre aux besoins en soutien des étudiants touchés.

La présidente de la Dawson Student Union (DSU) a par ailleurs exprimé sa sympathie et présenté ses condoléances à tous les étudiants touchés, à leur famille et à leurs proches. Elle s'est dite attristée et consternée par cette tragédie.

L'association a remercié le regroupement des étudiants de Concordia, qui a immédiatement mis en place des structures d'accueil d'urgence. Ainsi, les étudiants évacués de Dawson ont pu recevoir nourriture, couvertures, boissons, billets d'autobus et même un service de navette.

La DSU a remercié les autres associations étudiantes montréalaises, dont la Fédération étudiante universitaire et la Fédération étudiante collégiale du Québec, qui ont offert un coup de main, ainsi que la Société de transport de Montréal et l'organisme Jeunesse au Soleil.

La direction qualifie les critiques de sévères

Pour sa part, le directeur général du Collège Dawson, Richard Filion, juge que ces critiques sont trop sévères. « J'ai la certitude que nous avons agi avec toute l'adresse dont nous étions [capables], dans ces circonstances imprévues et inusitées », a-t-il affirmé.

M. Filion a indiqué que le Collège travaillait en collaboration avec l'Hôpital général de Montréal pour mettre en place un service de soutien psychologique. Il a aussi assuré que son administration allait réévaluer son plan d'urgence et étudier la question de la sécurité.

Le directeur a affirmé que personne au Collège ne connaissait le tireur, et a dit ignorer la raison pour laquelle l'établissement avait été visé.

Il a confirmé que les cours et activités dans l'établissement étaient suspendus jusqu'à lundi. Il a ajouté que l'objectif était d'y rétablir un climat normal.

Richard Filion a ajouté que le personnel et les étudiants allaient être consultés pour déterminer la manière dont ils rendraient hommage aux victimes de la fusillade.

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, s'est rendu au Collège Dawson à l'invitation de la DSU. Il était accompagné de ses ministres Jean-Marc Fournier et Jacques Dupuis ainsi que du député de Westmount-Saint-Louis, Jacques Chagnon. Ils ont rencontré

LE DEVOIR : La sécurité absolue est impossible dans les cégeps - Édition [du jeudi 14 septembre 2006](#)

Marie-Andrée Chouinard

Sécuriser entièrement un lieu public comme un cégep et le mettre à l'abri de tragédies semblables à celle qu'a subie hier le Collège Dawson relève de la mission impossible. Voilà ce qu'a communiqué hier la Fédération des cégeps, renvoyant notamment au récent jugement de la Cour suprême sur le kirpan et à ses recommandations de mesures de sécurité dites raisonnables.

Sonné comme un peu tout le monde par l'ampleur du drame, le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, a indiqué hier que malgré le fait que tous les cégeps de la province soient tenus d'avoir des plans de mesures d'urgence, le caractère «imposant» et public d'un cégep comme Dawson rendait «proprement impossible» l'assurance d'une sécurité totale.

«On parle ici du plus imposant collège au Québec», a exposé M. Boucher, dont la fédération se réfère aussi au jugement de la Cour suprême sur le port du kirpan dans une école primaire de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys pour expliquer le fait que les collèges sont tenus à des mesures de sécurité «raisonnables et non pas extrêmes».

«Les collèges sont des lieux publics, ouverts, et c'est ce qui rend difficile l'imposition d'un dispositif extrême», a affirmé M. Boucher, qui, en 20 ans de séjour à la fédération, n'a pas souvenir d'un événement d'une telle violence sous le toit d'un collège.

Le Collège Dawson, avec ses 7500 étudiants et ses 760 membres du personnel, abrite non seulement l'effectif scolaire le plus important mais aussi une des communautés multiethniques les plus diversifiées à Montréal. «C'est un collège réputé pour sa capacité à

vivre en harmonie avec tous les groupes qu'il compte», a indiqué M. Boucher, qui, en fin d'après-midi, n'avait pas réussi à entrer en communication avec la direction du cégep en question.

«Évidemment, après avoir vécu Polytechnique, on était plusieurs au Québec à penser que ce type d'événement ne pouvait jamais plus se produire», a indiqué M. Boucher. «Malheureusement, il semblerait qu'on ne peut jamais dire "jamais".»

D'autres organisations scolaires ont eu à composer par ricochet avec les conséquences de la fusillade, telles les écoles primaires Saint-Léon-de-Westmount et l'École internationale, toutes deux avoisinant le périmètre de sécurité délimité par les policiers autour du collège. La Commission scolaire de Montréal (CSDM), qui chapeaute ces deux écoles, a décidé en cours d'après-midi de contacter l'ensemble des parents des centaines d'élèves, ne laissant partir les enfants qu'après avoir eu la consigne des parents.

«Nous avons appelé les parents pour qu'ils viennent chercher les élèves ou qu'ils nous donnent les autorisations pour les laisser partir», a indiqué le porte-parole de la CSDM, Sylvain Arsenault. En fin d'après-midi, 200 des 600 enfants de l'École internationale étaient toujours en classe, avec les enseignants qui avaient pour consigne de demeurer avec eux tant et aussi longtemps qu'on n'avait pas joint leurs parents.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Jean-Marc Fournier, a quitté Québec en milieu d'après-midi pour se diriger vers Montréal, où on devait décider en soirée d'un possible point de presse entourant ces tragiques événements.

Khaleed Juma a un impressionnant trousseau de clés dans le cou et une liasse de billets d'autobus dans la main. Devant le pavillon Hall de l'Université Concordia, il crie «les étudiants de Concordia vous attendez votre navette de l'autre côté, les étudiants de Dawson, prenez l'autobus bleu ici».

Khaleed Juma est président de l'Association des étudiants de Concordia. Un de ses amis a été blessé – une blessure relativement mineure, heureusement – à Dawson. Mais son premier réflexe a été d'organiser la solidarité. Concordia était la grande institution la plus proche des lieux du drame, alors il a vite compris que c'était à lui de faire quelque chose.

La communauté de Concordia, tant l'administration de l'université que l'association étudiante, a mis toutes leurs ressources à la disposition de leurs confrères de Dawson. D'abord pour aller les chercher, l'université a utilisé les autobus qui servent normalement à transporter ses étudiants entre ses deux campus.

Puis, une fois arrivés à Concordia, ils pouvaient rencontrer des psychologues de l'Université ou des infirmières du CLSC du centre-ville, pour parler des événements, de leur angoisse et se faire rassurer.

Mais, à la surprise des gens de Concordia, les premiers besoins étaient souvent bien plus banals. «Ils nous demandaient si le collège allait être ouvert demain. Ce qu'ils devaient faire s'ils avaient un examen ou un travail à remettre», expliquait Khaleed en fin d'après-midi.

Bien évidemment, les étudiants voulaient appeler leurs parents ou leurs proches pour les rassurer et leur donner des nouvelles. «On a donné accès à une banque de téléphones pour qu'ils puissent appeler». Bien des étudiants n'avaient pas mangé, alors l'association étudiante a ouvert son BBQ sur le toit de l'immeuble et a fourni les hamburgers gratuitement tout l'après-midi.

Et comme personne n'avait eu le temps d'aller ramasser un imperméable ou un chandail avant d'évacuer les lieux, la coop étudiante a donné ses cotons ouatés aux couleurs de l'Université.

«Nous avons servi de point de chute pour tous ceux qui voulaient aider : des gens qui avaient une auto et qui étaient prêt à reconduire les étudiants chez eux, par exemple», dit-il. Sans compter des compagnies de taxi qui ont fourni leurs services et la Société de transport qui a donné des billets de métro.

Puis, tout naturellement, Concordia est devenu le lieu où les parents ont pu venir recueillir leurs enfants.

Au début, les étudiants ne parlaient pas beaucoup, dit le Dr Janet Ritchie, psychologue à Concordia et qui a donné de l'aide aux étudiants de Dawson tout l'après-midi. Puis, au fur et à mesure qu'ils ont rencontré des amis ou des connaissances, de petits groupes se sont formés tout naturellement pour raconter leurs expériences.

«C'est ce qui est le plus utile dans ce temps-là, que des gens qui se connaissent puissent échanger et mettre leurs expériences en commun en petits groupes. La pire chose est que les gens s'isolent après des expériences traumatisantes, alors nous étions là pour les faire parler», dit le Dr Ritchie.

Hier, c'est donc entre 200 et 250 étudiants de Dawson qui ont pu trouver à Concordia un refuge, une oreille attentive ou un simple coton ouaté.

Au cours des prochains jours, on aura tout le temps de se poser toutes les questions sur un drame aussi horrible, le genre de drame dont on aimerait croire qu'il n'arrive qu'aux autres, ailleurs, mais pas chez nous. On fera des liens avec les tueries de Polytechnique ou de Columbine, au Colorado.

Mais dans cette tragédie, hier, il y avait des gens comme Khaleed Juma, et toute la communauté de Concordia, qui ont tenté d'organiser la solidarité et d'aider, dans la mesure de leurs moyens, de contrer l'horreur.

Dans une journée noire pour Montréal, il y a eu ce petit peu de lumière.

On dit que c'est l'environnementaliste français René Dubos qui a inventé la maxime «Penser de façon globale mais agir au niveau local», mieux connue dans sa version anglaise «Think globally, act locally».

Au cours des prochains jours, il ne manquera pas de gens pour «penser de façon globale» et offrir toutes sortes d'analyse des événements tragiques de Dawson. Mais à Concordia, on a «agi localement» en organisant la solidarité.

Et pour bien des étudiants qui avaient besoin d'un simple coup de pouce : de trouver un téléphone ou de manger un hamburger, de parler à leurs parents ou à une psychologue, ces petites actions locales étaient l'aide la plus précieuse qu'on pouvait leur apporter.

Des mesures « suffisantes »

La sécurité pourrait être renforcée, mais pas question de transformer les cégeps en forteresses

14/09/06

Daphnée Dion-Viens
dsviens@lesoleil.com

Dans les corridors du Cégep Limoilou hier, la fusillade survenue à Montréal a pris une signification particulière : le directeur du Collège Dawson était jusqu'à l'an dernier le directeur des études du Cégep Limoilou.

« Richard Filion a été mon adjoint pendant quatre ans, c'est un ami personnel, a indiqué le directeur général, Maurice Carrier. Dans les circonstances, on a beaucoup d'empathie pour ce qu'il vit. Il est en mode gestion de crise, mais on sait qu'il peut relever le défi. »

La nouvelle a semé la consternation dans les cégeps de la région : il s'agit, selon la Fédération des cégeps, du premier événement du genre à survenir dans un collège depuis leur création dans les années 60.

« Ça aurait pu arriver chez nous, il est difficile de prévoir l'impossible », a laissé tomber Claude Bissonnette, directeur des communications au cégep de Sainte-Foy, où un service de soutien psychologique est offert dès

aujourd'hui à ceux qui en ressentent le besoin.

Les mesures de sécurité pourraient éventuellement être renforcées dans les collèges — il était encore trop tôt hier pour indiquer comment — mais il n'est pas question pour l'instant de les transformer en forteresses.

« Ça nous interpelle comme événement mais les cégeps sont des lieux publics », a rappelé le directeur du Cégep Lévis-Lauzon, Guy Demers. D'où la difficulté d'en restreindre l'accès.

Même son de cloche de la part de la Fédération étudiante collégiale : « Il ne faut pas devenir paranoïaque non plus, c'est un événement isolé », a indiqué son président, Étienne Hudon-Gagnon.

À CHACUN SES MESURES

Chaque collège détermine ses propres mesures de sécurité. Dans la région, elles se résument à des caméras de surveillance, des agents de sécurité et un plan d'urgence. Des mesures « suffisantes », selon la grande majorité des étudiants rencontrés hier dans les couloirs du cégep Limoilou.

« On n'a pas besoin d'en faire plus, a lancé Émilie Savard, originaire de la métropole. Je me sens



Des étudiants du Collège Dawson ont évacué l'établissement les mains en l'air, hier, après la fusillade. — PHOTO PC

10 fois plus en sécurité à Québec qu'à Montréal ! Il n'y a pas vraiment de guerre de gangs ici... »

Pour d'autres, la solution est ailleurs. « Au lieu de renforcer la sécurité, on est mieux de venir en aide à ceux qui sont en détresse, a lancé Jacky, 17 ans. C'est plus de cette façon qu'on évitera des drames comme celui-là. »

Mesures « raisonnables et non absolues

Aucune loi ou règlement du ministère de l'Éducation encadre les mesures de sécurité à mettre en place dans les écoles ou les cégeps. Chaque établissement en est responsable. Mais le jugement de la Cour suprême sur le port du kirpan à l'école, rendu en mars der-

nier, est venu apporter des précisions. Les établissements d'enseignement doivent déterminer des mesures de sécurité « raisonnables » et non « absolues », a rappelé Caroline Tessier, directrice des communications de la Fédération des cégeps.